



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file Votre référence

Our file Notre référence

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

**L'Autonomie Relative de l'Etat et la Croissance Economique en
Corée du Sud: Le Cas des *Chaebol***

**Thèse de Maîtrise en Sciences Sociales (Science Politique)
Présentée à l'Ecole des Etudes Supérieures et de la Recherche
par Eric Boulanger (452284)**

**Sous la Direction de M. Paul-N. Dussault et avec la Collaboration
de Mme Claire Turenne Sjolander**



Eric Boulanger, Ottawa, Canada, 1993



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-315-82580-4

Canada



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

A Yumi . . .

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
A- La concentration du capital/1	
B- Le dirigisme de l'Etat/4	
C- Cadre théorique, problématique et méthodologie/6	
1- Cadre théorique/6	
2- Problématique/9	
3- Méthodologie/11	
D- Structure de la thèse/12	
Notes de référence (Introduction)/14	
 1- Les théories de l'autonomie relative de l'Etat.....	15
Introduction/15	
A- La pertinence des théories de l'autonomie relative de l'Etat/16	
B- L'autonomie relative de l'Etat et les classes sociales/18	
1- Les limites de la théorie marxiste/21	
2- N. Poulantzas: L'autonomie relative et l'Etat contemporain/22	
i- L'autonomie relative de l'Etat: Caractéristique de l'Etat capitaliste/23	
ii- Les fonctions économiques de l'Etat capitaliste/28	
C- Critique de la relativité de l'autonomie de l'Etat/31	
1- F. Block et T. Skocpol: Les intérêts de l'Etat dans son autonomie relative/33	
D- L'hégémonie politique/44	
E- L'autonomie relative de l'Etat: Recherche opérationnelle/50	
Conclusion/52	

Notes de référence (Chapitre 1)/56

2- Historique: L'instauration d'un Etat moderne.....64

Introduction/64

A- La chute de l'ancien régime et ouverture sur le monde/66

- 1- Le régime monarchique/66
- 2- La chute de l'ancien régime/69

B- La période coloniale: Disparition des structures sociales et l'instauration d'un Etat moderne/71

- 1- Instauration d'un Etat moderne/71
- 2- Disparition des anciennes classes sociales/73
- 3- Les origines coloniales des chaebol/75

C- Création de la République de Corée/79

- 1- Le nouvel Etat sud-coréen/82

D- Crise politique et économique et le coup d'Etat/85

- 1- Crise économique/85
- 2- Crise politique/88
- 3- Le coup d'Etat de mai 1961/91

Conclusion/92

Notes de référence (chapitre 2)/94

3- Les militaires et l'établissement d'un nouveau régime.....99

Introduction/99

A- Les intérêts spécifiques des militaires sud-coréens/101

B- Instauration d'un nouveau régime/103

- 1- Survol des changements politiques/103
- 2- Changements structurels et réhabilitation de la classe capitaliste/105
- i- Nouveaux rapports entre l'Etat et les classes sociales/106

- ii- Nouvelles structures politiques et économiques/110
- iii- Les IDE et les prêts étrangers/122

C- Hégémonie militaire et développement économique autoritaire/126

- 1- Fonction du concept d'hégémonie politique/126
- 2- L'origine de l'hégémonie militaire/128
- 3- L'hégémonie militaire et les chaebol/135

Conclusion/139

Notes de référence (chapitre 3)/141

4- Autoritarisme et concentration du capital.....145

Introduction/145

A- Réaction autoritaire de l'Etat aux problèmes socio-économiques et militaires de la Corée du sud/146

- 1- Contestation sociale du régime/146
- 2- Crise économique et militaire/151

B- L'instauration d'un régime autoritaire/153

C- Autoritarisme et l'expansion des chaebol/161

- 1- Les exportations/167
- 2- Les IDE/169
- 3- La consommation/173

Conclusion/177

Notes de référence (chapitre 4)/179

5- L'autonomie relative de l'Etat et les chaebol dans les années 1980: Fin de l'hégémonie militaire?.....185

Introduction/185

A- La concentration du capital dans les années 1980/186

B- Les changements politiques/189

C- Les relations Etat/chaebol dans les années 1980/192

D- L'analyse de l'autonomie relative de l'Etat/203

1- La classe capitaliste/203

2- Les classes subordonnées/208

Conclusion/211

Notes de référence (chapitre 5)/214

CONCLUSION.....214

BIBLIOGRAPHIE.....225

ANNEXES.....233

INTRODUCTION

Quand on examine les origines et les fondements de la fulgurante croissance économique que vit la Corée du sud depuis près de 25 ans, deux caractéristiques ou phénomènes nous frappent immédiatement: 1) Le rôle très interventioniste et autoritaire de l'Etat dans l'économie depuis le coup d'Etat des militaires en mai 1961: 2) La concentration très élevée et développée du capital.

Avant d'aborder la question du cadre théorique, le lecteur sera introduit au cas sud-coréen par une présentation détaillée de ces caractéristiques dévoilées ci-dessus. C'est à partir de celles-ci que nous avons d'ailleurs formulé l'objectif principal de cette thèse; l'analyse des relations et des rapports politiques entre le dirigisme autoritaire de l'Etat sud-coréen et la concentration élevée du capital dans l'optique d'une croissance et d'un développement durable de l'économie.

A- LA CONCENTRATION DU CAPITAL

Dans notre étude de cas le concept de concentration du capital ne porte pas à confusion; dans la réalité sud-coréenne il revêt la forme des chaebol. Il n'est donc pas nécessaire de s'étendre sur l'aspect théorique de ce concept. Nous ne ferons

donc ici qu'une brève description d'un chaebol en tant qu'entreprise et en le replaçant dans son contexte historique.

Un chaebol peut être défini comme un conglomérat d'entreprises contrôlé majoritairement par une famille et diversifié dans plusieurs secteurs de l'économie sans que pour autant ces secteurs aient des liens quelconques entre-eux.¹ Par exemple le chaebol Samsung est contrôlé depuis sa fondation en 1938 par la famille Lee, possède 48 filiales et ses activités touchent les produits électroniques, la pétro-chimie, le textile, la publicité, les services médicaux, la vente au détail, les infrastructures touristiques, les services financiers etc...

Pour être considéré comme un chaebol, un groupe doit posséder au moins trois filiales et ainsi le terme chaebol ne signifie pas automatiquement concentration du capital puisque ces trois filiales peuvent être très petites.² Mais dans notre cas une référence aux chaebol représentera les 30 plus importants groupes qui forment aujourd'hui une puissance économique équivalente à 75% du PNB sud-coréen. Comme les zaibatsu japonais d'autrefois les chaebol symbolisent, dans la mentalité coréenne, la concentration du capital et les entreprises les plus puissantes du pays.

On peut replacer l'origine des chaebol dans la période coloniale (1910-1945) durant laquelle les premiers entrepreneurs coréens s'inspirent des zaibatsu japonais pour l'établissement de leurs entreprises. D'ailleurs les caractères chinois pour zaibatsu et chaebol sont identiques sauf que les Coréens leur

donnent une prononciation différente.³ Ce n'est toutefois qu'après la Guerre de Corée que les chaebol (comme représentatif du grand capital et comme modèle d'entreprise) débiteront leur expansion. Pendant le régime de Syngman Rhee (1948-1960), certains chaebol entretiendront des liens "incestueux" avec l'Etat profitant à outrance de l'aide étrangère distribuée par l'Etat et s'enrichissant par des activités non-productives (spéculation, finance, importation de biens de luxe etc....). En général, le textile constituera toutefois le secteur de l'économie le plus populaire parmi les chaebol. C'est donc à cette époque que la première concentration du capital se fait sous la forme d'un oligopole dans le coton et le textile. Quinze compagnies formant la "Spinners' and Weavers' Association of Korea" (fileurs et tisserands) reconnaissent leur "interdépendance mutuelle" au niveau des prix.⁴ Mais ce n'est qu'avec le coup d'Etat des militaires en 1961 et l'instauration d'une idéologie nationaliste basée sur la croissance rapide de l'économie que les chaebol entreprennent, sous la protection et l'aide financière massive de l'Etat, de faire de la Corée le pays avec l'économie la plus concentrée du monde; 4 chaebol (Samsung, Hyundai, Daewoo et Lucky-Goldstar) représentaient 44% du PNB en 1984.⁵

Toutefois dans les années 1950 et 1960 plusieurs pays du Tiers-monde possèdent des économies beaucoup plus concentrées que la Corée du sud comme le Pakistan, la Turquie ou l'Inde.⁶ De plus il est courant qu'une économie en voie de développement soit

caractérisée par une solide concentration capitaliste (firmes privées ou étatiques). Comme le fait remarquer Peter Evans, il n'est pas rare de voir passer un PVD directement au stade du capitaliste monopoliste sans faire l'expérience de la "dynamique de l'accumulation du capital".⁷ On retrouve d'ailleurs d'immenses conglomérats en Turquie (le groupe Toç - 126 sociétés; le groupe Sabanci - 100 sociétés), en Inde avec les "Maisons Industrielles" (le groupe Birla - 270 sociétés; le groupe Tata - 40 sociétés), au Mexique (le groupe Alfa - 167 sociétés) et à Hong Kong, Taiwan, Singapour, Brésil et au Pakistan avec ses "22 familles".⁸ Toutefois, dans aucun cas, la concentration du capital atteint les proportions coréennes des années 1980. Ainsi en moins de 25 ans, l'Etat sud-coréen, en plus de faire de la Corée la 10ème puissance industrielle au monde (elle était une des plus pauvres en 1960 avec un revenu per capita de \$80), crée l'économie la plus concentrée du monde.

B- LE DIRIGISME ETATIQUE

Nous acceptons comme postulat de base que la Corée du sud est constituée d'un régime autoritaire depuis la fin de la Guerre de Corée. Nous n'allons pas nous étendre sur toutes ses implications socio-économiques et politiques. Plutôt c'est le dirigisme étatique qui gardera toute notre attention. Dans le développement économique de ce pays, le dirigisme étatique

constitue la plus fidèle concrétisation de l'autoritarisme de l'Etat sur la société sud-coréenne.

C'est donc à partir de 1961 que nous allons concentrer notre recherche puisque c'est à cette date que les militaires prennent le pouvoir et instaurent un nouveau régime autoritaire avec une idéologie de droite très nationaliste et axée principalement et pour la première fois sur la puissance économique et militaire de la Corée du sud. Le régime précédent de Syngman Rhee portait d'ailleurs peu d'intérêt à la question du développement économique du pays.

Les militaires mettent donc en place les structures et les politiques économiques qui ont fait la réussite industrielle de la Corée. Ils choisissent aussi de plein gré de baser la puissance industrielle du pays sur les chaebol en "réhabilitant" cette fraction de la classe capitaliste. De plus l'Etat favorise directement leur expansion et leur suprématie comme fraction dominante de la classe capitaliste en leur donnant des contrôles monopolistes sur le marché domestique et sur le marché des exportations, en leur offrant des crédits à "bon marché" et le contrôle des Compagnies de Commerce International (CCI), en instituant des plan quinquennaux faient sur mesure pour des grandes entreprises comme les chaebol etc... En fait l'Etat fera éventuellement des chaebol, la fraction hégémonique de la classe dominante.

En résumé on ne peut pas dissocier la concentration du capital de la croissance économique de la Corée puisque les chaebol en forment la principale composante. Les origines de cette concentration du capital sont directement reliées à l'hégémonie politique des militaires dans les appareils de l'Etat.

C- CADRE THEORIQUE, PROBLEMATIQUE & METHODOLOGIE

1- Cadre théorique

Etant donné l'objectif de notre thèse, dans cette dernière le cadre théorique et la problématique seront soigneusement reliés et interdépendants puisque les deux doivent refléter les liens entre la concentration du capital et le dirigisme de l'Etat.

Avant de présenter le cadre théorique de cette recherche, il est important d'énoncer que la méthodologie utilisée est du type "heuristique", c'est-à-dire que nous ne chercherons pas à prouver la validité d'une théorie. Plutôt, cette dernière favorisera la compréhension du problème. Ainsi le cadre théorique reflètera, tout comme la problématique, les liens et les rapports entre le dirigisme de l'Etat et la concentration du capital en Corée du sud. La question de la méthodologie sera discutée plus en détail ci-dessous.

A cet effet les théories de l'autonomie de l'Etat formeront la base du cadre théorique. Toutefois il n'existe pas une théorie unique de l'autonomie de l'Etat. Elles sont plusieurs et nous nous sommes donc concentrés sur l'approche qui relativise l'autonomie de l'Etat. Le choix de cette approche théorique sera discuté dans le chapitre théorique mais selon l'objectif de la thèse et le cas de la Corée du sud, cette approche théorique semble être la meilleure pour refléter l'étendue de notre problème.

Pour résumer, les théories de l'autonomie relative de l'Etat impliquent qu'un Etat peut entreprendre des actions, peut posséder des intérêts, qui ne sont pas nécessairement ceux de la classe dominante. Cette approche critique directement l'affirmation de Marx que l'Etat ne fait que gérer les affaires de la bourgeoisie. Toutefois il existe des limites inhérentes à l'autonomie de l'Etat d'où sa relativité. On retrouve ces limites dans la lutte des classes, plus particulièrement dans le fait que la bourgeoisie est propriétaire des moyens de production et que les actions de l'Etat ne peuvent dépasser le point où l'hégémonie et la domination socio-économique de la bourgeoisie sont remises en question.

Un premier problème se pose ici. Les limites et le processus derrière la relativité de l'Etat font encore l'objet d'un débat autant dans leur formulation théorique que dans le choix des postulats de base. Il s'agit ici pour comprendre l'étendue du problème d'examiner les divergences entre Poulantzas et Block sur

l'origine et les limites de l'autonomie de l'Etat. Les deux auteurs en tirent des conclusions opposées qui seraient trop complexes d'expliquer dans cette introduction (ceci concerne notre chapitre théorique d'ailleurs) mais qui démontrent la protéiforme des théories de l'Etat.

Un deuxième problème se pose aussi. Les théories de l'autonomie relative de l'Etat ont été formulées en regard de l'expérience capitaliste des pays industrialisés. Le développement capitaliste et l'apparition d'un Etat moderne en Corée du sud s'est fait dans un contexte ne comportant que peu de ressemblances avec l'Europe de l'ouest ou l'Amérique du nord. Pour visualiser ce problème il ne s'agit ici que d'examiner le rôle prédominant des militaires dans le développement économique. Il devient donc difficile de soutenir la validité de l'application de telles théories à un PVD sans y apporter des changements qui reflèteront la particularité de la Corée du sud. Un exemple de cette particularité porte sur l'importance de la sécurité nationale qui oriente les actions étatiques des militaires sud-coréens depuis 1961.

Ces deux problèmes peuvent être résolus en faisant appel à notre méthodologie à caractère heuristique. Pour la formulation de notre cadre théorique, nous établirons les variables théoriques par rapport aux exigences du cas étudié, c'est-à-dire la Corée du sud. Ainsi par la critique des principaux théoriciens de l'autonomie relative de l'Etat comme Poulantzas, Skocpol, Block etc... nous pourrions établir les éléments qui formeront les

bases du cadre théorique. Cette critique se poursuivra selon les exigences et les particularités du contexte sud-coréen; sa position dans la DIT, la division idéologique de la péninsule coréenne, la militarisation de l'Asie du sud-est, l'influence coloniale sur l'économie et la société, le contexte de la lutte des classes, l'hégémonie militaire etc...

Toutefois l'établissement de variables n'est pas une tâche facile. Les théoriciens de l'autonomie relative de l'Etat ne se sont jamais donnés comme devoir de simplifier en variables modèles les rapports politiques entre d'une part l'Etat et d'autre part les classes sociales et le développement économique. Comme on le constatera à la lecture du chapitre théorique, il est impossible d'établir des variables précises et universelles mais quoi qu'il en soit nous ferons des références à des points importants qui devront être analysés dans les chapitres empiriques et qui concordent avec les hypothèses de recherche.

2- Problématique

Maintenant avec notre cadre théorique et notre objectif établis, on peut formuler ainsi la problématique de cette thèse; De quelle importance a été le rôle de l'Etat dans la création et le développement d'une concentration si élevée du capital et quel a été alors le degré d'autonomie de l'Etat sud-coréen dans un tel phénomène économique?

Une double question qui démontre que notre problématique doit faire le lien théorique entre d'une part le fait que la concentration du capital est visiblement en relation causale avec le degré d'autonomie relative de l'Etat sud-coréen, c'est-à-dire que l'Etat possède des intérêts, quelque'ils sont, dans la concentration du capital, et d'autre part le fait que le degré effectif d'autonomie de l'Etat "dépend" ou est en relation avec le phénomène d'hégémonie de la classe dominante dans la société et les conditions socio-politiques et historiques de la lutte des classes qui affecteront les capacités de l'Etat à atteindre ses objectifs.

Nous pouvons baser notre problématique sur l'argument que les faits nous indiquent clairement que la concentration du capital était la priorité de l'Etat sud-coréen dès 1961 et que cette concentration servait les priorités économiques et surtout militaires des gestionnaires de l'Etat. Rien n'indiquait en 1961 que la concentration du capital en Corée du sud était nécessairement un processus "normal" ou "inévitabile" mais plutôt l'Etat y voyait le moyen le plus rapide et le plus efficace pour soutenir l'industrialisation du pays. Tout au long de cette recherche, plus particulièrement dans le chapitre 3, nous démontrerons que l'Etat sud-coréen fait en sorte que la principale caractéristique du MPC soit la forte concentration du capital. Toutefois pour soutenir une telle concentration capitaliste et une croissance rapide de l'économie un Etat, tel que celui de la Corée, doit posséder une forte autonomie pour

garder quand même le contrôle et la direction du développement économique et aussi s'assurer que toute la population participe (même si cela doit être imposé de force aux classes subordonnées et aux étudiants) à la reconstruction nationale. Ainsi notre hypothèse centrale devient la suivante: Grâce à son autonomie relative, l'Etat sud-coréen facilite la concentration du capital et favorise ainsi une forte croissance économique; cette autonomie relative s'acquiert dans un contexte marqué par trois éléments, soit; 1) l'autoritarisme de l'Etat; 2) une politique ajustée aux exigences militaires et économiques imposées par les relations extérieures et 3) le contrôle des classes subordonnées essentielles au développement industriel.

3- Méthodologie

Comme le lecteur aura déjà constaté, cette thèse se situe dans le cadre d'une étude de cas. Si on se réfère à ce qu'Eckstein (1975) et Dogan & Pellas (1981) ont écrit au chapitre de l'étude de cas on découvre que cette dernière peut être poursuivie dans "une perspective théorique globale", c'est-à-dire dans une optique généralisante plutôt qu'individualisante." A cet effet notre étude de cas peut être considérée selon la première optique puisque nous ne cherchons pas à démontrer "l'unicité" d'une théorie de l'autonomie de l'Etat ou de valider cette théorie dans le cadre d'une étude de

cas sur la croissance économique de la Corée du sud. D'ailleurs la perspective généralisante ne le permet pas.

Jusqu'à un certain point notre étude de cas pourrait être considérée, selon la qualification d'Eckstein (1975), "heuristique" dans la perspective que ce type d'étude de cas est "loin d'illustrer passivement la loi, [il] contribue activement à la découvrir".¹⁰ En d'autres mots, l'utilisation de la théorie de l'autonomie relative de l'Etat se fait dans l'optique de fournir un cadre théorique à l'étude de cas. Ce cadre théorique sera construit selon les exigences empiriques de l'étude de cas. Idéalement des généralisations ultérieures pourraient être effectivement déduites de l'étude de cas mais nos ambitions ne vont pas aussi loin.

Ainsi dans notre chapitre théorique nous ferons des références importantes à la situation coréenne pour laisser de côté les idées ou éléments théoriques qui ne sont pas nécessaires à l'étude de cas. C'est pourquoi que le niveau d'intuition prendra une place importante dans notre étude de cas heuristique puisque dans un tel cas;

"theories do not come from a vacuum, or fully and directly from data. In the final analysis they come from the theorist's imagination, logical ability and ability to discern general problems and patterns in particular observation"¹¹

D- STRUCTURE DE LA THESE

Cette thèse est structurée en 5 chapitres; le premier porte sur l'élaboration d'un cadre théorique. Nous en avons déjà parlé. Le deuxième chapitre sera à saveur historique, c'est-à-dire que nous élaborerons sur les origines, tout de même assez récentes, de l'Etat sud-coréen jusqu'au coup d'Etat des militaires en 1961 en mettant aussi l'emphasis sur la structure spécifique des classes sociales de ce pays. Nous verrons que "l'échec hégémonique" de la bourgeoisie facilite la prise du pouvoir par les militaires. Le coup d'Etat constitue le point de départ de notre analyse et dans le troisième chapitre nous aborderons les changements apportés aux structures et politiques étatiques en matière de développement économique et sur l'imposition d'une nouvelle hégémonie militaire qui assure le succès et la croissance économique de la Corée pour les 25 prochaines années. Dans un quatrième chapitre nous développerons plus en profondeur les relations entre les chaebol et l'Etat et nous verrons comment, sous l'impulsion des politiques étatiques, se fait une concentration si rapide et si élevée du capital. Finalement, dans un cinquième chapitre, nous analyserons l'autonomie relative de l'Etat dans les années 1980 à l'égard des chaebol en mettant l'emphasis sur le fait que le grand capital développe une puissance économique vis-à-vis laquelle il devient difficile de dicter les ordres comme le faisait l'Etat dans les années 1960 et 1970.

NOTES DE REFERENCE (Introduction)

1. JUNG, Ku Hyun, (1989), p. 11.
2. KIM, Kyong Dong, (1976), p. 470.
3. MASON, Edward et al., (1980), p. 285.
4. AMSDEN, Alice, (1989), p. 65.
5. Ibid., p. 116.
6. MASON, Edward et al., p. 285.
7. EVANS, Peter, (1979), p. 20.
8. GROU, Pierre, 1988; JONES L.P. & IL SAKONG, (1980), p. 258;
LE DEVOIR (8 juillet 1991).
9. DOGAN, M. & D. PELASSY, (1981), p. 122.
10. Ibidem.
11. ECKSTEIN, Harry, (1975), p. 105.

CHAPITRE 1 LES THEORIES DE L'AUTONOMIE RELATIVE DE L'ETAT

INTRODUCTION

Ce chapitre est essentiellement théorique; c'est-à-dire qu'il s'agit de présenter une théorisation des diverses analyses de l'autonomie relative de l'Etat pour être ainsi en mesure d'aborder le côté empirique de notre thèse avec entre les mains un cadre d'analyse spécifique.

L'objectif principal de cette thèse - l'analyse des relations et des rapports politiques entre le dirigisme autoritaire de l'Etat sud-coréen et la concentration élevée du grand capital dans l'optique d'une croissance et du développement durable de l'économie - prendra forme dans le cadre théorique de l'autonomie relative de l'Etat.

Nous démontrerons dans un premier temps la pertinence d'un cadre théorique basé sur l'autonomie relative de l'Etat pour l'analyse du cas sud-coréen. Nous passerons ensuite à l'étude de la théorie de Nicos Poulantzas afin de souligner toute l'importance de la question des classes sociales dans l'autonomie relative de l'Etat. Nous verrons aussi que Poulantzas dégage des éléments importants reliés au rôle de plus en plus considérable et vital de l'Etat dans la reproduction du capital. Nous aborderons ensuite les théories de Fred Block et de Theda Skocpol qui critiquent le déterminisme de classe du théoricien français. Ces deux auteurs sont primordiaux à notre recherche puisqu'ils

offrent la possibilité théorique que l'Etat possède des intérêts propres pas nécessairement reliés à la lutte des classes sociales mais plutôt par rapport aux exigences structurelles de l'économie mondiale et de la sécurité nationale. Ces discussions précédentes nous incitent à analyser la question de l'hégémonie politique dans l'autonomie relative de l'Etat pour ensuite terminer par un bref aperçu des analyses basées sur l'autonomie relative de l'Etat et faites dans le cadre des PVD et qui démontrent toute l'importance d'évaluer dans une optique différente l'autonomie relative d'un Etat en voie de développement.

A- LA PERTINENCE DES THEORIES DE L'AUTONOMIE RELATIVE DE L'ETAT

Il existe plusieurs approches théoriques en mesure d'analyser la croissance et le développement économique d'un pays en voie de développement (PVD) comme la théorie néo-classique et la théorie de la dépendance. Toutefois nous ne pouvons pas utiliser celles-ci en tenant compte de l'objectif de notre thèse tel que noté ci-dessus. C'est-à-dire que ces deux modèles théoriques ne peuvent exposer; 1) dans le cas de la théorie de la dépendance, la possibilité qu'un PVD puisse dépasser et rompre avec les limites structurelles (NDIT, dépendance technologique ou en capitaux etc...) du capitalisme dépendant.¹ Pourtant, la Corée du sud qui est un des plus pauvres pays du monde en 1960, est présentement la 10ème puissance industrielle (en plus d'être parmi les leaders mondiaux dans des secteurs de haute-

technologie) et deviendra dans quelques années un pays créancier sur le marché mondial²; 2) dans le cas de la théorie néo-classique, de la possibilité de rapports privilégiés entre d'une part l'Etat et ses gestionnaires et d'autre part la fraction hégémonique de la classe capitaliste, des rapports qui permettraient à l'Etat d'organiser et de placer cette fraction à l'avant-garde du développement économique.³ En Corée, les militaires réhabilitent le grand capital et s'assurera qu'en retour pour sa protection (financière, tarifère etc...), les chaebol suivront les directives étatiques en matière de développement économique. En somme, ces deux approches théoriques semblent dans un déterminisme économique que se soit par rapport aux structures mondiales du capitalisme ou par rapport à la logique des "forces du marché".

Ces faiblesses nous incitent donc à se retourner vers les théories de l'autonomie relative de l'Etat puisqu'elles prennent en considération des éléments autant économiques (structures du capitalisme dépendant, le capital étranger, la consommation intérieure etc...) que politiques (les rapports sociaux, la lutte des classes, les relations militaires etc...) et elles peuvent ainsi démontrer les fondements politiques et économiques derrière la croissance économique rapide que la Corée vit depuis le début des années soixante.

De plus les trois hypothèses de recherche élaborées préalablement, en plus de notre hypothèse principale, ont tous un lien avec les chaebol et l'Etat et elles démontrent l'importance

d'utiliser un cadre théorique relié aux théories de l'autonomie relative de l'Etat. Ces trois hypothèses sont;

1- Il existe à long terme une compatibilité entre les intérêts de l'Etat et ceux de la fraction du grand capital (les chaebol) de la bourgeoisie sud-coréenne.

2- L'expansion économique de la Corée du sud est fondée, depuis 1961, sur la puissance nationale et mondiale des chaebol.

3- L'autonomie de l'Etat a atteint son apogée dans les années 1970, c'est-à-dire à une époque où on remarque la plus forte expansion de l'économie et des chaebol.

Ces trois hypothèses vont orienter la discussion de notre recherche.

B- L'AUTONOMIE RELATIVE DE L'ETAT ET CLASSES SOCIALES

Avant toute chose on remarque qu'on ne peut pas parler d'une théorie homogène et uniforme de l'autonomie relative de l'Etat. Elle est plutôt "protéiforme" car elle a été marquée par de nombreux courants de la pensée sociale et politique dans des optiques tout à fait différentes; le plus souvent pour en arriver à une meilleure compréhension de la nature de l'Etat (Poulantzas, Miliband, Althusser) mais aussi dans le cadre d'objectifs plus précis comme l'étude des structures du pouvoir (Domhoff, Mann), le pouvoir de classe (Therborn), de l'hégémonie politique (Gramsci, Cox), des intérêts de l'Etat (Skocpol, Block) etc.. Ainsi, comme le fait remarquer Gulap (1987), la popularité du

concept d'autonomie relative de l'Etat fait de ce dernier un terme ou une expression "attrape-tout" vide de sens. On retrouve finalement des références à l'autonomie, relative ou non, de l'Etat dans à peu près toutes les analyses politiques ou économiques sans que pour autant un cadre théorique y soit rattaché.

Dans cette avalanche d'approches et d'analyses du concept d'autonomie relative de l'Etat, nous en avons dégagé un courant qui part des limites de l'analyse marxiste sur la nature de l'Etat capitaliste et qui est principalement représenté par Nicos Poulantzas. Ce courant, dont les fondements se retrouvent dans la lutte des classes, a été influencé par les écrits de Gramsci, d'Althusser et même de Luckas. Des développements ultérieurs à Poulantzas se retrouvent chez Fred Block et Theda Skocpol et ont été développés dans l'optique d'éviter son déterminisme de classe en soumettant la possibilité d'intérêts spécifiques à l'Etat tout en restant dans un cadre d'analyse marxiste.

Nos trois hypothèses de recherche ont tous un lien avec l'Etat et les chaebol, la fraction du grand capital, et ce lien signifie l'existence de rapports politiques entre l'Etat et les classes sociales. C'est pourquoi dans un premier temps nous aborderons Poulantzas dont les études concernent directement les rapports politiques entre l'Etat et les classes sociales et elles impliquent plus particulièrement que la relativité de l'autonomie d'un Etat a ses origines dans la lutte des classes. Toutefois, étant donné les particularités de l'importance des structures

internationales du capitalisme dépendant et des relations militaires pour la Corée, nous poursuivrons notre théorisation avec les analyses de Block et Skocpol qui ont réitéré la possibilité d'intérêts spécifiques à un Etat et à ses gestionnaires pour répondre aux exigences des structures internationales et de la reproduction du capital. Finalement, comme nous l'avons fait remarquer au lecteur en introduction à cette thèse, notre méthodologie implique un cadre d'analyse heuristique qui ne cherche pas à prouver la validité de la théorie mais dont l'objectif est plutôt de favoriser la compréhension du problème, c'est-à-dire de la Corée du sud.

Ainsi au cours de ce chapitre nous apporterons premièrement des éléments tirés d'études qui ont cherché à rendre opérationnel le concept d'autonomie relative de l'Etat pour des PVD et deuxièmement des faits de la réalité sud-coréenne. Dans le premier cas quelques auteurs (N. Hamilton, 1981 et 1986; B. Stallings, 1985; T. Bamat, 1977; Lim & Peak, 1987) ont démontré la valeur empirique des théories de l'autonomie de l'Etat dans l'étude du développement économique des PVD. Toutefois ils ont aussi démontré les limites de ce type de théories qui ont été développées en fonction des pays industrialisés et ainsi ont démontré toute l'importance de prendre en considération le contexte historique des luttes de classes et de la position du PVD dans la DIT ou de la NDIT dépendant de l'époque étudiée. Ainsi le rapprochement entre les théories de Poulantzas, Block et Skocpol et les faits de la réalité sud-coréenne nous aidera à

instaurer un cadre analytique qui évitera les analyses en cul-de-sac.

Mais avant de poursuivre, revoyons les bases théoriques de l'autonomie relative de l'Etat selon l'analyse marxiste.

1- Les limites de la théorie marxiste

Préalablement nous avons expliqué que notre théorisation de l'autonomie de l'Etat s'inspire d'un courant politique basé sur la lutte des classes. Quand nous aborderons des auteurs comme Theda Skocpol et Fred Block qui offrent à l'Etat la possibilité d'intérêts spécifiques, nous verrons qu'ils parlent toujours d'autonomie relative de l'Etat puisque comme Marx ils soutiennent que la caractéristique fondamentale du mode de production capitaliste (MPC) est la séparation de l'Etat (la superstructure) du système de production (la structure). De cette constatation Marx reconnaîtra, implicitement toutefois, une forme d'autonomie à l'Etat.⁴

A cet effet on retrouve dans les écrits de Marx diverses références au déterminisme économique qui impliquent que dans tout les cas l'Etat devra répondre aux intérêts de la classe dominante mais à des degrés variables, que se soit dans le cadre des "factory acts" de l'Angleterre du 19ème siècle ou dans le Bonapartisme de Napoléon III.⁵ Ainsi, selon Marx, l'autonomie de l'Etat dépendrait du contexte historique de la lutte des classes mais dans tout les cas, même sous le Bonapartisme, l'Etat aura

toujours comme fonction la reproduction de MPC ce qui a fait dire à Marx que l'Etat n'était qu'un "comité qui gère les affaires communes de la bourgeoisie."⁴

Toutefois Marx nous explique peu la relation entre les classes sociales et l'Etat sauf pour nous dire que les actions de l'Etat seront principalement dictées par les intérêts de la bourgeoisie. A cet égard si on se pose des questions au sujet de l'autonomie relative de l'Etat sud-coréen; existe-t-elle à l'égard du grand capital et des classes subordonnées ou juste par rapport à ces dernières?; est-ce que son degré d'autonomie se modifie selon les conjonctures sociales, est-ce que cela affecte ses actions dans la reproduction du MPC et dans quelle mesure?; la théorie de Karl Marx ne peut guère y répondre. En fait pourquoi existe-t-il une telle compatibilité d'intérêts entre l'Etat et les chaebol en Corée du sud au point de fonder les bases du développement économique sur ces derniers quand on sait que les classes subordonnées y retrouveront les sources de l'autoritarisme étatique?

C'est dans cette optique et en prenant compte de ces interrogations que nous abordons maintenant la théorie de Poulantzas sur l'autonomie relative de l'Etat.

2- N. POULANTZAS: L'autonomie relative dans l'Etat contemporain

Poulantzas est sûrement le théoricien qui a le mieux et le plus extensivement conceptualisé la question de l'autonomie

relative de l'Etat dans la société capitaliste contemporaine. La théorie de l'Etat capitaliste de Poulantzas s'est considérablement modifiée entre la publication en 1968 de Pouvoir Politique et Classes Sociales et L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme, publié pour sa part en 1978, un an seulement avant sa mort. Dans les années 1960, il est définitivement un structuraliste. Dans sa théorie de l'Etat, les formes et fonctions de l'Etat sont définies par la structure de classe que l'Etat reproduit en retour.⁷

Dans son dernier livre l'Etat sera plutôt considéré comme "la condensation matérielle d'un rapport de force entre classes et fractions de classe".⁸ Comme le fait remarquer Martin Carnoy, Poulantzas s'impose une argumentation "dialectique" dans sa théorie de l'Etat. L'Etat reste défini par la structure de classe mais en retour l'Etat possède une autonomie relative qui lui permet une action positive (dans l'économie par exemple) et qui affecte la lutte des classes (mais toujours avec l'objectif de reproduire l'Etat capitaliste).⁹

i- L'autonomie relative de l'Etat: Caractéristique de l'Etat capitaliste.

Sur la question de l'autonomie relative de l'Etat, Poulantzas suit la voie ouverte par Gramsci et Althusser¹⁰ au niveau de l'approche analytique; comme eux il met l'emphasis sur la superstructure dans l'étude du changement social. Toutefois il

faut immédiatement noter que cela ne se fait pas dans une approche qu'on pourrait nommer "étatiste". Poulantzas cherche à éviter de prendre "l'Etat comme sujet" (une approche s'inspirant de Max Weber et qui offre, selon l'auteur, une "autonomie absolue" à l'Etat). En fait il cherche à trouver le juste milieu entre "l'Etat comme sujet" et "l'Etat comme chose" (conception instrumentaliste de l'Etat; neutre, passif avec une autonomie nulle, proche de la conception de Marx).¹¹ Ainsi il définit sa conception analytique de l'Etat "comme un rapport, plus exactement comme la condensation matérielle d'un rapport de forces entre classes et fractions de classe, tel qu'il s'exprime, de façon spécifique, toujours, au sein de l'Etat."¹²

Dans cette optique l'Etat n'est pas simplement l'instrument de la classe dominante et il ne possède pas non plus une autonomie absolue. En fait l'Etat devient un "aréna" dans lequel le pouvoir d'Etat exprime "la capacité d'une, ou de certaines classes, à réaliser leurs intérêts spécifiques". Ces luttes populaires au sein de l'Etat créent des "contradictions et divisions" internes à l'Etat soit par exemple au sein de la classe dominante (opposition entre la fraction hégémonique et les fractions non-hégémoniques), soit par les "foyers d'oppositions" de la classe ouvrière dans les appareils de l'Etat. L'autonomie relative de l'Etat provient directement de ces contradictions et divisions.¹³

L'autonomie relative de l'Etat se fait toujours par rapport aux fractions de la classe dominante et par rapport aux classes

dominées et ce dans l'optique finale de maintenir et de reproduire le rapport "domination-subordination", c'est-à-dire de reproduire l'Etat capitaliste et sa structure de classes.

Avant d'aller plus loin sur l'autonomie relative de l'Etat, il nous apparaît important, pour bien analyser le concept, d'examiner l'origine de l'Etat capitaliste selon Poulantzas, puisque la relativité de l'autonomie de l'Etat est un phénomène unique à l'Etat capitaliste. L'auteur poursuit cette analyse de l'origine de l'Etat capitaliste en terme de lutte des classes et de domination politique et il arrive ainsi à la conclusion que l'Etat détient un rôle socio-économique beaucoup plus large que le soutenait Marx ou Gramsci. En Corée du sud nous verrons qu'effectivement l'Etat possède des ramifications dans à peu près tous les secteurs de l'économie et influence ainsi le développement de l'économie et des classes sociales de façon impressionnante.

Tout comme Marx, Poulantzas soutient que la séparation entre la possession des moyens de production et les travailleurs donne lieu "à une séparation relative de l'Etat et de l'espace économique, séparation qui est à la base de l'ossature institutionnelle propre à l'Etat capitaliste".¹⁴ C'est ainsi qu'on peut parler d'un Etat capitaliste comme étant structurellement différent d'un Etat féodal. Ce sont les rapports de production qui "dessinent le champ de l'Etat", c'est-à-dire sa forme et ses fonctions.¹⁵ Aussi, selon Poulantzas, "une théorie de l'Etat capitaliste ne peut être élaborée que par la mise en

relation de cet Etat avec l'histoire des luttes politiques sous le capitalisme". Donc l'Etat dans un système capitaliste est nécessairement un Etat capitaliste. Dans cette optique, quand il parle de l'Etat comme la condensation d'un rapport de forces, Poulantzas implique que les pouvoirs de classe se retrouvent dans l'ossature de l'Etat. Ainsi l'Etat possède un rôle et des fonctions politiques plus larges dans la théorie de Poulantzas que dans les théories étatiques de Gramsci ou d'Althusser; l'Etat ne fait pas que reproduire mais organise aussi les rapports idéologiques de la classe dominante (donc de l'idéologie dominante).

Dans la pensée de Gramsci, l'Etat a un rôle répressif (la force) et idéologique (le consentement) dans la reproduction de l'idéologie dominante. Pour Poulantzas cette approche offre une conception essentiellement négative de l'Etat (l'Etat "ne fonctionnerait que par la répression et l'inculcation idéologique" dans la reproduction des rapports de classe). On ne peut pas, selon l'auteur, conceptualiser ainsi le rôle de l'Etat dans la reproduction des conditions de l'accumulation du capital. En fait l'Etat possède un rôle "positif"; "il crée, il transforme, il fait du réel", et encore plus que jamais dans le stade monopoliste du capital où l'ingérence étatique dans l'économie va jusqu'au "coeur même de la reproduction du capital".¹⁴

C'est en reconnaissant que l'Etat est un rapport politique qu'on peut comprendre l'autonomie relative de l'Etat à l'égard de

la classe dominante ou des classes subordonnées. L'idéologie dominante, celle de la bourgeoisie, est reproduite par l'Etat. Mais l'Etat a quand même une autonomie relative puisqu'il a comme tâche de regrouper, d'unifier les diverses fractions de la classe dominante derrière la fraction hégémonique du bloc au pouvoir.¹⁷ Un point intéressant mais qui démontre une faiblesse de l'analyse de Poulantzas dans son application à la Corée du sud. Nous verrons dans la section sur l'hégémonie politique que la Corée est caractérisée par "l'échec hégémonique" de la classe capitaliste dans les années 1950 et 1960. Nous verrons aussi que les militaires vont créer de toutes pièces une fraction dominante de la classe capitaliste, le grand capital, en mesure de prendre le contrôle de l'économie. Les analyses de Block et Skocpol nous aiderons à comprendre cette particularité du développement économique de la Corée du sud. Toutefois ceci ne remet pas en question la forme d'un Etat, c'est-à-dire celle d'un rapport politique.

A l'opposé, l'Etat verra à diviser la classe ouvrière, c'est-à-dire à maîtriser l'influence ouvrière sur les appareils étatiques dans l'objectif précis de maintenir les rapports de domination. Ces fonctions de l'Etat, présentes dans l'Etat capitaliste avancé, se retrouvent avec encore plus de force dans l'Etat sud-coréen dans un processus beaucoup plus ouvert que dans les pays industrialisés de l'Ouest.

ii- Les fonctions économiques de l'Etat capitaliste

Poulantzas reconnaît des fonctions économiques importantes jouées par l'Etat capitaliste contemporain. Auparavant, pense-t-il, dans le cadre du capitalisme concurrentiel les fonctions économiques de l'Etat étaient subordonnées aux fonctions répressives et idéologiques des appareils étatiques. La fonction principale de l'Etat était d'organiser "matériellement l'espace politico-social de l'accumulation du capital". On assiste toutefois aujourd'hui à un renversement de cette tendance. Maintenant les fonctions économiques dominent.

"Non seulement les fonctions politico-idéologiques de l'Etat sont désormais subordonnées à son rôle économique, mais les fonctions économiques sont désormais directement chargées de la reproduction de l'idéologie dominante".¹⁰

Toutefois l'Etat capitaliste n'a pas de fonctions économiques spécifiques. Si elles sont présentement dans les appareils étatiques c'est essentiellement parce que l'Etat est un centre d'affrontement des luttes de classe. Ces fonctions ont toujours un contenu politique. Si l'Etat reprend à sa charge des fonctions économiques historiquement reliées au capital, ce n'est pas parce qu'elles sont non-rentables, non plus parce que cela rentre dans la logique de la baisse tendancielle du taux de profit, non plus parce que l'Etat voit ainsi à "maintenir les conditions générales de production" (Engels), mais bel et bien pour assurer la reproduction de l'ensemble du capital. Ceci implique, dans le cadre de l'autonomie relative de l'Etat, que

certaines fractions du capital seront dévalorisées en faveur d'autres fractions mieux habilitées à maintenir les taux d'accumulation et la survie du capitalisme. Même si ce processus de dévalorisation peut se faire, techniquement, au sein du marché (par les crises économiques, faillites, absorbtions etc...), l'Etat prend à sa charge ce processus parce,

"qu'il n'y a pas, ni au sein de l'ensemble du capital ni au sein ne serait-ce que du capital monopoliste, d'instance susceptible de décréter qui doit se sacrifier pour que les autres continuent de prospérer [...]."17

Ce constat peut expliquer en partie notre première hypothèse qui portait sur la compatibilité des intérêts entre l'Etat et les chaebol. Ces derniers pouvaient représenter pour les militaires des années 1960 et 1970 la façon la plus rapide et la plus profitable d'assurer l'accumulation du capital. Toutefois nous verrons que les explications de Poulantzas sont partielles par rapport à la Corée et au fait que la tradition capitaliste est encore jeune et que le grand capital n'était pas plus important que d'autres fractions de la bourgeoisie dans les années 1960.

En conclusion, on doit reconnaître la pertinence de la théorie poulantzasiennne au niveau du rôle positif de l'Etat dans l'hégémonie de la classe capitaliste et la reproduction du système d'accumulation. L'Etat devient un acteur principal dans le MPC sans que cela implique pour autant une direction socialiste de l'économie par l'Etat. Ceci est évident en Corée du sud particulièrement par sa position stratégique dans la Guerre Froide. Malgré l'interventionnisme de l'Etat dans l'économie, la

Corée du sud reste quand même une société profondément capitaliste. Nous reviendrons sur ce point dans l'analyse de Skocpol qui met l'emphasis sur le contexte international plus que Poulantzas le fait.²⁰ Les implications de sa théorie sont importantes pour notre étude de cas; premièrement, les contradictions et divisions au sein de l'appareil étatique sont issues des luttes de classe et affectent le degré d'autonomie relative de l'Etat. Dans le cas de la Corée, le contexte des luttes de classe affectera continuellement l'autonomie de l'Etat à un point où l'Etat devra augmenter sa répression des masses pour pouvoir continuer son action dirigiste de l'économie et des chaebol et maintenir ainsi la reproduction du MPC. Deuxièmement, le rôle positif de l'Etat sud-coréen impliquera une intervention directe de l'Etat dans la gestion même de l'économie. L'Etat ne se gênera jamais pour imposer fusions, faillites ou restructurations des chaebol pour assurer un taux élevé d'accumulation du capital. Ainsi l'Etat sud-coréen s'assurera que la classe capitaliste sera unifiée derrière le grand capital et verra à la suprématie de ce dernier dans l'idéologie des appareils étatiques.

Toutefois la théorie de Poulantzas est incomplète en ce qui concerne notre champ d'étude empirique. Des faiblesses évidentes s'expriment au niveau des exigences de l'Etat dans les structures internationales du capitalisme et des relations militaro-stratégiques. En Corée l'autonomie de l'Etat est affectée tout particulièrement par la division idéologique de la péninsule

coréenne et sa place dans la DIT. Comme nous le verrons, les militaires imposent un modèle de développement économique qui se trouve à être particulièrement affecté par les besoins militaires du pays et par son isolement économique dans les années 1940 et 1950. L'Etat possède des intérêts qui ne sont pas obligatoirement en accord avec ceux des chaebol. A cet égard on peut se poser quelques interrogations par rapport à notre 2ème hypothèse à savoir que l'expansion économique de la Corée est fondée depuis 1961 sur la puissance nationale et mondiale des chaebol. Quels étaient les intérêts de l'Etat, en 1961, à baser le développement économique sur la concentration du capital? Pourquoi y avait-il une compatibilité des intérêts entre ces deux parties? L'Etat aurait bien pu baser le développement économique sur une autre fraction de la classe capitaliste ou bien démanteler les chaebol puisqu'ils étaient particulièrement responsables des problèmes économiques de la Corée du sud au moment du coup d'Etat.²¹ Ceci nous conduit à la question des intérêts de l'Etat.

C- CRITIQUE DE LA RELATIVITE DE L'AUTONOMIE DE L'ETAT

Dans cette section nous apporterons de nouveaux éléments à notre cadre d'analyse, plus particulièrement par rapport à ce qu'on pourrait nommer les intérêts propres et à long terme de l'Etat. Toutefois nous gardons toujours comme base à la l'autonomie de l'Etat une approche basée sur la lutte des classes. Nous soutenons que la lutte des classes dans une société

affecte la nature, le rôle, les fonctions et le développement d'un Etat et en conséquences le degré et les limites de l'autonomie relative de l'Etat. Mais si on regarde de plus près le cas de la Corée et de son autonomie relative, nous voyons que l'Etat a été influencé, tout particulièrement, par sa position dans la DIT, la division idéologique de la péninsule coréenne et la situation militaire en Asie, dans sa direction du développement économique du pays. En conséquence il apparaît évident qu'un cadre d'analyse basé essentiellement sur un déterminisme de classe et qui rejette la possibilité d'intérêts propres à l'Etat, nous limiterait dans notre l'analyse, nous n'aurions pas les outils théoriques pour vraiment approfondir les liens entre l'Etat et les chaebol et la source de la croissance économique rapide du pays. Il est donc important d'accepter la possibilité théorique que l'Etat puisse posséder des intérêts divergents de ceux de la société sud-coréenne et même de la classe dominante. (Le fait d'accepter la possibilité d'intérêts divergents n'implique nullement qu'il y en aura effectivement mais cela nous force à tenir compte des intérêts de l'Etat en général).

Nicos Poulantzas, par sa définition complexe et relativement abstraite du concept d'autonomie relative de l'Etat, souleva de nombreux débats sur le sujet et engendra de nouvelles directions théoriques. Ces nouveaux développements théoriques nous seront particulièrement utiles puisqu'ils répondent à nos exigences empiriques et théoriques de l'étude cas. Ces objectifs sont; 1)

éviter le déterminisme de classe tel que reconnu dans l'oeuvre de Poulantzas; 2) considérer la possibilité que les Etats puissent posséder des intérêts propres à eux-mêmes. Et ce toujours dans le cadre d'analyse de l'autonomie relative de l'Etat basé sur la lutte des classes. Comme nous le verrons ci-dessous, nos deux objectifs ne sont pas en contradiction avec l'approche basée sur la lutte des classes puisque les auteurs abordés ont toujours à l'esprit que le contexte social détermine éventuellement les actions étatiques. Ce courant, souvent qualifié à tort "d'étatisme" par son emphase sur la spécificité des intérêts de l'Etat et fortement critiqué par les puristes marxistes,²² est principalement représenté par Fred Block et Theda Skocpol.

1- F. BLOCK & T. SKOCPOL: Les intérêts de l'Etat dans son autonomie relative

Comme nous l'avons constaté dans Marx puis dans Poulantzas, l'Etat peut se permettre une autonomie dans le MPC par la séparation du politique de l'économique. Puis la relativité de cette autonomie, d'après Poulantzas, tire ses racines dans la lutte des classes: L'autonomie relative de l'Etat provient du fait que la classe dominante ne possède pas de conscience de classe d'une part et d'autre part la condensation des rapports de force au sein des appareils étatiques fait en sorte que l'Etat peut réaménager l'hégémonie de la classe dominante derrière la fraction hégémonique.

Pour Block et Skocpol l'analyse de Poulantzas est réductionniste à la structure de classe et le pouvoir de l'Etat n'est autre qu'un pouvoir de classe. Poulantzas est bel et bien d'accord à ce sujet. Il admet lui-même que l'Etat capitaliste est un Etat de classe. Block désire dépasser cette notion d'Etat de classe et il cherche à démontrer qu'en fait l'Etat capitaliste peut détenir ses propres intérêts, tout en restant dans un cadre d'analyse marxiste. Il soutient à cet effet la séparation entre l'économique et le politique et le rôle déterminant des relations de production.²³

Le point de départ de l'analyse de Fred Block porte sur la direction de l'Etat. "La classe dirigeante ne dirige pas", c'est aux "gestionnaires de l'Etat" que revient cette tâche. Des gestionnaires dont les politiques socio-économiques peuvent diverger des intérêts de la classe dominante mais toujours dans le cadre de bornes structurelles strictes. La base de ces intérêts divergents repose sur le fait que les gestionnaires de l'Etat cherchent avant tout à maximiser collectivement leur pouvoir, prestige et richesse. Cette "maximisation" des intérêts des gestionnaires de l'Etat se fait toujours dans un contexte de la lutte des classes et dans les limites structurelles du MPC.²⁴

Block refuse à la classe capitaliste (ou à une de ses fractions), à la classe ouvrière et aux gestionnaires de l'Etat une "conscience" ou une rationalité intrinsèque à leur position sociale et qui servirait éventuellement la reproduction du MPC; "le pouvoir d'Etat n'est pas, sui generis, réductible au pouvoir

de classe".²⁰ La "tradition" marxiste reconnaît pourtant à la classe capitaliste la capacité rationnelle pour reproduire le MPC. Pour dépasser cette affirmation l'auteur soutient dans un premier temps que les gestionnaires de l'Etat forment le troisième "agent" (avec la classe ouvrière et la bourgeoisie) dont les conflits sont à la base de la rationalité du MPC à se reproduire. Ce n'est pas la "conscience" d'un des ces 3 agents qui dicte la rationalité du MPC à se reproduire mais plutôt la lutte entre les pressions de la classe ouvrière, les intérêts des gestionnaires de l'Etat et ceux de la bourgeoisie dans le cadre des lois intrinsèques au fonctionnement du MPC.²¹ Toutefois il existe des limites structurelles qui encadrent les actions autonomes des gestionnaires de l'Etat.

Dans un premier temps Block impose la rationalité de l'économie mondiale et le contexte militaire à l'autonomie relative de l'Etat;

"Both military defeat and declining international competitiveness raise the spectre of fewer resources available internally and effective challenges by outside and inside forces to the state manager's control over the state apparatus."²²

Ces exigences internationales entrent en interaction avec le contexte domestique (les rapports de production) qui lui aussi limite l'autonomie de l'Etat; 1) le taux d'investissement. Les gestionnaires de l'Etat dépendent d'un taux d'investissement relativement élevé pour maintenir un niveau d'activité économique qui assure l'ordre social et politique; 2) le contrôle

disproportionné des capitaux par la classe capitaliste. Il existe toujours la possibilité d'une "grève" des capitalistes ou d'une fuite de capitaux; 3) les contradictions inhérentes au fonctionnement du capitalisme (comme la baisse du taux de profit etc...). L'exercice du pouvoir se fait habituellement pour répondre aux exigences et aux contradictions du MPC.²⁶

Le contexte historique est toujours primordial dans l'analyse de l'autonomie relative de l'Etat. Le degré d'autonomie relative peut se modifier dans des périodes exceptionnelles d'instabilité politique et socio-économique (guerres, dépressions, reconstructions économiques etc...). Dans de telles circonstances les gestionnaires de l'Etat détiennent une plus grande marge de manoeuvre pour étendre leur pouvoir et imposer des changements structuraux à la société,

"[...] to expend their own power and to pursue policies that they perceive as necessary to strengthen the nation's position in the world system and to preserve internal order."²⁷

Toutefois il existe toujours des limites à l'exercice du pouvoir d'Etat même dans des circonstances exceptionnelles; 1) la production d'un surplus par les capitalistes; 2) la possibilité d'un retour à une situation dite "normale" (la fin d'une crise économique sévère par exemple) où les capitalistes sont à nouveau dans une position de refuser les interventions de l'Etat; 3) le contrôle des médias, de partis d'opposition etc... par la bourgeoisie.³⁰

La présence des gestionnaires de l'Etat peut expliquer la rationalité des politiques économiques de la Corée. A long terme ces politiques favorisent nettement les chaebol même si ces derniers ont souvent contesté le dirigisme de l'Etat. Les intérêts des gestionnaires de l'Etat (en majorité des militaires) sud-coréen étaient basés avant tout sur l'indépendance militaire du pays et le développement économique concernait directement l'industrie militaire que l'Etat voulait développer. Ainsi les gestionnaires de l'Etat (dans une période "exceptionnelle" de reconstruction économique et de Guerre Froide) ont encouragé la concentration du capital et le développement accéléré de l'économie même si cela impliquait pour les chaebol un rôle secondaire dans la direction économique. Nous verrons aussi que dans les années 1980 les chaebol, pour la première fois de leur histoire, seront en mesure de critiquer et même de refuser l'interventionnisme étatique. Des changements importants au niveau économique et militaire auront eu lieu.

Dans l'oeuvre de Block les gestionnaires de l'Etat développent des intérêts qui dépassés le "point critique"³¹ peuvent donner à l'Etat une autonomie quasi-absolue. Il reste que Block parle toujours de l'autonomie relative de l'Etat même dans le cas extrême du Nazisme.

Chez Skocpol on passe à un autre niveau d'analyse dans lequel elle ne parle plus d'autonomie relative mais plutôt d'autonomie potentielle de l'Etat avec la possibilité théorique d'une autonomie absolue. Cette modification terminologique

implique des changements importants d'une part dans la conceptualisation de l'autonomie de l'Etat et d'autre part dans l'influence de la lutte des classes sur l'autonomie. C'est ce que nous allons maintenant aborder.³²

Skocpol développe un cadre d'analyse dans lequel le concept d'autonomie relative de l'Etat ne s'applique plus seulement au MPC mais à tout Etat en relation avec son contexte historique. Elle s'oppose en particulier au fait que la majeure partie des analyses marxistes et néo-marxistes sont centrées ou axées sur la société ("society-centered" en anglais, elle fait aussi la même constatation pour les analyses pluralistes et fonctionalistes) quelles soient "instrumentalistes", "régulationnistes" ou basées sur la lutte des classes. Dans ces approches théoriques, selon Skocpol, toutes formes d'actions autonomes de l'Etat sont impossibles et rejetées théoriquement.³³

Toutefois on retrouve un lien commun entre l'approche de Skocpol sur l'autonomie potentielle de l'Etat et les approches analysées antérieurement; la séparation du politique et de l'économique; une séparation dans laquelle les rapports de production influencent le développement des structures et la nature de l'Etat. Le contexte de classe possède la particularité, dans l'analyse de Skocpol (et de Block d'ailleurs), d'être "objectif" et non pas "volontariste", c'est-à-dire que l'influence sur l'Etat par les classes sociales n'est pas consciente mais plutôt le résultat de crises objectives ou de

compétition entre les intérêts de l'Etat et ceux de la classe dominante. Ainsi l'Etat doit être considéré,

"[...] as administrative and coercive organizations - organizations that are potentially autonomous from (though of course conditioned by) socioeconomic interests and structures."³⁴

Dans cette optique l'autonomie de l'Etat peut signifier qu'un Etat "[...] may formulate and pursue goals that are not simply reflective of the demands or interests of social groups, classes, or society".³⁵ Ainsi l'auteure rejette l'idée que l'autonomie relative de l'Etat se fait à l'égard de la classe dominante avant tout, pour en arriver à l'idée qu'un Etat est "potentiellement autonome" de toute de la société.³⁶

Il faut noter que Skocpol élabore son modèle d'autonomie potentielle de l'Etat par rapport à l'analyse qu'elle poursuit sur les révolutions sociales de la France, l'URSS et la Chine et qui peuvent être considérées comme des périodes "exceptionnelles" d'autonomie étatique. Nous reviendrons sur les trois cas analysés par Theda Skocpol. Elle s'oppose au concept marxiste de révolution qui impose une conscience de classe aux classes révolutionnaires et qui biaise donc l'analyse dans une optique "volontariste". Au contraire soutient-elle, les révolutions ne sont pas faites d'actions "préméditées" et volontaires mais plutôt elles représentent les circonstances objectives résultantes des crises politiques, économiques et sociales.³⁷

En s'inspirant des auteurs allemands Max Weber et Otto Hintze, Theda Skocpol soutient que l'Etat doit être considéré

comme une "structure autonome" avec une logique et des intérêts propres, comme une organisation en elle-même. Il est donc possible qu'un Etat possède une autonomie absolue à l'égard de la société dans un contexte historique spécifique.³⁶ L'auteure défend cet argument en refusant aux classes sociales une quelconque conscience de classe. Toutefois, comme le fait remarquer Gulap (1987), elle redonne à l'Etat cette conscience enlevée aux classes sociales puisqu'elle soutient que l'Etat, comme organisation autonome, peut toujours se maintenir si les appareils de répression restent cohérents et efficaces.³⁷ Cette rationalité de l'Etat, Skocpol la basera que difficilement sur les fonctions a-historiques qu'elle trouve à l'Etat.

A cet effet, étant donné l'utilisation à plusieurs époques, donc dans des modes de production différents, du concept d'autonomie potentielle, il faut donc prendre des variables qui ne sont pas seulement reliées au MPC. Ainsi Skocpol donne deux fonctions a-historiques à l'Etat; 1) maintenir l'ordre socio-politique et 2) compétitionner économiquement et militairement avec d'autres nations. La deuxième fonction affecte tout particulièrement l'autonomie potentielle d'un l'Etat puisque,

"[...] international military pressures and opportunities can prompt state rulers to attempt policies that conflict with, and even in extreme instances contradict, the fundamental interests of a dominant class".⁴⁰

Cette conception a-historique de l'autonomie de l'Etat nous impose l'interrogation suivante: Est-ce que la potentialité de l'autonomie de l'Etat (et des variables qui y sont jointes) remet

en cause le concept d'autonomie relative de l'Etat? Nous avons vu que la notion de relativité de l'autonomie de l'Etat a été développée en fonction de l'Etat capitaliste et signifie l'autonomie partielle ou limitée d'un Etat à l'égard de la classe dominante et un rôle socio-économique et idéologique pour l'Etat plus vaste que simplement la reproduction du système économique. A cet égard il faut donc considérer le contexte théorique dans lequel Skocpol utilise le concept d'autonomie potentielle de l'Etat.

Ce concept est utilisé dans l'optique d'une étude comparative et historique de trois révolutions sociales. Il lui est impossible de démontrer, comme elle le désire, l'objectivité des crises et des révolutions en gardant à l'idée que l'Etat peut être relativement autonome (ou potentiellement autonome) que dans le MPC. Son analyse des révolutions sociales implique la relation entre l'Etat et la classe dominante et les structures internationales et à cet effet son concept d'autonomie potentielle de l'Etat doit être a-historique et sans référence au MPC. Mais dans chaque cas elle accepte comme variable déterminante la structure des classes et le mode de production comme contexte qui limite ou favorise l'autonomie potentielle de l'Etat. Historiquement la structure des classes et le mode de production jouent un rôle sur les structures et les capacités de l'Etat. Toutefois à la différence de Poulantzas par exemple, Skocpol ne maintient pas que la source de l'autonomie de l'Etat se retrouve dans une lutte des classes "volontariste" mais dans

le cadre de crises (sociales, économiques et militaires) et de développements dans la situation internationale.⁴¹ Ainsi elle évite tout déterminisme économique en parlant d'autonomie potentielle de l'Etat. Elle refute à la classe capitaliste une conscience quelconque et d'ailleurs le système international fut instauré à l'origine pour des raisons militaires et non pas capitalistes soutient-elle. La preuve selon Skocpol que l'Etat peut avoir des intérêts propres. Toutefois elle garde toujours en tête que les classes sociales forment un déterminant primordial à l'autonomie de l'Etat mais dans le cadre de crises sociales objectives.

Dans cette optique on peut souscrire partiellement à l'analyse de Skocpol sans rejeter la relativité de l'autonomie de l'Etat. En fait l'auteure nous permet d'enchâsser dans notre cadre théorique 3 variables importantes; 1) l'importance des structures internationales dans lesquelles un Etat doit constamment se mouvoir; 2) la possibilité pour un Etat d'avoir ses propres intérêts à cause des exigences de sa position dans le système-monde et 3) la possibilité d'appliquer le concept d'autonomie relative aux Etats des PVD en tenant compte que les actions autonomes d'un Etat se font dans le cadre de crises objectives. Ces trois variables n'affectent pas nos prémisses à la base de l'autonomie relative de l'Etat.⁴²

En contrepartie on doit réfuter la potentialité de l'autonomie de l'Etat puisqu'il serait théoriquement impossible d'inclure la possibilité d'une autonomie absolue de l'Etat dans

notre cadre d'analyse basé sur la lutte des classes. Cette impossibilité, nous l'avons démontré dans Block, provient du fait que l'Etat, pour ses revenus, doit toujours s'appuyer sur l'accumulation capitaliste. Aussi, une autonomie absolue signifierait l'indépendance totale de l'Etat en question des structures du capitalisme mondial ce qui est impossible surtout pour un PVD qui doit tenir compte des structures du capitalisme dépendant (dépendance technologique, importations des biens d'équipement, dépendance financière etc...). D'ailleurs en Corée du sud la société et l'Etat font partie d'un système capitaliste et ont aucun lien avec la France de 1789 où l'Etat base ses revenus sur l'exploitation de la paysannerie. On évite ainsi une des faiblesses de l'analyse skocpolienne qui met beaucoup trop l'emphase sur la rationalité de l'Etat à résoudre les crises politiques (si les monarchies de la France, de la Russie et de la Chine sont éventuellement tombées démontre que la rationalité étatique a ses limites!).

Dans notre cas, la Corée du sud, ce pays en voie de développement dans les années 1960, a déjà à cette époque une direction capitaliste profondément enracinée par l'influence japonaise puis américaine et par sa situation stratégique dans le conflit Est-Ouest. Le modèle de Skocpol peut rendre compte, toujours dans notre approche de classe, des intérêts propres à l'Etat sud-coréen provenant du contexte international (militaire et économique) particulier dans lequel il se meut.

Les écrits de Block et Skocpol soutiennent pour leur part notre deuxième hypothèse qui portait sur la puissance économique de la Corée fondée sur les chaebol depuis 1961. En fait nous pourrions démontrer dans les prochains chapitres que les structures du capitalisme dépendant et la situation stratégique de la Corée du sud favorise l'expansion des chaebol. Pour mettre sur pied une économie indépendante et assurer la puissance militaire du pays, les militaires avaient beaucoup plus de chance de réussir en se basant sur les chaebol qui possédaient déjà une expertise et les structures industrielles et administratives pour prendre en charge les grands projets de développement économique.

D- L'HEGEMONIE POLITIQUE

Le fait de discuter des intérêts de l'Etat dans la dernière section nous pousse à aller un degré plus loin, c'est-à-dire vers la question de l'hégémonie politique dans l'autonomie relative de l'Etat. En fait, la possibilité que l'Etat ait ses propres intérêts (qu'ils soient divergents ou non des classes sociales) indique que les gestionnaires de l'Etat possèdent une vision du monde à long terme qui dépasserait celle des capitalistes trop occupés par le rendement immédiat de leurs investissements et de leurs industries. Si l'Etat a une rationalité, comme l'explique Block et Skocpol, est-ce que celle-ci est hégémonique?⁴³

Dans le cas de la Corée du sud, la société est considérée, selon la terminologie de Robert Cox comme non-hégémonique, c'est-

à-dire qu'aucune classe sociale est en mesure d'imposer ses intérêts particuliers comme représentatif de l'intérêt général et ce jusqu'au coup d'Etat de 1961.⁴⁴ Lorsque les militaires prennent le pouvoir à cette époque ils établissent une direction économique capitaliste basée sur la puissance des chaebol. Ils réhabilitent le grand capital comme la fraction dominante de la classe capitaliste. On retrouve ici les conclusions des analyses antérieures qui expliquaient, comme dans le cas du Bonapartisme, que l'Etat joue le rôle d'organisateur et d'unificateur de la classe capitaliste.

Toutefois l'Etat, sous la direction autoritaire du général Park Chung Hee, impose un nouveau leadership moral et philosophique que nous avons nommé l'hégémonie militaire. Cette hégémonie est encore en place aujourd'hui mais sous une forme moins autoritaire depuis les élections libres de 1987.

Les études sur la question de l'hégémonie politique ont débuté avec la critique par Gramsci du déterminisme économique de Marx. Pour Gramsci l'analyse marxiste-léniniste de l'Etat "comme instrument de la classe dominante" ne peut être utilisée pour expliquer la montée et la prise du pouvoir par les fascistes dans l'Italie d'entre les deux Guerres et le support offert par les classes ouvrières à ces derniers. Pour le théoricien italien, l'Etat comme superstructure doit être considéré la variable première dans l'analyse de la société capitaliste. C'est la superstructure qui représente le développement historique des luttes de classe.

C'est ainsi qu'il développe le concept d'hégémonie politique qui signifierait en terme gramscien "la prédominance idéologique des valeurs et des normes bourgeoises sur les classes subordonnées".⁴⁵ La domination par la classe capitaliste des moyens de production fait en sorte qu'elle domine aussi les appareils idéologiques de l'Etat et les appareils répressifs de l'Etat.⁴⁶

L'hégémonie de la classe dominante dans la société civile s'exprime dans les institutions, idéologies, pratiques et agents (les intellectuels entre autres). Par exemple les institutions ne sont pas considérées seulement comme des organes administratifs et technologiques mais aussi comme des organes avec un "contenu politique" pareillement au système de production capitaliste. Elles sont animées d'un contenu politique parce qu'elles ne sont pas en dehors des luttes de classe. La classe dominante utilise ces institutions (tout comme l'idéologie, les pratiques, agents etc..) "pour établir ses vues sur le monde comme étant universelles et pour façonner les besoins et les intérêts des classes subordonnées". L'hégémonie n'est pas toutefois une "force de cohésion" des classes sociales car elle est sujette aux contradictions des luttes de classe et qu'il existe la possibilité que les classes subordonnées puissent élaborer une contre-hégémonie.⁴⁷

Toutefois, avec les travaux d'Althusser et de Poulantzas, "l'humanisme" de Gramsci disparaîtra au niveau de l'hégémonie politique pour laisser place à ce que, croyait Poulantzas, une

"corrélation universelle" entre l'autonomie relative de l'Etat et l'hégémonie politique de la classe dominante. La bourgeoisie serait incapable par elle-même de s'élever, unifiée, à un niveau politique d'hégémonie et que c'est à l'Etat que revient cette tâche de créer une hégémonie de la classe capitaliste. Pour Bamat (1977), dans son étude de l'autonomie relative des dictatures militaires du Pérou et du Brésil, cette corrélation universelle n'existe pas. Il rejoint Robert Cox en disant que l'autonomie relative de l'Etat brésilien et péruvien est plutôt l'expression de "l'échec hégémonique" de la classe dominante.⁴⁶

Ainsi il faut prendre en considération que nous avons affaire, dans le cas de la Corée, à une société non-hégémonique (jusqu'à l'arrivée des militaires au pouvoir) où l'Etat prend à sa charge l'organisation de la classe capitaliste mais tout en s'assurant une forte autonomie par rapport à toutes les classes sociales. En d'autres mots, l'Etat coréen organise la domination de la bourgeoisie dans le secteur économique mais garde pour lui-même le contrôle de la superstructure et de la société civile. Ainsi l'hégémonie pourrait plutôt représenter selon Miliband,

"an order in which a certain way of life and thought is dominant, in which one concept of reality is diffused throughout society in all its institutional and private manifestations, informing with its spirit all taste, morality, customs, religions and political principals, and all social relations particularly in their intellectual and moral connotations."⁴⁷

Les militaires sud-coréens imposent une hégémonie influencée par des conditions historiques (influence japonaise et

américaine) et par la division idéologique de la péninsule coréenne et par des principes de supériorité militaire. Que le grand capital ait été choisi comme la fraction dominante de la classe capitaliste peut être expliqué par la volonté, d'ailleurs souvent réitérée par le général Park Chung Hee, de posséder une position de force vis-à-vis la Corée du nord au niveau militaire et économique.

Les militaires feront de leur hégémonie une "nécessité d'ordre naturel" qui devra être respectée et encore moins critiquée. Elle pourra prendre une position prédominante dans la société par le fait que la société coréenne est non-hégémonique et fortement instable autant sur le plan intérieur qu'extérieur. Toutefois, en favorisant une hégémonie basée sur le grand capital, l'Etat favorisera la classe capitaliste à se rendre compte de sa domination sociale, comme le fait remarquer Perry Anderson,

"no class in history immediately comprehends the logic of its own historical situation, in epochs of transition: a long period of disorientation and confusion may be necessary for it to learn the necessary rules of its own sovereignty".⁸⁰

Ce n'est que dans les années 1980 que les chaebol reconnaîtront, pour la première fois dans leur courte histoire, leur place prédominante dans le pouvoir politique et c'est à cette époque qu'ils commenceront en effet à critiquer l'interventionnisme induit de l'Etat dans l'économie.

Mais l'hégémonie n'est pas une force de cohésion sociale et malgré la division idéologique de la péninsule qui fait de la

Corée du sud un réservoir bien rempli de sentiments anti-communisme et malgré l'intervention directe des militaires dans l'interprétation de l'histoire et la culture nationale, l'Etat devra imposer son hégémonie de force dans les classes subordonnées. L'autoritarisme et la forte autonomie de l'Etat à l'égard des classes sociales dans les années 1970 est en partie la conséquence des manifestations populaires contre le régime militaire.

Finalement, l'hégémonie militaire, par son contenu moral et philosophique, et par son épanouissement dans les appareils de l'Etat (économique, répressif, éducationnel etc...) assurera que les politiques économiques de l'Etat réussissent. Les capacités réelles (bureaucratie par exemple) d'un Etat à intervenir dans l'économie ne sont pas synonyme de réussite. Le degré d'autonomie interviendra dans ce processus comme par exemple pour voir si les politiques peuvent être maintenues et appliquées mais l'importance du degré est secondaire puisqu'un Etat avec une forte autonomie pourrait se retourner contre la classe dominante. En fait, si un Etat a les capacités et l'autonomie requises pour intervenir, l'hégémonie politique prédominante dans l'Etat déterminera si il y aura réussite ou pas des politiques. Sur ce point l'analyse de Barbara Stallings sur l'autonomie de l'Etat à l'égard du capital étranger démontre que même si un Etat peut s'accorder une forte autonomie à l'égard de la classe capitaliste en prenant le contrôle des prêts et crédits étrangers, il n'est pas nécessairement vrai, comme le démontre le cas du Venezuela,

du Mexique et du Brésil, qu'un Etat entreprendra des modifications profondes au MPC comme l'ont fait les militaires en Corée du sud. Ceci démontre, entre autres, l'importance de la question de l'hégémonie politique et en quoi elle consiste dans une société spécifique.²¹ D'autres facteurs rentrent en jeu comme nous l'avons vu, mais l'hégémonie en place dans les appareils de l'Etat est certainement un déterminant important.

E- L'AUTONOMIE RELATIVE DE L'ETAT: Recherches opérationnelles

Au cours de ce chapitre nous avons fait référence (dans le texte et dans les notes) sur des points spécifiques, aux recherches opérationnelles concernant le concept d'autonomie relative de l'Etat dans le cadre des PVD. Ces analyses, qui seront reprises au cours des discussions dans les prochains chapitres, démontrent l'importance de prendre en considération le contexte historique du développement de l'économie, de l'Etat et des classes sociales dans l'étude de l'autonomie de l'Etat d'un PVD. Un contexte historique particulièrement influencé par l'extérieur. A cet effet il nous apparaît important de discuter plus généralement des limites de l'autonomie de l'Etat dans le cas d'un PVD.

Ces auteurs (Hamilton, Bamat, Stallings, Lim & Peak) ont donc élaboré de nouvelles limites à l'autonomie relative de l'Etat au regard à son intervention socio-économique. Premièrement par rapport aux classes sociales et au capital

étranger et deuxièmement par rapport aux structures du capitalisme dépendant et de la DIT. Dans le premier cas le contexte de la lutte des classes (société non-hégémonique par exemple) peut entraîner une augmentation considérable du potentiel autonome d'un Etat. Le capital étranger, dépendant de sa position économique et de sa nature (FMN ou prêts), affectera aussi le degré d'autonomie de l'Etat. Dans le deuxième cas, les auteurs sont tous d'accord sur le fait que malgré les capacités autonomes d'un Etat du Tiers-monde de "redéfinir les termes de l'incorporation du capital étranger dans l'économie domestique"⁸² (par exemple la nationalisation de l'industrie pétrolière au Mexique en 1938), il s'avère impossible pour cet Etat de transformer les structures du capitalisme dépendant dans lesquelles l'Etat et l'économie domestique opèrent.⁸³ Toutefois on peut considérer la possibilité, comme dans le cas coréen, qu'une forte autonomie de l'Etat à l'égard des classes sociales et du capital étranger (presqu'inexistant en Corée) associée à une forte hégémonie de l'idéologie nationaliste, on pourrait alors apercevoir des modifications au niveau structurel de la place du pays dans la DIT. Ceci serait possible parce que le capital étranger sous la forme des FMN n'a jamais joué un rôle important en Corée du sud, une situation tout à fait différente de l'Amérique du sud. L'Etat sud-coréen peut ainsi se donner une plus forte autonomie à l'égard de la classe capitaliste, qui n'a aucun lien avec le capital étranger, en contrôlant les crédits

bancaires comme l'ont fait les militaires depuis 1961 et jusqu'à très récemment.

Ces deux niveaux d'autonomie reflètent toute l'importance donnée au contexte national en relation avec le contexte international dans l'étude de l'autonomie relative de l'Etat d'un PVD.

CONCLUSION

Trois hypothèses ont orienté le choix des variables à utiliser dans l'élaboration de notre cadre théorique. Nous avons aussi confronté les théories avec les faits empiriques pour en arriver à des constations évidentes sur l'originalité d'un cadre théorique pour étudier un pays en voie de développement. Elles ont aussi démontré la nécessité de dépasser la théorie de Poulantzas qui, construite sous l'inspiration des pays capitalistes avancés, possède des limites évidentes dans le cas de la Corée du sud. Toutefois la théorie poulantzasiennne suggère une direction générale qui nous oblige à prendre en considération la lutte des classes comme variable première. Le lecteur verra que dans le cadre de cette recherche, une emphase importante sera mise sur la structure des classes sociales et de l'autonomie de l'Etat à l'égard de celles-ci. Avec les auteurs comme Block, Skocpol et Hamilton nous avons vu d'ailleurs qu'une augmentation de l'autonomie de l'Etat à l'égard des classes sociales augmentait le potentiel de réussite des actions étatiques dans

l'économie puisque l'Etat possède ainsi une plus large marge de manoeuvre pour répondre aux exigences structurelles du capitalisme dépendant. Il n'est pas un hasard si dans les années 1970 l'autonomie de l'Etat sud-coréen atteint son apogée en même temps que se fait une plus forte concentration du capital et une forte croissance industrielle.

Autant Block, Skocpol que Poulantzas ont aussi démontré, quelque fois dans des optiques quelque peu différentes, que la compatibilité des intérêts entre l'Etat et le grand capital répond à des exigences précises d'accumulation du capital (Poulantzas) et de crises objectives (Block, Skocpol). Les raisons sont autant intrinsèques au MPC que liées à la situation économique et militaire internationale. Ces raisons ont en fait poussé les militaires sud-coréens à miser sur la puissance des chaebol pour soutenir le développement indépendant de l'économie et de l'industrie militaire.

Selon les idées des divers auteurs abordés au cours de ce chapitre, on pourrait définir, sur le plan théorique, l'autonomie relative de l'Etat comme étant la représentation réelle des luttes de pouvoir entre les intérêts de la classe dominante, des classes subordonnées et des gestionnaires de l'Etat au sein de l'Etat et de la société. La relativité de cette autonomie étatique provient des exigences du système international et de ses composantes et des exigences des principes de l'accumulation du capital. Cette autonomie relative se fait à l'égard de la classe dominante et des classes subordonnées mais pour l'Etat,

dont la réussite des intérêts dépend aussi de taux d'accumulation, le degré d'autonomie ne sera pas le même envers la classe dominante et les classes subordonnées étant donné que ces dernières n'ont pas le pouvoir économique pour se faire entendre (même s'ils ont d'autres armes comme la grève, manifestations etc... mais qui deviennent désuètes sous un régime autoritaire). Toutefois, le phénomène de la lutte des classes affectera historiquement le degré, la forme et les fonctions d'un Etat, comme le démontre la question de l'hégémonie politique, et fera en sorte que d'un pays à l'autre l'autonomie relative de l'Etat aura des répercussions, économiques dans notre cas, différentes sur le modèle d'accumulation et sur les intérêts des classes sociales.

Finalement, le lecteur se rappellera que nous ne cherchons pas à établir, dans cette recherche, une nouvelle théorie de l'autonomie relative de l'Etat, ni à remettre en question les postulats de base de cette théorie, en fait notre objectif est d'analyser les relations et les rapports entre le dirigisme autoritaire de l'Etat sud-coréen et la concentration du capital dans l'optique que cet Etat achève éventuellement une croissance et un développement durable de l'économie. Ainsi il est nécessaire d'expliquer, dans une approche plus concrète ou opérationnelle, que l'autonomie de l'Etat signifie, dans le cas de la Corée du sud, les capacités réelles de l'Etat à atteindre ses objectifs et à entreprendre des actions économiques, militaires ou socio-politiques qui vont dans le sens de ses

intérêts et ceux de la nation. Théoriquement l'autonomie relative d'un Etat est une représentation d'une lutte pour le pouvoir entre classes sociales mais en Corée cette lutte reste secondaire avant les années 1980 lorsque les chaebol entreprennent alors de contester l'intervention induite de l'Etat dans l'économie en réclamant entre autres le retrait de celui-ci de la planification économique. Dans les années 1960 et 1970 l'autonomie de l'Etat sud-coréen est relativement forte et beaucoup plus affectée par les conditions extérieures (militaires et économiques) que par les conditions intérieures qu'il contrôle facilement; les classes sociales subordonnées sont rapidement réprimées quand elles s'insurgent contre l'autoritarisme de l'Etat et les chaebol suivent les directions étatiques en matière économique les "yeux fermés" puisque l'Etat ne fait qu'augmenter leur pouvoir. Concrètement, l'autonomie d'un Etat est considérée comme instrumentale (par rapport aux classes sociales et le capital étranger) et structurelle (par rapport aux structures économiques domestiques et internationales). En Corée du sud l'autonomie instrumentale relativement forte de l'Etat offrira et permettra aux gestionnaires de l'Etat une plus grande marge de manoeuvre pour outrepasser les limites structurelles de leur autonomie. Dans le cas sud-coréen l'Etat possède une forte autonomie pour 3 raisons historiques principales; 1) l'échec hégémonique de la classe capitaliste; 2) la puissance relative des militaires dans la société; 3) la position stratégique de la Corée du sud dans le

conflit Est-Ouest. Cette forte autonomie servira les objectifs à long terme de l'Etat.

Dans cette recherche, notre cadre théorique basé sur l'autonomie relative de l'Etat, deviendra la représentation concrète des capacités de l'Etat sud-coréen à entreprendre des actions économiques qui lui permettront d'atteindre ses objectifs rapidement et autoritairement.

NOTES DE REFERENCE (Chapitre premier)

1. Le point de départ des théories de la dépendance implique que le taux et la direction de l'accumulation du capital sont conditionnés de l'extérieur, c'est-à-dire des pays du centre. Tout de suite ceci pose des problèmes dans le cas de la Corée qui entreprend un développement économique sans la présence des FMN et seulement avec l'aide de prêts étrangers qui sont utilisés dans l'intérêt de l'industrie nationale. Aussi, les théories de la dépendance impliquent que malgré des changements substantiels à la surface, les fondements de la DIT ne changent pas ce qui signifierait pour la Corée qu'elle est aussi dépendante sur le centre même si elle produit des semi-conducteurs parmi les plus performants au monde; produire du textile ou des semi-conducteurs, sa position dans la DIT reste la même! D'autres éléments viennent occasionner des problèmes comme le rôle des FMN et la mauvaise intégration "invariable" des technologies à l'économie nationale. Voir à ce sujet; Peter EVANS, (1979).
2. Avec une balance des paiements excédentaire depuis quelques années, la Corée du sud possède maintenant une dette extérieure pure de seulement \$2.9 milliard et ce pays pourra devenir bientôt un créancier sur le marché mondial. Dans BALAIZE, Claude et al. (1991), p. 117. Il faut noter que la dette extérieure pure d'un pays n'est pas l'équivalent de la dette extérieure habituellement citée. La première est liée à la réserve de devises étrangères d'un pays. La dette extérieure de la Corée était de \$29.4 milliard en 1989 (\$43.1 milliard en 1984).
3. Voir plus particulièrement les études de la Banque mondiale et du FMI sur la croissance économique de la Corée.

4. On retrouve des éléments d'une théorie de l'autonomie relative de l'Etat dans plusieurs des oeuvres de Karl Marx et dans le cadre de 3 approches; une approche "économiste", une approche "instrumentaliste" et une approche basée sur la lutte des classes. Celles-ci ne peuvent pas être prises séparément sinon elles sont tout à fait insuffisantes. La première se trouve être à la base de l'économie politique de Marx et implique qu'il y a une autonomie relative puisque la nature particulière de l'Etat capitaliste repose sur sa séparation du procès de production (SITTON, J.F., 1989, p. 81). Cette nature de l'Etat serait un Etat de classe comme le démontre cette citation plutôt polémique de Marx dans le Manifeste du Parti Communiste; "Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la bourgeoisie toute entière." (MARX, K., 1974, p. 114). Toutefois Marx est plus spécifique, selon Martin Carnoy (1984, p. 51-52), sur cette nature de classe de l'Etat et son autonomie dans ses écrits comme L'Idéologie Allemande où il explique que l'Etat capitaliste est foncièrement un Etat de classe mais que selon le contexte de lutte des classes, l'Etat aura une autonomie plus ou moins forte à l'égard des classes sociales et surtout à l'égard de la bourgeoisie. Marx démontre empiriquement cela dans Le Capital sur son étude des "factory acts" de l'Angleterre qui sont essentiels, non seulement pour la survie physique de la classe ouvrière, mais aussi pour sa reproduction comme capital variable. Il note aussi que cette législation, qui était à la faveur des intérêts à long terme de la classe capitaliste, a assuré la reproduction du système social capitaliste même si elle recevait l'opposition de la bourgeoisie. (JESSOP, Bob, 1982, p. 17). Cette autonomie relative est ce qu'il nomme une situation dite "normale" (c'est-à-dire dans une situation de démocratie républicaine) mais dans une situation "anormale" le contexte de lutte des classes pourrait permettre une autonomie relativement plus forte à l'Etat comme dans le cas du Bonapartisme. Marx explique dans Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte qu'avec la désintégration de la fraction républicaine de la bourgeoisie sous l'effet de l'insurrection des ouvriers de Paris en 1848, ensuite par l'écrasement du mouvement ouvrier en juin de la même année, le chemin est libre à Bonaparte pour prendre le pouvoir avec le soutien de l'armée. Le contexte de lutte des classes fait en sorte qu'aucune classe sociale est en mesure de revendiquer le pouvoir. Ainsi Bonaparte sera l'homme qui "sauvera" le régime bourgeois le temps que la classe capitaliste reprenne position dominante dans la société. Toutefois, par son idéologie, l'Etat bonapartiste devra moderniser l'économie pour achever sa propre expansion militaire et impérialiste. Bonaparte ne modifie pas les relations de production, au contraire répond aux intérêts de la bourgeoisie et celle-ci réussit à accumuler de larges capitaux sous son règne (CARNOY, M., 1984, p. 54).

5. Voir note de référence précédente pour une explication des "factory acts" et du Bonapartisme. Le "Bonapartisme" représente encore aujourd'hui le modèle de l'Etat militaire où la bourgeoisie laisse à d'autres le soin de diriger les affaires de l'Etat. Lim Hyun-chin et Peak Woon-seon, dans leur article State Autonomy in Modern Korea (1987), en arrive à la conclusion que le type de régime en place depuis le coup d'Etat des militaires en 1961 est un "Bonapartisme bureaucratisé". Les militaires assument la direction de l'économie et de l'Etat dans le cadre d'une bureaucratie solidement établie et gardent la classe capitaliste coréenne sous sa protection.
6. MARX, Karl, Manifeste du Parti Communiste, (1974), p. 114.
7. CARNOY, M., (1984), p. 98. Dans cette optique structuraliste l'autonomie relative de l'Etat organise essentiellement l'hégémonie politique de la classe dominante. Voir aussi à ce sujet; JESSOP, Bob, (1982), pp. 181-182; Ulterieurement Poulantzas élargira les possibilités interventionnistes reliées à l'autonomie relative de l'Etat. Nous y reviendrons dans les prochaines pages.
8. POULANTZAS, Nicos, (1978), p. 141.
9. Voir à ce sujet; JESSOP, B., (1982), pp. 191-191. Il explique l'évolution de la théorie de l'Etat de Poulantzas, d'une approche structuraliste vers une approche basée sur les classes sociales. Aussi, il nous est difficile d'analyser les modifications que Poulantzas apportât à sa théorie dans un nombre restreint de pages. C'est pourquoi nous utiliserons que son dernier livre (sauf pour des références mineures dans d'autres écrits) lequel, nous croyons, reflète clairement sa pensée au niveau de l'autonomie relative de l'Etat.
10. Antonio Gramsci et Louis Althusser ont particulièrement influencé Nicos Poulantzas. Nous aborderons Gramsci dans une section suivante quand nous parlerons de la question de l'hégémonie. Toutefois pour informer le lecteur, Gramsci a coupé avec le marxisme-léniniste en soumettant l'idée que la structure ne déterminait pas la superstructure et ainsi toute l'idéologie capitaliste. En fait, la superstructure pouvait avoir un rôle déterminant dans la reproduction de l'idéologie dominante comme le démontrait l'acceptation par les classes ouvrières de l'idéologie fasciste. Althusser pour sa part poursuivra dans la même veine mais en refusant la conscience de classe aux classes sociales. Son "anti-humanisme" en fait repose sur le fait que les structures étatiques ("les appareils idéologiques et répressifs d'Etat") déterminent les actions des classes sociales. Dans les deux cas l'autonomie relative de l'Etat est très faible

par rapport à la classe dominante et aux structures économiques étant donné que la superstructure, pour simplifier, est imprégnée de l'idéologie dominante. Poulantzas évitera cet imbroglio en soumettant l'idée que l'hégémonie de la classe dominante ne peut se faire qu'au sein et par l'Etat. Nous y reviendrons.

11. POULANTZAS, N., (1978), p. 140.
12. Ibid., p. 141.
13. Ibid., pp. 155 et suivantes.
14. Ibid., pp. 19-20.
15. Ibid., p. 28.
16. Ibid., pp. 33-34.
17. Dans Pouvoir Politique et Classes Sociales (1968), Poulantzas définit le bloc au pouvoir comme "[...] l'unité contradictoire particulière des classes ou fractions de classe politiquement dominantes, dans son rapport avec une forme particulière de l'Etat capitaliste" (p. 254). A l'intérieur de ce bloc la fraction hégémonique "[...] constitue [...] l'élément dominant". L'unité contradictoire signifie qu'il existe une rivalité d'intérêts entre les fractions de la classe dominante (pp. 258-259). C'est à l'Etat que revient cette tâche d'unifier le bloc au pouvoir derrière la fraction hégémonique du capital.
18. POULANTZAS, N., (1978), pp. 185-187.
19. Ibid., pp. 202-203.
20. A ce niveau on retrouve une faiblesse de l'analyse de Poulantzas qui explique le rôle capitaliste de l'Etat dans l'économie par l'hégémonie bourgeoise. En Corée du sud, la tradition capitaliste est encore jeune et elle est imposée de l'extérieur. Sur ce point Skocpol démontrera l'importance de prendre en considération les influences militaires et économiques extérieures dans l'étude de l'autonomie relative de l'Etat.
21. Nous verrons dans le chapitre historique que les chaebol, par leur activités non-productives (spéculation, finance, importations de biens de luxe, gaspillage de l'aide étrangère etc...), sont une des causes des problèmes économiques de la Corée dans les années précédents le coup d'Etat. En fait, à la fin des années cinquante, le PNB de la Corée augmente moins rapidement que la population!

22. Voir à ce sujet; CAMACK, Paul, (1990).
23. BLOCK, F., (1980), p. 229.
24. Ibid., pp. 229 et 236.
25. Ibid., p. 229 [notre traduction].
26. Dans BLOCK, F., (1986), pp. 52, 62-65, ce processus de rationalisation est le suivant: Comme le reconnaît Marx, l'exploitation de la classe ouvrière fait en sorte qu'elle lutte pour des augmentations de salaire; une modernisation et une rationalisation des équipements et de la production s'en suivent pour faire baisser le nombre d'employés et éventuellement les salaires; les pressions de la classe ouvrière se font alors sentir sur l'Etat pour qu'il élargisse son rôle dans la régulation de l'économie et des rapports sociaux; à ce point, soutient Block, les gestionnaires de l'Etat ont entre les mains les outils nécessaires pour étendre leur pouvoir; il y aura alors une opposition de la classe capitaliste sur la base qu'elle représente la "source" de l'accumulation du capital. Il y aura donc une lutte entre ces 3 agents dans le contexte structurel de l'économie mondiale. Block offre donc un type de lutte des classes élargi qui inclut les gestionnaires de l'Etat.
27. BLOCK, F., (1980), p. 230.
28. Ibid., p. 231.
29. Ibid., p. 233.
30. Ibidem. Le Nazisme est pour l'auteur le cas unique où les gestionnaires de l'Etat profitent d'une période exceptionnelle (dépression économique, instabilité parlementaire et sociale) pour étendre leur pouvoir et se "libérer des contraintes capitalistes". Même si le grand capital a profité amplement des interventions économiques de l'Etat, il est devenu, d'après Block, de simples haut-fonctionnaires d'un Etat dont ils ne contrôlaient plus la direction. Ainsi l'autonomie de l'Etat peut devenir absolue si le "point critique" est dépassé, c'est-à-dire si le rôle de l'Etat dépasse le point où les capitalistes n'ont plus la capacité de résister à une prochaine intervention de l'Etat qui mènerait éventuellement à l'Etat Leviathan (Ibid., p. 234).
31. Voir note de référence #29.

32. On retrouve les principales idées de Theda Skocpol dans son livre intitulé States and Social Revolution (1979) et dans Bringing the State Back In (1985) dont elle est l'un des trois éditeurs.
33. SKOCPOL, T., (1985), p. 5.
34. SKOCPOL, T., (1979), p. 14.
35. SKOCPOL, T., (1985), p. 9.
36. GULAP, H., (1987), p. 297.
37. SKOCPOL, T., (1979), pp. 14-18.
38. Ibid., pp. 7-8. Aussi Skocpol considère la notion d'autonomie potentielle de l'Etat comme un phénomène historique, présent à toutes les époques. Il devient donc possible de comparer l'autonomie de l'Etat dans les révolutions de 1789 en France et de 1917 en URSS sans prendre en considération que les rapports sociaux et la lutte des classes sont différents dans chacun des cas.
39. GULAP, H., (1987), p. 297 et SKOCPOL, T., (1979), p. 32.
40. SKOCPOL, T., (1979), p. 31.
41. Ibid., p. 32.
42. Nora Hamilton reprendra dans ces deux articles suivants; State Autonomy and Dependant Capitalism in Latin America (1981) et Mexico: The Limits of State Autonomy (1986) le cadre analytique de Skocpol en spécifiant les limites internationales et domestiques d'un Etat en voie de développement. Elle parle ainsi d'autonomie "instrumentale" et d'autonomie "structurelle". La première fait référence à des limites de l'autonomie de l'Etat par rapport à la classe dominante et le capital étranger. Des modifications à ce niveau de l'autonomie ne modifie pas le modèle d'accumulation. L'autonomie structurelle fait référence pour sa part aux limites de l'Etat à l'égard des structures internationales du capitalisme dépendant et des structures de la formation sociale dans son ensemble. A ce niveau toutefois des modifications impliquent des modifications au modèle d'accumulation et aussi à l'hégémonie de la fraction hégémonique de la classe dominante. Ainsi dans le cas du Mexique, l'auteure démontre que malgré la Révolution mexicaine de 1919 et la volonté du nouvel Etat de favoriser, avec l'aide de la classe ouvrière, un développement socio-économique basé sur des principes socialistes, les limites structurelles (DIT et capitalisme dépendant) font en sorte que dans les années 1920 et 1930, le développement

économique reste quand même sous la forte influence du capital étranger. Selon Hamilton, il s'avère presque impossible pour un Etat de modifier sa position dans les structures du capitalisme dépendant dans lesquelles l'économie domestique opère même si les Etats possèdent toujours la capacité de "redéfinir les termes de l'incorporation du capital étranger dans l'économie domestique". (1981, p. 305). Mais Hamilton nous offre quand même une aperçu du degré élevé d'autonomie instrumentale que l'Etat sud-coréen doit avoir à l'égard des classes sociales et du capital étranger pour réussir effectivement des changements positifs dans l'autonomie structurelle. Nous verrons dans le chapitre 4 que l'Etat sud-coréen augmentera considérablement son autonomie par rapport aux classes sociales pour répondre, avec succès, aux exigences internationales pour un développement économique durable. Voir aussi à ce sujet; STALLINGS, Barbara, International Lending and the Relative Autonomy of the State: A Case Study of the Twentieth-Century Peru (1985), où l'auteure se concentre sur le capital étranger comme variable à l'autonomie relative de l'Etat péruvien.

43. D'ailleurs nos hypothèses de recherche impliquent en elles-mêmes que la question de l'hégémonie politique doit être abordée. En fait, les théories de l'autonomie relative de l'Etat abordent toutes la question de l'hégémonie plus ou moins directement. Dans notre étude de cas l'hégémonie politique reviendra aux militaires étant donné "l'échec hégémonique" de la classe capitaliste, un phénomène qu'on ne retrouve pas dans les pays industrialisés.
44. COX, Robert W., (1982), pp. 43-44. Après l'instauration d'une hégémonie militaire la société sud-coréenne restera non-hégémonique, c'est-à-dire qu'elle ne peut offrir d'opposition à l'hégémonie des militaires dans l'Etat et dans la société. Bien sûr si on considère les gestionnaires de l'Etat comme classe sociale (qui inclurait les militaires), on pourrait donc affirmer que la société sud-coréenne n'est plus non-hégémonique. Toutefois, dans une société capitaliste l'hégémonie revient théoriquement à la classe capitaliste ce qui n'est pas le cas ici. Ainsi on peut continuer à affirmer que la société sud-coréenne est encore non-hégémonique.
45. CARNOY, Martin, (1984), p. 66 [notre traduction].
46. Gramsci élargit ainsi la définition de l'Etat pour inclure la société civile. "L'Etat = société politique + société civile" ou l'hégémonie de la classe dominante fait le "pont" entre les catégories conventionnelles de l'Etat et de la société civile. Selon Robert COX (1983, p. 164) ces catégories cessent de correspondre à 2 entités réelles et

séparables.

47. Ibidem. Aussi, l'hégémonie n'est pas seulement une relation de dominants (bourgeoisie) à dominés (classe ouvrière) mais aussi un processus de direction dans lequel la fraction hégémonique de la classe dominante exerce un contrôle idéologique et moral sur les autres fractions de la bourgeoisie. Le bloc au pouvoir "articule" les intérêts des autres fractions. Ibid., p. 70.
48. BAMAT, Thomas, (1977), p. 83. Dans son article Relative State Autonomy and Capitalism in Brazil and Peru, il opérationnalise la théorie de Poulantzas aux dictatures militaires des années 1960 du Pérou et du Brésil. L'absence d'hégémonie politique de la classe dominante provient de la spécificité du mode de production centré sur le colonialisme et l'impérialisme et de l'existence de fraction pré-capitaliste au sein de la classe dominante. Cette échec hégémonique a comme conséquence que lors de crises politiques, un "blocage" se produit et aucune classe sociale est en mesure de revendiquer le pouvoir d'où les coups d'Etat des militaires.
49. MILIBAND, R. cité dans CARNOY, M., (1984), p. 66.
50. ANDERSON, P. cité dans Miliband, R., (1983), p. 55.
51. Voir à ce sujet; STALLINGS, B., (1985). Stallings explique aussi que le contexte historique des luttes de classe et l'idéologie véhiculée par les appareils étatiques soient prises en état de compte dans l'analyse de l'autonomie relative d'un PVD. L'auteure met l'emphasis dans son analyse de l'autonomie relative de l'Etat péruvien sur le rôle du capital étranger. Nous verrons que dans le cas de la Corée du sud, l'Etat pourra s'assurer d'une forte autonomie à l'égard des chaebol en contrôlant tous les accès au capital étranger et en limitant le rôle des FMN dans le développement économique (l'Etat évite ainsi la création d'une fraction de la bourgeoisie basés sur les intérêts des FMN).
52. HAMILTON, Nora, (1981), p. 305.
53. Voir à ce sujet; HAMILTON, N., (1981 & 1986); STALLINGS, B., (1985); LIM & PEAK, (1987); BAMAT, T., (1977).

CHAPITRE 2 HISTORIQUE: L'INSTAURATION D'UN ETAT MODERNE

INTRODUCTION

La justification de prendre en considération le contexte historique du développement d'un Etat et de sa société a été établi lors du chapitre précédent. Les études portant sur l'opérationnalisation de l'autonomie relative de l'Etat, dans le cas des PVD, ont démontré la particularité historique des Etats et des sociétés de ces pays par rapport aux pays industrialisés, tant au niveau de la structure des classes sociales qu'au niveau des capacités et fonctions de l'Etat et des liens de celui-ci avec les classes sociales et avec les structures économiques et militaires internationales.

A cet effet, dans ce chapitre nous retournerons dans l'histoire de la péninsule coréenne pour visionner l'apparition et le développement d'un Etat moderne et comment cela a été affecté par les structures de classe et la place de la Corée dans le système international.

Notre objectif à ce moment est de démontrer comment l'influence consécutive de puissances étrangères (Chine, Japon, puis les Etats-Unis) a affecté 1) la formation des classes sociales et 2) la formation d'un Etat moderne dans un système capitaliste. Cette analyse historique permettra de mieux cerner les fondements de l'autonomie relative de l'Etat sud-coréen de 1961 à nos jours et les implications conséquentes sur la

concentration du capital. En 1961, lors du coup d'Etat, il existe un contexte politique, socio-économique et militaire qui permettra aux militaires d'entreprendre des réformes radicales affectant l'Etat, la société et l'économie de la Corée du sud. Les liens avec nos hypothèses de recherche sont importants car dans ce chapitre nous verrons les fondements hégémoniques de la société sud-coréenne et les origines de la puissance des chaebol et des militaires, les deux groupes qui seront derrières les changements majeurs apportés à la société et à l'économie sud-coréenne.

C'est au milieu du XIXème siècle que les anciennes structures féodales s'écroulent sous les pressions étrangères pour complètement disparaître quand le Japon fait de la Corée une de ses colonies en 1910. La libération de la péninsule coréenne se fait en 1945 par les forces alliées, au nord par l'URSS et au sud par les Etats-Unis. En 1948, des élections démocratiques dans la partie sud de la péninsule instaurent la première République de Corée (1948-1960) sous la présidence du nationaliste de droite Syngman Rhee. Sous l'effet d'une crise politique et socio-économique, dont les causes sont autant domestiques qu'internationales, ce régime s'écroule à son tour. Après une courte interlude démocratique avec la 2ème République, les militaires s'arrogent le pouvoir en mai 1961 et entreprennent des modifications profondes au système économique et politique.

A- LA CHUTE DE L'ANCIEN REGIME ET OUVERTURE SUR LE MONDE

1- Le régime monarchique

Le régime monarchique coréen a été établi en 1392 et était dirigé depuis lors par la "Dynastie Yi". Historiquement ce régime peut être considéré comme très stable, autoritaire, confucianiste avec comme point d'appui une société profondément bureaucratisée et hiérarchisée. Le roi pouvait compter sur cette bureaucratie pour maintenir et reproduire l'ordre social et politique puisqu'elle possédait des ramifications partout dans le pays et était contrôlée par la classe dominante, les yangban. Au sein de cette aristocratie existait une élite qui contrôlait tous les hauts postes de l'Etat et de la bureaucratie. L'Etat tirait ses revenus d'une portion de la valeur produite par l'agriculture. Les yangban étaient propriétaires de la majorité des terres agricoles¹. Les postes contrôlés par l'élite étaient retransmis d'une génération à l'autre par les liens du sang, par appointment royal ou à travers le système impérial d'examens.² Les yangban légitimaient leur pouvoir politique et économique sur leurs "vertus" confucianistes.³

Sur le plan politico-rituel, la Corée était considérée comme un protectorat chinois puisque officiellement le roi coréen était sujet de l'empereur de Chine et la défense nationale et la politique étrangère relevaient de l'Empire du milieu. La Dynastie Yi puisait son idéologie dans le confucianisme chinois. En fait

la classe dominante traditionnelle recevait son éducation à partir des classiques chinois et la maîtrise de la langue chinoise était une priorité pour recevoir des postes importants dans la bureaucratie confucianiste. Ainsi la domination de la Chine sur les affaires internes et extérieures du Royaume coréen sera constante jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle. A cette époque le Japon deviendra peu à peu la puissance la plus influente en Corée.

On retrouve pendant longtemps 4 classes sociales (avec leurs sous-groupes sociaux) en Corée. Il existait une stricte division entre la classe dominante et les classes dominées. Toutefois les divisions au sein de ces dernières sont très fluides et confuses. L'affirmation hégémonique de la classe des yangban tant sur le plan politique, socio-économique qu'idéologique est totale et domine complètement les classes subordonnées.

Dans un premier temps on retrouve les yangban dont nous avons déjà parlé et dont l'élite est basée essentiellement à Seoul, la capitale du Royaume. Les yangban sont aussi présents dans les villes provinciales mais rarement sur leurs terres.⁴

Dans un deuxième temps, parmi les classes dominées, on retrouve une classe de fonctionnaires composée des chungin, agon et changgyo. Cette classe est en quelque sorte l'intermédiaire entre la classe dirigeante et le reste de la société. Les chungin sont des petit-fonctionnaires qui veillent à l'application des lois et directives émanant du gouvernement central. Ils sont principalement établis à Seoul et restent en contact étroit avec

les agon, des fonctionnaires ruraux et de provinces, qui ont comme fonctions de collecter les taxes, faire respecter les lois etc... Puis on retrouve les changgyo, des officiers militaires en charge de contrôler les populations. Ils sont tous très peu payés et à l'opposé des yangban ne possèdent pas de propriétés foncières, ni d'esclaves.

Dans un troisième temps, encore parmi les classes dominées, il y avait la classe paysanne, la plus nombreuse, et les marchands. Ce dernier groupe est très peu nombreux étant donné les restrictions légales sur le commerce et l'antipathie traditionnelle et confucianiste envers cette profession. Enfin, on retrouve la classe des exclus qui, par leur emploi (bouchers, cordonniers etc...), par leur religion (moines bouddhistes) ou par leur statut social (esclaves) sont "rejetés" par le reste de la société.²

Ainsi pour la classe dominante, le statut social est principalement basé sur la naissance, l'éducation puis sur le poste occupé dans la hiérarchie bureaucratique. Parmi les classes subordonnées la mobilité sociale est quand même possible mais au sein de celles-ci essentiellement sauf peut-être pour les bouchers avec qui le peuple évitait tout contact. Il semble qu'ils ont déjà formé une caste fermée et ils resteront toujours une groupe en marge de la société³. Mais en général, jusqu'au XIXème siècle, la mobilité sociale, le passage d'une classe dominée à la classe dominante est impossible ou très rare. La société féodale en Corée était sans possibilité de changement par

sa structure strictement hiérarchisée et la domination totale des yangban. En fait, c'est seulement sous le choc des contacts étrangers et des contradictions internes que la société coréenne se transformera. C'est ce point que nous aborderons maintenant.

2- La chute de l'ancien régime

Au XIXème siècle la Corée subit d'importants bouleversements qui tirent leurs origines dans l'intensification des contradictions sociales et aussi dans l'augmentation des contacts avec les Européens et les Japonais. L'ouverture du pays au commerce international et les influences étrangères (intellectuelles, politiques, militaires etc...) ébranlent les fondations de la société coréenne.

Vers les années 1850, on compte plus de deux millions de yangban. Leur statut leur donne droit à de nombreux privilèges mais aussi les exigences rituelles et sociales sont très dispendieuses et sous la lourdeur des dettes ils devront souvent vendre leurs terres et se retrouver dans la classe paysanne pour pouvoir survivre. L'interdiction de travaux manuels pour les yangban par le code moral confucianiste favorise aussi éventuellement leur disparition en tant que classe économique dominante.

A la même époque les différentes classes subordonnées s'affranchissent peu à peu des normes confucianistes. L'affaiblissement économique de la classe dominante affecte la

structure hiérarchisée et confucianiste de la société. Le pouvoir central est extrêmement instable. La classe des fonctionnaires envahit les différentes sphères de pouvoir et vont même jusqu'à le confronter. Cette classe de petit-fonctionnaires sera de 1880 à 1910 derrière les réformes entreprises par le régime monarchique sous l'impulsion des influences et pressions étrangères. Les membres de cette classe peuvent se comparer aux samourai de l'Ere Meiji; sans lien avec l'aristocratie et sans base matérielle (comme des terres agricoles, ils dépendent directement des revenus de l'Etat) et enclin à prendre des initiatives et des réformes politiques et économiques qui vont servir la prospérité et la puissance de la nation. Toutefois leur faible cohésion sociale et l'invasion japonaise ne leur permettront pas de réussir comme l'ont fait les samourai.

Après 1876 et la chute du prince régent, un vide se crée dans le pouvoir d'Etat tiraillé par des luttes intestines entre fractions pro-chinoises ou pro-japonaises. Dans cette lutte pour le pouvoir les diverses factions se retourneront plus en plus vers le Japon ou la Chine pour solidifier leur pouvoir sur le petit Royaume. Avec ses victoires militaires sur la Chine (1894) et la Russie (1905), et les antagonismes au sein de la monarchie coréenne, le Japon en profite pour diminuer l'influence de la Chine et impose sa présence et son influence à tout les niveaux de la bureaucratie. Le jeune Empire nippon a donc le champ libre pour une annexion éventuelle de la Corée. Déjà en 1905, avec la signature la même année du Traité de Protectorat entre la Corée

et le Japon, la présence de ce dernier dans le fonctionnement de l'Etat coréen est impressionnante et laissait à présager une perte totale de la souveraineté coréenne;

"Resident-General Ito's administration in Korea was characterized by the introduction of Japanese "advisers" into virtually every office of the Korean government at the national and local levels. It was a government by advisers, with the exception of foreign affairs, military defense, and communications, which had been placed directly under Japanese management. The various ministries, including the Ministry of the Imperial Household, hired Japanese advisers, councillors, or assistant councillors. At the local levels, each province had Japanese councillors, financial advisers to advise the provincial tax supervisors."7

Avec les révoltes paysannes, le démembrement des anciennes structures sociales et la faiblesse du pouvoir central à l'égard de l'ingérence étrangère et l'expansionnisme japonais et européen en Asie, une situation révolutionnaire est en place mais l'intervention militaire des Japonais en Corée fera en sorte qu'un régime colonial remplacera l'ancienne monarchie.

B- LA PERIODE COLONIALE: DISPARITION DES STRUCTURES SOCIALES ET L'INSTAURATION D'UN ETAT MODERNE

1- Instauration d'un Etat moderne

Depuis le Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation (1876) signé avec le Japon, la Corée n'est plus capable de résister aux ingérences politiques et économiques de l'Empire

Nippon et se voit imposer un Traité de Protectorat en 1905 puis vient l'annexion officielle en 1910.⁸ La période coloniale transformera la Corée d'une société féodale à une société moderne mais avec la particularité que l'Etat et l'économie seront contrôlés directement et essentiellement par les Japonais.

En 1910 les Japonais instaurent un régime colonial autoritaire avec à sa tête un gouverneur général qui dans tout les cas est un personnage d'origine militaire. Celui-ci devait rendre des comptes qu'à l'Empereur même si en théorie il est membre de la Diète.⁹ L'Etat colonial était complètement autonome de la société coréenne laquelle participait en aucune façon à la gestion de l'Etat et au processus décisionnel. En fait dès la première année de la période coloniale, le gouverneur général entreprend de mettre à la retraite tous les yangban encore à leur poste aux niveaux supérieurs de la bureaucratie. Les petit-fonctionnaires subiront éventuellement le même sort et ils seront tous remplacés par un personnel japonais.

Par la colonisation de la Corée, le Japon cherche avant tout à se créer une base industrielle et militaire pour une expansion ultérieure sur le continent chinois.¹⁰ La présence japonaise en Corée transformera la société, d'une structure féodale basée sur l'agriculture, la production artisale et une bureaucratie confucianiste, vers une société basée sur la production capitaliste. Les Japonais instaurent les communications téléphoniques et le télégraphe, un système bancaire et une monnaie unique, une agriculture commerciale et une production

industrielle basées sur le salariat et une bureaucratie de type occidental.¹¹ Un système capitaliste est donc imposé de l'extérieur et l'évolution de la structure sociale coréenne est rompue. Mais comme nous le verrons ci-dessous, une nouvelle structure sociale n'est pas vraiment imposée aux Coréens puisque les Japonais prennent le contrôle direct de l'économie industrielle et agraire et des affaires de l'Etat. Nous y reviendrons.

Les rapports étroits entre l'Etat colonial et les zaibatsu japonais (conglomérats d'entreprises très puissant avant 1945) font en sorte que le développement économique et militaire de la Corée se fait de façon très planifié et dans les intérêts à long terme de la nation japonaise. Même s'il se développe une DIT traditionnelle entre le Japon et sa colonie coréenne où on retrouve le pattern habituel d'exportation de produits primaires vers le Japon en échange de produits manufacturés, il existe aussi une politique de développement intensif et systématique des infrastructures économiques et de l'industrie lourde et chimique.¹²

2- Disparition des anciennes classes sociales

Dans le cadre de la politique officielle d'assimilation de la Corée à la culture japonaise, un grand nombre de Japonais s'installent en Corée poursuivant et intensifiant le processus d'émigration commencé vers les années 1870. Ils sont 171 500 en

Corée en 1910 et plus de 700 000 en 1940.¹³ Les Japonais prennent le contrôle du commerce, de l'industrie et de la bureaucratie. En 1937, 41.4% des Japonais résidant en Corée travaillaient pour l'Etat contre seulement 2.6% de Coréens. Près de 17% sont dans l'industrie pour 2.6% de Coréens et 23% de Japonais sont dans le commerce pour cette fois-ci 6.5% de Coréens.¹⁴

Dans le reste de la société coréenne disparaissent les dernières divisions féodales entre classes sociales. De plus les Japonais nationalisent la majorité des terres agricoles. Ainsi d'un côté les derniers yangban, après leur position sociale, perdent aussi leurs revenus et d'un autre côté les paysans deviennent tous locataires. D'un modèle de propriété vague et imprécis d'origine confucianiste, les paysans coréens passent à un modèle de gestion moderne de l'agriculture axé sur la production de produits alimentaires pour les Japonais.

Henderson parle alors d'un "apartheid de facto" accentué par une politique d'assimilation ressemblant plutôt à un outil de domination sur le peuple coréen.¹⁵ Les Coréens perdent le contrôle de l'Etat, de l'économie et sous la domination totale des Japonais, les dernières divisions féodales disparaissent sans que pour autant de nouvelles classes sociales soient reconstituées; la majorité de la population est paysanne sauf pour une élite capitaliste coréenne qui apparaîtra avec le soutien de l'Etat colonial.

3- Les origines coloniales des chaebol

L'apparition d'une classe capitaliste en Corée se produit par nécessité politique plus que pour de simples raisons économiques liées au développement capitaliste du pays. En fait la proximité et la similitude culturelle du Japon et de la Corée font en sorte qu'il y a moins de place pour une élite compradore locale de type sud-américain. Le Japon prend en mains directement l'exploitation économique et l'administration de la Corée. Les militaires japonais gouverneront et les zaibatsu verront à son développement industriel selon les directives de Tokyo. Cela ne nécessitera pas la présence d'une élite indigène pour faire le lien entre l'Etat colonial et le peuple coréen comme cela c'est produit régulièrement avec les colonies espagnoles ou britanniques et qui pourrait tirer ses revenus de la vente d'importations de biens de consommation produits dans la métropole. D'ailleurs le peuple coréen est laissé en dehors complètement du processus politique et économique.

Mais éventuellement une élite capitaliste d'origine coréenne fera son apparition et étant donné ses liens avec les mouvements nationalistes "culturels", les Japonais leur permettront de prendre une certaine ampleur pour contrebalancer les mouvements socialistes beaucoup plus radicaux.¹⁴ Il faut noter que les Japonais tolèrent l'apparition d'une élite capitaliste dans le cadre d'une politique dite "éclairée" et "ayant comme but d'associer davantage les Coréens au développement et à la gestion

de leur pays (...)" . Cette nouvelle politique est la conséquence directe des grandes manifestations de 1919, de la déclaration d'indépendance du gouvernement coréen en exil (à Shanghai) et la formation d'une résistance armée en Mandchourie.¹⁷

Cette nouvelle classe capitaliste deviendra en quelque sorte l'ancêtre du grand capital, c'est-à-dire des chaebol. L'origine de plusieurs chaebol comme "Kyongbang", "Samyang", "Whashin" et "Samsung" se retrouve dans la période coloniale.¹⁸ Aussi, comme le commerce et le développement industriel ne sont pas une caractéristique traditionnelle à la société coréenne, "l'inspiration" de la classe capitaliste coréenne proviendra directement de l'expérience japonaise; les caractères chinois des termes chaebol et zaibatsu sont d'ailleurs identiques et Samsung, fondé en 1937, sera le premier chaebol à calquer les structures organisationnelles des zaibatsu qui deviendront la norme parmi les entrepreneurs coréens. Finalement des liens familiaux seront à la base de la coopération entre chaebol et pour la direction des entreprises. Encore aujourd'hui la majorité des chaebol sont dirigés par leur fondateur ou par leur famille immédiate. MacNamara parle de "capitalisme familial" pour décrire la classe capitaliste de la période coloniale. Cette expression peut être encore utilisée à notre époque.¹⁹

Les succès de l'élite capitaliste coréenne est difficilement comptabilisable pour la période coloniale mais elle ne parviendra jamais à former une concurrence dangereuse pour les zaibatsu japonais. Toutefois des contacts étroits existeront avec ces

derniers au sein de la Chambre de Commerce de Seoul. Des liens privilégiés se développeront et on retrouvera des Coréens sur les conseils d'administration d'entreprises japonaises telles que la "Keijo Electric", la "Chosen Petroleum", la "North Korea Paper and Chemical Manufacture" et des filiales de Mitsui et de Mitsubishi impliquées dans les mines et les chemins de fer.²⁰ Les entrepreneurs coréens devront d'ailleurs collaborer avec l'Etat pour recevoir crédits et contrats. Cette collaboration, pas toujours très "saine", fera des chaebol l'objet de haine des nationalistes de droite qui prendront le pouvoir en Corée du sud en 1948. Nous y reviendrons.

La plupart des activités des chaebol se retrouve dans le secteur financier avec la "Tongil Bank" contrôlée entièrement par des Coréens et basée sur le capital foncier et immobilier. D'autres chaebol se retrouvent dans la production agro-industrielle comme Samsung et dans le textile comme Samyang. En général la production se fera dans des secteurs contrôlés par des firmes japonaises plus petites et indépendantes des zaibatsu ou, dans une moindre mesure, par le biais d'association avec ces derniers.

Quelques chaebol (moins de 5) pourront éventuellement étendre leurs activités, quelques fois jusqu'au Japon et en Manchourie, grâce à la collaboration financière de l'Etat colonial. Etant donné les liens étroits entre l'Etat japonais et les zaibatsu, les entrepreneurs coréens reconnaîtront rapidement l'importance

des relations et de la collaboration avec les dirigeants politiques pour les contrats, subventions et crédits.

On peut donc affirmer qu'en 1945 il existe deux classes majeures; la classe capitaliste, petite, dépendante de l'Etat colonial et des zaibatsu mais relativement bien organisée et une énorme classe paysanne essentiellement locataire. Aussi il existe une classe ouvrière mais encore trop proche de la paysannerie pour être considérée comme telle. Finalement toutes les anciennes structures sociales féodales sont disparues.

Après la libération de la Corée par les Soviétiques et les Américains en 1945, aucun groupe est en mesure de réclamer le pouvoir. Théoriquement il semble que la classe capitaliste aurait pu prendre le pouvoir mais elle est au banc des accusés par sa collaboration avec les Japonais. Aussi cette classe capitaliste s'est développée dans un cadre très stricte de coopération avec l'Etat colonial où aucune forme de démocratie existait. Dans cette optique il apparaît probable que la classe capitaliste était incapable de prendre en mains les affaires de l'Etat après le départ des Japonais en 1945 tout autant qu'elle était incapable de justifier ses intérêts comme une base stable de développement économique.²¹ En fait la société sud-coréenne est non-hégémonique dès 1945, la paysannerie ne forme pas une force sociale et politique importante et la classe capitaliste n'est pas en mesure de justifier ses intérêts comme représentatifs de

ceux de la société. Ce n'est que sous l'influence des Etats-Unis que les forces nationalistes de droite, majoritairement en exil, reviendront au pays pour prendre la direction de l'Etat mais elles ne peuvent pas vraiment être considérées comme un groupe à caractère hégémonique comme nous le verrons ci-dessous.

C- CREATION DE LA REPUBLIQUE DE COREE

Après le départ des Japonais de la Corée dans les mois suivant la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'économie coréenne arrête de fonctionner. En 1945 le Japon contrôlait près de 90% de l'économie coréenne, possédait la majorité des terres agricoles et la majorité des techniciens, ingénieurs, cadres, administrateurs etc... était d'origine japonaise. L'économie coréenne était tournée vers le Japon et son "Bloc du Yen" qui achetait presque toute la production exportée de la colonie. Après la libération ce marché s'effondre complètement. En conséquence l'économie coréenne tourne à 15-20% de sa capacité pré-1945. Le taux d'absentéisme frise le 90% autant dans les industries que dans la fonction publique.

A ce moment la situation sociale et politique de la Corée est extrêmement confuse et tendue. La domination japonaise a été totale. Les Coréens se retrouvent sans identité constitutionnelle à laquelle ils pourraient se référer, sans aucune institution politique ou même de vie politique. Un vide complet se crée dans la société civile. En fait celle-ci n'existe plus. Les anciennes

structures sociales féodales ont été détruites et sous le colonialisme aucune classe a pu émerger avec ses intérêts propres. La classe capitaliste a toujours subsisté à l'ombre de l'Etat colonial et s'épanouissait dans des limites très strictes. De plus elle est accusée de "crimes anti-nationalistes" par sa collaboration avec les forces coloniales.²² A l'annonce des élections des centaines de partis politiques voient le jour mais sans réussir à mobiliser des forces militantes importantes. Ils représentent des intérêts individualisés essentiellement.

Aussitôt après la défaite des Japonais, les mouvements nationalistes de gauche, essentiellement basés en Chine, vont prendre le contrôle de la péninsule coréenne et instaurent la République Populaire de Corée (RPC) trois jours seulement avant l'arrivée des troupes américaines. Celles-ci, sous le commandement du général Hodge, ne reconnaîtront pas ce nouvel Etat et le gouvernement de la nouvelle RPC sera interdit en décembre 1945.

Malgré cet empressement à délégitimer la RPC, les Etats-Unis porte un intérêt secondaire à la Corée. Ils seront peu intéressés à son développement économique ou à des réformes politiques quelque'elles soient. Les réformes entreprises au Japon ne s'étendront pas à la Corée. Au contraire, les Américains chercheront plutôt à rebâtir les anciennes structures coloniales avec un personnel coréen. En fait, l'intérêt américain en Corée consistait à entreprendre ou à abandonner des mesures politiques et économiques selon qu'elles empêchaient ou favorisaient le

progrès de la situation révolutionnaire en Corée. Entre 1945 et 1948 la priorité des Etats-Unis était la répression des mouvements nationalistes de gauche sur son territoire et la formation d'un groupe unifié de nationalistes de droite pour faire obstacle aux mouvements socialistes.²³

Deux commissions mixtes américano-soviétiques furent établies avec l'objectif "de guider les Coréens vers une complète indépendance".²⁴ L'une après l'autre elles vont échouer et les Etats-Unis laisseront donc aux Nations-Unies le soin de régler le cas de l'indépendance coréenne. Des élections législatives auront donc lieu en 1948, seulement dans le territoire contrôlé par les USA, vu le refus des Soviétiques de coopérer avec l'ONU.²⁵

Aux élections les Etats-Unis soutiendront à la Présidence le nationaliste de droite, longtemps en exil aux USA, Syngman Rhee. Les membres de l'Assemblée nationale seront à 50% nommés et à 50% élus au suffrage universel mais pour ce dernier groupe les élections auront rarement lieu et éventuellement la majorité d'entre-eux seront nommés par les conseils municipaux ou de districts.²⁶ Des individus de droite domineront l'Assemblée nationale mais étant donné le mode de scrutin aucun parti dominera la scène législative. Il se crée donc en Corée du sud un régime politique républicain sans parti politique. L'Assemblée nationale se chargera d'élire le président de la République. Comme prévu Syngman Rhee recevra la majorité des votes. Une nouvelle constitution est écrite et les membres du comité constitutionnel,

s'inspirant de la Constitution de Meiji, vont donner à la Corée du sud un système présidentiel avec un exécutif aux pouvoirs étendus, lié de très près au pouvoir juridique (les divisions ne seront jamais très claires).

1- Le nouvel Etat sud-coréen

L'Etat sud-coréen se construit dans un contexte domestique et international particulier. Très rapidement on peut considérer cet Etat comme un Etat "sur-développé". En plus d'hériter de la bureaucratie et des forces de répression de l'Etat colonial (réaménagées par les USA en 1945 avec un personnel coréen), l'Etat sud-coréen hérite aussi des équipements industriels, militaires et gouvernementaux, des infrastructures économiques et des terres agricoles appartenant aux Japonais.

La bureaucratie n'a que très peu changé depuis la période coloniale. Les Américains vont remplir les postes, anciennement détenus par des Japonais, avec du personnel coréen et ce sous les conseils des anciens gestionnaires japonais qui seront en Corée pendant quelque temps encore. Ils seront les principaux conseillers (sans titre évidemment) des Etats-Unis en Corée du sud. Ils placeront ainsi près de 170 000 Coréens seulement dans la bureaucratie et essentiellement des gens de la droite.²⁷

Tout comme la bureaucratie, les forces policières seront réformées à l'image de la période coloniale. Elles deviendront la force principale derrière la répression systématique des

mouvements nationalistes de gauche. La répression anti-socialiste va donc créer, même avant la division politique de la péninsule coréenne en 1948, une division idéologique qui favorisera la prise du pouvoir par les nationalistes de droite. Aussi, dès la fondation de l'Etat sud-coréen, celui-ci se sépare de la société par le fait que la répression des forces de gauche laisse la société sans aucune force sociale prédominante.²⁶

Sous le régime de Syngman Rhee la bureaucratie s'étendra énormément dans la société coréenne et deviendra l'ossature de l'Etat sud-coréen. Un peu comme la bureaucratie féodale, cette bureaucratie sera plus un outil de mobilité sociale qu'un outil de développement économique. Avec le transfert des propriétés japonaises à l'Etat sud-coréen et avec l'aide américaine qui comptera pour plus de 15% du PNB pendant les années de la première République, l'Etat coréen réussit à s'assurer une "base matérielle". Ceci augmente son autonomie dans l'optique que cette base matérielle ne provient pas de la domination économique de la classe capitaliste ou de la vieille classe foncière. En d'autres mots, la nouvelle classe de gestionnaires de l'Etat ne dépend pas de la classe capitaliste pour ses revenus mais plutôt de l'aide américaine.²⁷ Ainsi l'Etat peut achever une forte autonomie puisqu'en plus d'exister au sein d'une société non-hégémonique, l'Etat est indépendant de la classe capitaliste et des chaebol. En fait, la force prédominante n'est donc pas la classe capitaliste malgré l'existence d'un système capitaliste mais

plutôt les gestionnaires de l'Etat issus du mouvement nationaliste de droite ou culturel et principalement dirigé par Syngman Rhee. Comme nous le verrons ci-dessous, ces nationalistes de droite ne formeront pas vraiment une force hégémonique puisqu'ils se maintiendront au pouvoir que par la fraude électorale et le soutien des Etats-Unis et n'auront jamais d'intérêts précis auxquels la population pourrait se rallier. En aucun moment, à l'époque de la première République, une classe sociale est en mesure de s'élever au dessus de la confusion politique et socio-économique existante et revendiquer pour la nation sud-coréenne la légitimité de ses idées.

Syngman Rhee sera la figure principale de la 1ère République. Sa vision "archaïque" de la Corée se reflètera sur le fonctionnement des appareils de l'Etat. Avec son statut héroïque de "Père de la Nation" et sa nostalgie pour l'ancienne Corée (il croyait être un descendant de la monarchie Yi), Rhee sera "un politicien sans programme politique" et il base son pouvoir sur un anti-communisme et un anti-japonisme virulent et non pas sur un quelconque programme socio-économique et politique.³⁰

Son régime survivra par la corruption politique, la fraude électorale, l'utilisation autoritaire des pouvoirs de l'exécutif au dépend du législatif et la répression violente des forces politiques d'opposition.

D- CRISES POLITIQUES ET ECONOMIQUES ET COUP D'ETAT

Comme nous l'avons vu dans le chapitre théorique, le maintien d'un Etat dépendra de son habilité à répondre aux crises politiques et économiques auxquelles la nation fait face, crises qui tirent leurs origines autant dans le système international que dans la société. Précédemment nous avons vu qu'il n'existe aucune classe sociale en mesure d'imposer son hégémonie politique et de prendre le pouvoir qui reviendra d'ailleurs aux nationalistes de droite. Les gestionnaires de l'Etat posséderont leur propre base matérielle qui fera en sorte qu'ils resteront relativement indépendants de la classe capitaliste. Nous verrons ci-dessous que dès que la base matérielle de l'Etat menace de disparaître, l'Etat n'est plus en mesure de répondre rationnellement à la crise politique et économique issue de plusieurs années de corruption et de laisser-aller dans le développement économique. L'aboutissement de cette crise sera le coup d'Etat des militaires en mai 1961.

1- Crise économique

L'Etat sud-coréen dépend de l'aide américaine comme base matérielle à sa survie politique et dans les années cinquante cette aide compte pour près de 15% du PNB annuel de la Corée du sud. De plus la défense et la sécurité militaire sont essentiellement assurées par les Etats-Unis. Toutefois à la fin

des années 1950, avec la diminution des tensions entre la Corée du sud et la Corée du nord, les Américains commencent à planifier une diminution de l'aide civile et militaire après que celle-ci ait atteint un sommet de \$382.9 millions en 1957.³¹

Sous les pressions américaines, les gestionnaires de l'Etat répondront à cette baisse prévisible de l'aide par l'instauration de nouvelles politiques économiques axées sur les exportations. Etant donné la chute du régime en 1960, on ne saura jamais si elles ont réussi. Toutefois, pour l'ensemble des années cinquante, en incluant l'ISI instauré après la Guerre de Corée par l'ONU, les politiques de développement économique de Rhee seront un échec; en 1960 la Corée est un des pays les plus pauvre au monde avec une revenu per capita de \$82 et qui équivaut, en valeur constante, au revenu du Japon de 1868. La structure industrielle du pays est comparable, en terme de son pourcentage dans le PNB, à celle du Japon de 1900 ou de la Grande-Bretagne de 1700; les exportations ne financent qu'une fraction du coût des importations, soit 11% en 1955 et 22% en 1960. La balance est payée par l'aide américaine; même que la production de textile diminue considérablement malgré qu'elle ait reçu la part du lion de l'aide étrangère. En conséquence, la situation économique se détériore à un point tel que le taux de croissance de la population dépasse le taux de croissance du PNB vers la fin des années 1950.³²

Pourtant l'Etat coréen possédait les outils nécessaires pour faire en sorte que ce développement réussisse que se soit les

industries et les institutions bureaucratiques luguées par les Japonais ou les institutions à caractère économique instituées avec la coopération des Etats-Unis et de l'ONU. Aussi, plusieurs politiques reliées au développement économique seront instituées par Rhee pour être ensuite reprises par les militaires après 1961.³³ De plus l'Etat possède une forte autonomie à l'égard des capitalistes puisqu'il détient le contrôle de l'aide étrangère et aurait bien pu inciter les chaebol à entreprendre des activités productives au lieu de les laisser faire fortune dans la spéculation. Ces constatations démontrent, comme nous le rappellent Hamilton et Stallings dans le chapitre théorique, que le degré d'autonomie d'un Etat n'implique pas automatiquement la réussite des politiques économiques. L'échec de Rhee à ce niveau est plutôt imputable à sa vision du pouvoir politique basée sur une idéologie anti-communiste et nationaliste sans égard au bien-être de la société mais plutôt retournée vers le maintien au pouvoir de lui-même et de son parti Libéral. On ne peut vraiment pas parler d'hégémonie politique pour les nationalistes de droite et de Syngman Rhee. L'Etat sud-coréen "sur-développé" est complètement séparé de la société et est incapable de soutenir quelques projets économiques ou politiques qu'ils soient.

L'exemple des chaebol est frappant à ce sujet. L'économie ne se développe pas vraiment pendant la période de reconstruction des années 1950 malgré les sommes vertigineuses que les Américains octroient à l'Etat sud-coréen. Le régime de Rhee ne porte que peu d'intérêt au développement économique et l'Etat se

servira plutôt des chaebol pour consolider son pouvoir. Il s'établit une pratique de corruption dans laquelle une entreprise coréenne ne pouvait espérer recevoir des fonds et contrats sans participer aux campagnes de financement du Président Rhee et de son parti Libéral.³⁴ La majorité des plus importants chaebol d'aujourd'hui ont débuté leur expansion dans les années 1950 et tous entretenaient des liens "incestueux" avec l'Etat comme Samsung, Hyundai (fondé en 1950), Lucky-Goldstar (1947), Sunkyong (1953), Ssangyong (1954) etc... Ils profiteront amplement de l'aide étrangère en se lançant dans des activités spéculatives non-productives et dans l'achat, à un prix ridicule, des anciennes propriétés japonaises maintenant contrôlées par l'Etat. Un certain développement se fait dans le secteur des biens non-durables mais les limites du marché sont rapidement atteintes et l'Etat en empêche indirectement l'exportation puisqu'il maintient le taux de change sur-évalué pour assurer le maximum de retour sur l'aide étrangère. Les bureaucrates, les politiciens et les capitalistes pourront ainsi accumuler des fortunes importantes sans toutefois qu'il y ait des retombées bénéfiques dans la société.³⁵

2- Crise politique

Les problèmes économiques du régime de la 1ère République seront fortement accentués par les manifestations étudiantes qui culmineront avec la chute de Syngman Rhee et de la 1ère

République. Ces manifestations débutent à la fin des années cinquante quand Syngman Rhee démontre son caractère de plus en plus despotique en modifiant illégalement la constitution pour lui permettre de briguer un troisième mandat à la présidence de la République. Les étudiants, dans cette société non-hégémonique, développeront une approche idéaliste et "in abstracto" aux problèmes de la Corée du sud et cette approche sera marquée par la tradition confucianiste de vertu et de "bon" gouvernement.³⁶

C'est à partir de l'Université Nationale de Seoul qu'ils fondent la "Ligue pour la Réunification Nationale". Leur programme comportait deux points majeurs; 1) remonter le moral et refaire la moralité de la population grâce au "Mouvement pour une Vie Nouvelle" (austérité économique, boycott des produits étrangers, etc...); 2) la neutralité politique et militaire de la Corée; la seule voie possible selon la Ligue pour résoudre les problèmes du pays et faciliter la réunification du pays (les économies du Nord et du Sud étant complémentaires selon eux).³⁷

Le mouvement étudiant n'est d'ailleurs pas de gauche. Malgré leur désir de réunifier la péninsule coréenne, un adage réservé habituellement aux forces socialistes, ils supportent aussi une union de tous les partis politiques de la Corée du sud pour contrer le Parti communiste dans le cas d'élections libres à travers la péninsule coréenne.³⁸

A la suite des fraudes électorales de mars 1960 et les manifestations étudiantes devenues violentes sous la fusillade des forces policières, le gouvernement de Syngman Rhee

démissionne et dans sa chute amène le parti Libéral. La deuxième République est instituée avec une constitution qui fait du législatif l'organe le plus fort du gouvernement et laissant à la Présidence qu'un rôle symbolique.³⁹

Pourtant les manifestations des étudiants se poursuivront à un rythme effréné, forts qu'ils étaient de leurs succès précédents.⁴⁰ En fait le gouvernement du premier ministre John . Chang ne réussira jamais à prendre solidement les rênes du pouvoir. Il sera incapable de mettre en application la loi sur les "fortunes illicites" (accumulées par les politiciens, bureaucrates, capitalistes et militaires) créant beaucoup de frustration chez les étudiants qui intensifient leurs demandes sur la réunification du pays et les fortunes illicites. De plus la Corée du nord, voyant la faiblesse du gouvernement Chang et son impossibilité à canaliser les forces étudiantes, se lance dans une attaque en règle, sur le plan de la propagande, contre l'Etat sud-coréen. P'yongyang en profite pour faire des offres inacceptables sur la réunification des deux Corées et la démilitarisation de la péninsule dans un état d'esprit typique des pays de l'Est.

Ces événements associés à l'augmentation de la criminalité, à l'instabilité sociale et à la chute libre de l'économie poussent la crise politique à son paroxysme. Le champ est donc libre pour les militaires pour prendre et consolider le pouvoir d'Etat; les travailleurs ne forment qu'un faible pourcentage de la population et ils sont d'ailleurs organisés dans des syndicats

"politiques" formés en opposition aux syndicats socialistes depuis longtemps disparus⁴¹; la classe capitaliste est dépendante de l'Etat pour son développement et est fortement critiquée par les étudiants comme étant une des causes des problèmes économiques de la Corée; l'aristocratie foncière est disparue sous l'effet des différentes réformes agraires implantées depuis 1945; enfin, la paysannerie est complètement "atomisée", divisée en village, souvent sans communication et sans conscience de classe.⁴²

3- Le coup d'Etat de mai 1961

Le coup d'Etat du 16 mai 1961 se fait très rapidement. En quelques heures les militaires contrôlent tout leurs principaux objectifs: Edifices gouvernementaux, commissariats de police, radios, etc... de Seoul. Une fois la Capitale contrôlée, les militaires rebelles font "accepter" au chef de l'Etat-major de l'armée coréenne, le lieutenant Do-young Chang, la direction du nouveau "Conseil Militaire Révolutionnaire" (rebaptisé quelques jours plus tard le "Conseil Suprême de la Reconstruction Nationale" ou CSRN) et ils évitent ainsi leur écrasement immédiat par les forces militaires de l'ONU sous la direction américaine. Mais ce qui légitimera le coup d'Etat est l'interdiction par le président de la République, Po-sum Yon, aux généraux américains et coréens d'entreprendre, quelques jours après, une action militaire contre les putschistes. Le

gouvernement de John Chang ne valait pas un bain de sang selon le Président puisqu'il n'avait déjà plus aucune autorité sur le pays. Le président Yun restera à son poste pendant près d'un an et évite aux pronunciamientos de demander une nouvelle reconnaissance populaire et diplomatique. Quelques jours après le coup d'Etat le gouvernement de John Chang démissionne.⁴³

CONCLUSION

Le coup d'Etat permet aux militaires d'entreprendre en vitesse une modernisation de l'Etat, de la société et de l'économie pour couper ainsi les derniers liens qu'avait la Corée du sud avec son passé colonial et même féodal. Comme le fait remarquer Karl Marx, "seule la domination de la bourgeoisie industrielle extirpe les racines matérielles de la société féodale (...)"⁴⁴ Dans le cas de la Corée les militaires permettront à cette bourgeoisie industrielle de se développer, de devenir la fraction dominante de la classe capitaliste et d'entreprendre une accumulation intensive du capital basée sur une économie moderne autoritairement planifiée.

Mais les militaires prendront avant tout le pouvoir dans l'optique de résoudre les problèmes politiques et économiques de la Corée et qui pourraient affecter la puissance militaire du pays.

Premièrement, l'armée sud-coréenne, forte de 600,000 hommes, dépend entièrement de l'aide militaire américaine qui, si elle

s'arrêtaient, ferait augmenter les tensions entre les deux Corées, techniquement en guerre puisqu'ils n'ont jusqu'à ce jour signé aucun traité de paix. Les militaires ont effectivement entrevu ce scénario.⁴⁵ De plus le sous-développement du pays faisait en sorte qu'il était à peu près impossible de garder une des plus grosses armées au monde sans l'aide américaine. La première inquiétude des militaires sud-coréens était la Corée du nord qui poursuivait avec acharnement son développement militaire soutenu par une forte croissance économique. A ce sujet les piètres performances économiques de la Corée du sud semblent encore plus déprimantes en comparaison au développement économique de la Corée du nord. Celle-ci connaît des taux de croissance, dans les années 1950 et 1960, trois fois plus élevés que son voisin du sud.⁴⁶

Finalement, la Corée du sud, fortement instable sur le plan social et politique constitue pour les militaires un danger autant pour l'avenir de la puissance militaire que pour la légitimation de l'Etat sud-coréen.

Ainsi, quand les militaires prennent le pouvoir, leurs intérêts spécifiques modèlent leur idéologie qui devra inclure des plans pour une forte croissance économique. C'est sur ce point que nous nous tournons maintenant; l'instauration d'un Etat fortement autonome et d'une nouvelle hégémonie militaire dont la croissance et la modernisation de l'économie sont les principales composantes.

NOTES DE REFERENCE (chapitre deuxième)

1. En théorie l'Etat monarchique possédait toutes les terres. Les terres étaient distribuées essentiellement à la classe dominante. Les classes subordonnées ne pouvaient pas être propriétaires. Voir à ce sujet; CHANG, Yunshik, (1971), p. 166.
2. En théorie les examens étaient ouverts à tous mais habituellement, par les exigences intellectuelles requises, on retrouvait en majorité des candidats de l'aristocratie. Voir à ce sujet; HAHN, Bae-ho, (1975), p. 291. Un des éléments pour la perpétuation du système était basé sur l'instauration de barrières à l'accès des postes élevées de la bureaucratie et de l'Etat impérial.
3. KIM, C.I. Eugene & Han-kyo KIM, (1968), p. 46-47 et VIPAN, Chandra, (1988), p. 13.
4. HAHN, Bae-ho, (1975), p. 290.
5. HENDERSON, Gregory, (1968), pp. 46, 50-55, CHANG, Yunshik, (1971), pp. 161-165 et HAHN, Bae-ho, (1975), pp. 290-297.
6. HAHN, Bae-ho, (1975), p. 291.
7. KIM, C.I. Eugene & Han-kyo KIM, (1967), p. 139.
8. Le traité de 1876 favorise en grande partie le Japon qui s'accorde littéralement l'accès libre aux ports et des droits extraterritoriaux pour ses ressortissants japonais en Corée. Voir à ce sujet; KIM, C.I.E. & H.-k, KIM, (1968) p. 17.
9. HENDERSON, Gregory, (1968), pp. 72-73.
10. Toutefois ce n'est pas immédiatement en 1910 que les autorités japonaises favoriseront le développement industriel de la Corée. L'emphasis sera mise en premier sur l'agriculture et les ressources primaires. Dans les années 1930, vis-à-vis la crise économique mondiale et l'augmentation des tensions militaires, Tokyo cherchera à élargir l'exploitation de ses colonies pour être "les vainqueurs de la lutte économique mondiale". Dans CHANG, Y., (1971), p. 176.
11. CHANG, Yunshik, (1971), pp. 170-171.
12. MacNamara, Dennis, L., (1990), p. 5.

13. Ibid., p. 75.
14. HENDERSON, G., (1968), p. 75.
15. Ibid., p. 75.
16. Dans les années 1920 se produit une séparation dans le mouvement nationaliste. D'un côté on retrouve les "nationalistes culturels" et de l'autre les "nationalistes socialistes". ROBINSON (1979) soutient que l'idéologie capitaliste de la Corée du sud provient directement du mouvement nationaliste culturel de ces années. Ils s'inspirent directement de la pensée occidentale et se réfèrent constamment à la Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et même au Japon. Ils sont élitistes et ne croient pas que les masses coréennes sont en mesure à cette époque d'assimiler les nouvelles valeurs sociales nécessaires pour construire une nation moderne et indépendante. Ainsi ils proposent donc que l'emphase des activités du mouvement soit mise sur l'éducation pour créer ces nouvelles valeurs modernes. Ils favorisent le développement d'une classe capitaliste nationale mais en coopération avec les Japonais. Ils rejettent, en opposition au mouvement socialiste, la lutte armée contre les Japonais mais plutôt tolèrent leur présence croyant que l'éducation des masses formerait un acquis majeur sur lequel ils jetteraient les bases de l'indépendance de la nation coréenne. Les autorités japonaises entretiendront de nombreux contacts avec ces nationalistes, tout particulièrement avec sa fraction d'entrepreneurs capitalistes. Mais l'Etat colonial aura toujours à l'oeil ce mouvement, tout de même assez conservateur, craignant les effets à long terme comme le croyait le chef de la police coloniale, Maruyama Tsurukichi, en 1922;

"According to Maruyama, the cultural movement had a dual purpose, its legal self-strengthening programs masked its long-range program to undermine the foundations of Japanese rules; and its education program attacked Japanese policy, subverted Japanese language use, and strengthened national consciousness. For this reason, [he] warned that while in the short run the cultural movement was not dangerous, its long-term effects could be disastrous for future Japanese rule."

Ainsi, les plus radicaux du mouvement devront choisir entre la prison ou l'exil comme entre autres Syngman Rhee, ce nationalisme de droite dont l'anti-japonisme deviendra

légendaire. Il deviendra le premier président de la Corée du sud. Voir à ce sujet: ROBINSON, M. E., (1979), pp. 76-77 et suivantes; IRWAN, Alexander (1987), p. 390.

17. BALAIZE, Claude et al., (1991), pp. 73-74. Il faut noter toutefois que cette politique "éclairée" ne prendra jamais forme. La répression civile et politique restera toujours aussi sévère.
18. MacNamara, Dennis L., (1989), p. 310.
19. MacNAMARA, Dennis L., (1990), p. 13. Dans les années 1980, les présidents des principaux chaebol sont à 61.4% le fondateur de la compagnie, à 7.9% le descendant direct du fondateur, à 12% un parent du fondateur et à 18.8% sans lien familial avec le fondateur. Dans CUMINGS, Bruce, (1987), p. 73.
20. MacNAMARA, Dennis L., (1989), pp. 311 et 314.
21. MacNAMARA, Dennis L., (1989), p. 319.
22. MacNAMARA, Dennis L., (1990), p. 127.
23. CUMINGS, Bruce, (1981), pp. 135-136.
24. HENDERSON, Gregory, (1968), p. 131.
25. Ibid., p. 148.
26. HENDERSON, G., (1968), pp. 153-154.
27. CUMINGS, Bruce, (1981), p. 153.
28. LIM, Hyun-chin & Woon-seun PAEK, (1987), p. 23.
29. LIM, Hyun-chin & Woon-seun PAEK, (1987), p. 22.
30. HUER, Jon, (1989), pp. 11-12.
31. ALAM, M. Shahid, (1989), p. 244. L'aide américaine sera de \$245.4 millions en 1960 et de \$176.9 millions en 1965. Elle s'arrêtera complètement en 1971. Toutefois l'aide militaire se poursuivra encore pendant plusieurs années. La Corée recevra l'équivalent en aide étrangère à toute l'aide accordée à l'Afrique pour la même période! Plus de \$3 milliards.
32. Dans MICHELL, Tony, (1989), pp. 10-11 et ALAM, M. Shahid, (1989), p. 244.

33. Voici quelques unes des politiques économiques instaurées par les gouvernements de Rhee et de John Chang pour promouvoir les exportations: Exemption tarifère sur les intrants importés utilisés dans la fabrication des produits exportés (1959). Disponibilité des licences d'importation conditionnée aux performances à l'exportation (1957). Exemptions fiscales (1961). Crédits et prêts à la production (1959). Dans ALAM, M.S., (1989), p. 244.
34. KIM, Kyong-dong, (1987), p. 469.
35. Ibidem. Aussi dans; LEE, Sang M., (1989), p. 183.
36. Le mouvement étudiant est caractérisé par les valeurs du système d'éducation traditionnel dans lequel l'influence confucianiste fait en sorte que l'éducation est basée sur la vertu et les principes moraux. Sous le règne de Syngman Rhee les étudiants contesteront les abus de pouvoir du régime et pas les fondements et la raison d'être du système. Ils n'auront jamais comme objectif de renverser le régime même si c'est la conséquence de leurs actes. Le mouvement étudiant est aussi empreint de nationalisme et de patriotisme. Leur liens d'appartenance s'établissent autour de la nation et non pas au niveau traditionnel de la communauté ce qui fait en sorte qu'il se démarque des autres classes sociales ou groupes sociaux. La volonté de réunification chez les étudiants n'a aucun lien avec l'idéologie communiste mais plutôt avec leur sentiment d'appartenance à une nation divisée sans leur consentement et sous l'impulsion de forces étrangères. L'idéalisme marque aussi les actions étudiantes. Ils poursuivent les manifestations sous la 2ème République qui, malgré son caractère démocratique, n'a pas su répondre à leurs attentes "vertueuses". Ils ne sauront jamais faire la démarcation entre les principes moraux dont ils s'affublent et la pratique et les limites du pouvoir politique. Voir à ce sujet; OH, Byung-hun (1975), HAN, Sungjoo (1980) et KIM, Quee-young (1983).
37. KIM, Se-jim, (1971), p. 32.
38. KIM, Se-jin, (1971), p. 32.
39. HENDERSON, Gregory, (1988), pp. 27-30.
40. Voir note de référence # 36.
41. La "Fédération Coréenne des Syndicats" (FCS) est établie en 1947 avec les encouragements des Etats-Unis et des nationalistes de droite. Pendant plusieurs années la FCS se contentera de faire la lutte aux syndicalistes de gauche autant au sein même de la FCS qu'au sein du mouvement

socialiste. Après la Guerre de Corée la FCS concentre ses efforts à recevoir les "bonnes faveurs" du régime plutôt que défendre les intérêts et les droits des travailleurs. La corruption au sein de la FCS poussera la junte militaire à dissoudre la Fédération mais pour ensuite la réorganiser pour en faire un instrument de l'Etat dans la promotion des politiques de croissance économique. Voir à ce sujet; PARK, Moon Kyu, (1987), pp. 910-911.

42. AMSDEN, Alice H., (1989), p. 52.
43. Ils sont 250 officiers et 3500 soldats à participer au coup d'Etat sous la direction des officiers Park Chung Hee et Kim Jong-pil. HENDERSON, G., (1968), p. 356 et KIM Se-jin, (1971), pp. 94-98.
44. MARX, K., La Lutte des Classes en France (1974), p. 222.
45. Dans son livre The Country, the Revolution and I (1962b), le général Park Chung Hee se demande en effet ce qu'il serait arrivé à la Corée du sud si l'aide américaine s'était arrêtée subitement "avec un ennemi au 38ème parallèle?" (p. 29).
46. AMSDEN, Alice H., (1989), p. 40.

CHAPITRE 3 COUP D'ETAT ET ETABLISSEMENT D'UN NOUVEAU REGIME

INTRODUCTION

Dans ce chapitre nous allons démontrer que le coup d'Etat du 16 mai 1961, qui porte les militaires et leur puissante hégémonie au pouvoir, n'affecte pas en tant que tel le degré d'autonomie de l'Etat, du moins pour les années soixante, par rapport aux classes sociales et aux structures internationales. En fait c'est plutôt l'essence de l'autonomie de l'Etat qui subit une transformation. C'est-à-dire que les militaires imposent autoritairement, à la société sud-coréenne, une nouvelle hégémonie politique basée sur leurs intérêts militaires qui nécessite pour la Corée une économie forte et indépendante capable de soutenir la puissance militaire et de légitimer la Corée du sud par rapport à la Corée du nord. Nous définirons en détail et en s'inspirant de notre approche théorique cette nouvelle hégémonie militaire. Pour l'instant l'hégémonie militaire n'est pas une idéologie mais plutôt un processus socio-politique dans lequel un groupe social impose ses intérêts spécifiques comme représentatifs de la société. Ces intérêts, qui sont tout de même affectés par l'orientation idéologique des militaires, se propagent dans les appareils étatiques et dans la société pour apparaître comme un ordre social pré-déterminé. Dans le cas coréen, cette hégémonie devra être imposée de force sur une société marquée par l'échec hégémonique de la bourgeoisie.

C'est l'hégémonie politique des militaires qui assure que le degré d'autonomie relativement élevé de l'Etat à l'égard des classes sociales puisse se matérialiser dans une croissance et une concentration élevée de l'économie. L'hégémonie militaire est basée sur la modernisation de la Corée du sud et implique de nouvelles structures et politiques étatiques et de nouveaux rapports avec la classe capitaliste. Toutefois nous soutenons ici que la réussite économique et la concentration élevée du capital ne sont pas les conséquences directes de ces nouveaux rapports sociaux, ni des structures et politiques étatiques (même s'ils sont des variables importantes dans le développement économique) mais plutôt que l'hégémonie militaire assure à l'Etat les capacités de réussir les objectifs de modernisation de la Corée. Il existait avant le coup d'Etat des politiques et des structures étatiques et des chaebol capables de faire en sorte que la croissance économique puisse se matérialiser.

Nous verrons donc dans un premier temps que les intérêts nationalistes et militaires des pronunciamientos vont occasionner l'instauration de nouvelles structures et politiques étatiques et de nouveaux rapports avec la classe capitaliste. Nous aborderons dans un deuxième temps la question de l'hégémonie politique des militaires et ses implications sur la croissance et bien sûr la concentration du capital. Dans les deux cas on note le début d'une collaboration et d'une compatibilité des intérêts entre l'Etat et les chaebol pour permettre ainsi aux gestionnaires de

l'Etat de fonder les bases de la croissance économique sur le grand capital.

A- LES INTERETS SPECIFIQUES DES MILITAIRES SUD-COREENS

Le nouveau gouvernement militaire prendra peu de temps pour instaurer des changements drastiques dans le fonctionnement de la machine bureaucratique et étatique. En 1963, les militaires remettront le pouvoir aux civils dans le cadre d'élections législatives et présidentielles libres. Toutefois dans ces 31 mois au pouvoir, la Junte militaire mettra en place un personnel de hauts dirigeants favorables au régime; des nouvelles politiques et de nouvelles institutions étatiques pour les mettre en application; et des nouvelles mesures de contrôle social. Bref une nouvelle hégémonie politique.

Dans notre chapitre théorique le lecteur se rappellera que nous avons insisté sur la spécificité potentielle des intérêts des gestionnaires de l'Etat. Block fait la remarque aussi que dans des situations de crise les gestionnaires de l'Etat détiennent une plus grande marge de manoeuvre pour étendre leur pouvoir et imposer des changements structuraux à la société "qu'ils perçoivent comme nécessaire pour renforcer la position de la nation dans le système-monde et pour maintenir l'ordre social".¹

Le coup d'Etat des militaires est leur réponse à l'instabilité politique, socio-économique et militaire à laquelle

fait face la Corée du sud. Les changements politiques, économiques, militaires et sociaux que les militaires entreprennent dans les années 1960 sont les conséquences directes de cette instabilité et les militaires se donneront la plus grande marge possible de manoeuvre, ou d'autonomie, en créant le CSRN, qui ne devait rendre de compte à personne. Comme nous le verrons ci-dessous, le CSRN et les militaires s'assurent par la loi martiale et le contrôle de la population, une forte autonomie qui a ses limites plutôt dans les exigences des structures internationales du capitalisme et des relations militaires que par rapport aux classes sociales. Les limites instrumentales de l'autonomie de l'Etat pourront être renforcées, et le seront éventuellement dans les années 1970, lorsque le besoin se fera sentir, en d'autres mots, il y a un renforcement de l'autoritarisme de l'Etat sud-coréen.

Ainsi comme nous le verrons au cours de ce chapitre les militaires sud-coréens entreprendront un développement rapide de l'économie dans l'optique de répondre aux exigences militaires de la péninsule coréenne. La militarisation de l'économie sera particulièrement frappante où les plus grands chaebol deviendront les principaux fabricants d'armements. C'est par rapport aux exigences militaires avant tout que les pronunciamientos développeront rapidement une économie assez puissante pour soutenir une des armées les plus fortes au monde.

B- INSTAURATION D'UN NOUVEAU REGIME

1- Survol des changements politiques

Le CSRN promet, après le coup d'Etat, que le pouvoir politique sera remis éventuellement aux civils dans le cadre d'élections présidentielles et législatives libres.² Il y aura effectivement des élections en octobre et novembre 1963 mais seulement après que les militaires se soient assurés que le futur gouvernement civil soit sous le contrôle, du moins indirect, des militaires.

La repression et l'interdiction des partis politiques par le CSRN et la KCIA³, permettront aux militaires d'affaiblir toute opposition potentielle qui pourrait surgir avant les élections de 1963. Aussi les militaires, par l'entremise de la KCIA, mettent sur pied un parti politique avant même que soient rétablis les droits à ce sens. Le Parti Republicain-Démocratique (PRD) sera instauré dans le plus grand secret et dans l'objectif bien précis de prendre le contrôle de la législature et permettre ainsi à l'exécutif de poursuivre sans contestation les réformes entreprises par le CSRN.

Le CSRN s'inspire du Kuomintang chinois pour organiser le PRD.⁴ Celui-ci sera fortement centralisé avec à sa tête le Général Park Chung Hee et soutenu par une hiérarchie de comités de planification électorale au niveau national, provincial et local. Le PRD possèdera son secrétariat permanent dont le personnel

origine de la KCIA, de l'armée, du milieu universitaire et même de la presse. Ce secrétariat fera montre d'un très grand professionnalisme au niveau de la gestion et de l'organisation du parti, du jamais vu en politique coréenne. Il sera aussi le garant de la discipline au sein du PRD qu'il contrôlera d'un main de fer. Avec l'aide de la KCIA, il verra à ce que chaque candidat soit totalement loyal au Parti et s'assurera que des dossiers sur chaque candidat soient disponibles. Dans ces dossiers les "faiblesses" des candidats seront notées au cas où un peu de chantage devrait être appliqué pour "réaffermir" la loyauté d'un candidat "déviant". Le PRD sera éventuellement élu et jouera un rôle secondaire ne faisant que légitimer sans discussion les décisions de l'exécutif.

Avant que le pouvoir politique soit remis aux civils, le CSRN propose à la population une nouvelle constitution pour la prochaine 3ème République. Par référendum la constitution sera entériné par 78.8% des voix. Elle instaure un régime présidentiel dirigé par un exécutif puissant et un législatif relativement faible. Un point important, la constitution spécifie que l'Assemblée nationale n'aura pas les pouvoirs ou la possibilité de reviser la législation décrétée pendant les 31 mois de règne du CSRN.■

Quand les élections ont lieu à l'automne 1963, l'ex-général Park Chung Hee défait son opposant, l'ancien président de la 2ème République, Yun Po-sun par 46.7% contre 45%. La victoire de Park est possible par le soutien, habituellement conservateur, que les

campagnes lui accordent. Dans les centres urbains Yun est relativement plus fort que Park. A l'Assemblée nationale toutefois le PRD remporte une importante majorité ce qui n'est pas très surprenant étant donné les conditions restrictives imposées par le CSRN sur les partis politiques et les politiciens entre 1961 et 1963.⁶

L'élection de Park et du PRD permet la continuité des politiques du CSRN et aussi le contrôle de l'Etat par les militaires même après la fin de cette période "exceptionnelle"; la moitié des postes du cabinet appartiennent à des militaires, 20% des sièges de l'Assemblée nationale sont détenus par d'anciens militaires et ces derniers se retrouvent aussi à tout les échelons les plus élevés de la bureaucratie.⁷

2- Changements structurels et réhabilitation de la classe capitaliste

Les officiers qui ont participé au coup d'Etat avaient à peu près aucune notion sur la direction et la gestion d'un Etat mais ils provenaient en majorité de la nouvelle Académie militaire (8ème classe) instaurée par les USA et de laquelle ils ont reçu un entraînement non seulement militaire mais aussi administratif et technique de première classe. Leur participation, dans les années 1960 et 1970, au développement économique (développement des infrastructures et formation des travailleurs plus particulièrement) le démontrera assez clairement.

Ils ont en fait deux priorités une fois au pouvoir; 1) celle de "purifier" et de "nettoyer" les éléments corrompus, non seulement au sein de l'armée, mais aussi au sein de la bureaucratie, des partis politiques et de la classe capitaliste; 2) et celle d'apporter des changements drastiques au fonctionnement et aux structures de l'Etat dans l'optique de permettre à celui-ci de garantir et de promouvoir le développement économique. Attaquons-nous maintenant à la première priorité du Conseil Suprême pour la Reconstruction Nationale.

i- Nouveaux rapports entre l'Etat et les classes sociales

Cette priorité de "nettoyage" peut être considérée comme une action de maîtriser les rapports sociaux en établissant de nouvelles règles concernant le contrôle social. Comme nous l'avons vu dans le chapitre théorique, Poulantzas explique que l'Etat cherche à maîtriser l'influence ouvrière sur les appareils de l'Etat dans l'objectif précis de maintenir les rapports de domination. En Corée la Junte est déjà isolée des classes sociales dans une société où aucune de celles-ci ne peut réclamer le pouvoir. Ainsi par cette politique de "nettoyage", la Junte s'assure plutôt de nouveaux rapports de domination avec la classe capitaliste dans lesquels cette dernière reste que le partenaire junior, ou comme le dirait Block que de simples haut-fonctionnaires. Aussi la Junte s'assure qu'aucun groupe pourra

contester son pouvoir tant au sein des partis politiques que des militaires et des étudiants. Ceci ne pose pas trop de problèmes puisque le coup d'Etat n'est que faiblement contesté dans la société. On accueille relativement bien un retour à une certaine stabilité sociale.⁶

Une nouvelle loi est décrétée par le CSRN en juin 1961 portant sur les fortunes illicites réalisées de juillet 1953 à mai 1961. Cette loi criminalisait les actions suivantes:

- 1) "Les profits gagnés illicitement, totalisant plus de 100 millions de hwan (l'ancienne devise sud-coréenne), par l'achat ou la vente de propriétés publiques;
- 2) "Obtenu des crédits ou acheté pour plus de \$100 000 de valeurs étrangères appartenant au gouvernement ou à des banques privées;
- 3) "Contributions de fonds politiques de plus de 50 millions de hwan en retour de prêts bancaires;
- 4) "Gagné des profits de plus de 200 millions de hwan dans le cadre de contrats de travaux publics reçus de façon illégale;
- 5) "Gagné des profits de plus de 200 millions de hwan en monopolisant l'achat ou l'allocation de biens étrangers;
- 6) "Non-paiements de taxes pour plus de 200 millions de hwan;
- 7) "Transferts illégaux de fortunes à l'étranger".⁷

Ce sont de très larges accusations et la majorité des capitalistes pouvait fort bien se retrouver en prison sous l'une ou l'autre de ces accusations. Toutefois un compromis est avancé par la Junte. Après la rencontre avec le général Park du CSRN et dix des plus importants capitalistes de l'époque, un marchandage

est proposé entre les deux parties: Le CSRN laissera tomber les poursuites criminelles, les biens actifs ou passifs ne seront pas confisqués (sauf pour le système bancaire qui sera nationalisé) et en retour les capitalistes auront l'obligation de repayer leurs "dettes" par l'établissement d'entreprises industrielles de base et donner le contrôle de celles-ci à l'Etat une fois en opération.¹⁰ Dans l'espace de quelques heures des nouveaux rapports entre la classe capitaliste et l'Etat coréen sont établis et marqueront jusqu'à ce jour le développement économique de la Corée du sud. Mais en fait peu d'entreprises seront effectivement établies suite à cet arrangement. Les "amendes" seront payées comptant et ce n'est que quelques entreprises qui passeront sous le contrôle du gouvernement. Cette affaire sera considérée comme close en 1964. L'Etat aura collecté \$1.6 million.¹¹

L'instauration de nouveaux rapports avec la classe capitaliste aura comme conséquence de soumettre celle-ci au dirigisme de l'Etat. Les gestionnaires de l'Etat peuvent réussir pour deux raisons; à l'encontre de Rhee, ils ne sont pas liés aux chaebol pour les fonds électoraux et deuxièmement, la classe capitaliste coréenne a aucun lien avec le capital étranger et elle n'est d'ailleurs pas aussi forte économiquement que la classe capitaliste de d'autres PVD surtout en Amérique latine. Aucune fraction de la classe capitaliste a des intérêts reliés aux activités des FMN puisque celles-ci sont inexistantes en Corée avant 1961. Nous reviendrons sur le sujet dans notre

section sur l'hégémonie politique des militaires. Pour l'instant on doit reconnaître que l'Etat a plutôt la tâche facile comparé à des pays comme le Pérou où la classe dominante est divisée en fractions diverses comme la fraction pré-capitaliste, la fraction monopoliste et la fraction liée au capital étranger, et avec des intérêts souvent irréconciliables.¹²

Aussi les intérêts des gestionnaires de l'Etat dans une économie à forte concentration capitaliste seront immédiatement adoptés par la classe capitaliste déjà familière avec ce mode d'accumulation.

La politique de "purification" se poursuivra aussi chez les militaires, les bureaucrates et les politiciens. Ces deux derniers groupes seront plus durement touchés. En fait, avec la création de la KCIA, une immense procédure visant à contrôler la "loyauté" des politiciens et des fonctionnaires envers le gouvernement fait en sorte que plus de 4000 individus seront purgés des rangs de la bureaucratie ou des partis politiques.

Le cas des militaires est unique et doit être mentionné. Ceux qui auront supporté le coup d'Etat, même ceux qui étaient des alliés du gouvernement de Syngman Rhee, se verront offrir des postes importants dans la bureaucratie et dans les entreprises publiques. Ces anciens militaires, qui se seront retirés du service, pourront mettre en application des méthodes de gestion moderne et autoritaire, ce qui fera le succès de ces firmes étatiques.¹³ Il faut noter aussi que le CSRN suspend la constitution, tout comme les travaux de l'Assemblée nationale et

les partis politiques. Ceci permet au CSRN de placer à tout les hauts postes de direction des individus proches du régime. La Junte militaire entreprendra aussi l'instauration de politiques économiques, fiscales et institutionnelles qui marqueront le développement économique de la Corée.

ii- Nouvelles structures et politiques économiques

La deuxième priorité du CSRN porte sur la croissance économique et nous intéresse plus particulièrement. Le CSRN, en voulant restructurer l'économie, apporte des changements drastiques au fonctionnement et aux structures de l'Etat. Ces changements verront à institutionnaliser l'intervention étatique qui dans le cas coréen ira jusqu'au "coeur même de la reproduction du capital". Ces structures de l'Etat verront à assurer que l'Etat possède les outils et les capacités nécessaires pour doter la Corée d'une économie et d'une armée aussi forte qu'indépendante. Ces structures permettront à l'Etat une forte autonomie à l'égard de la classe capitaliste puisque c'est au sein de ces structures étatiques que se décideront les politiques économiques que les chaebol suivront docilement.

Une des premières institutions créée par le CSRN et qui est devenue depuis le centre nerveux des politiques étatiques en matière d'économie et de développement, est le Conseil de Planification Economique (CPE). Il représente le regroupement de l'ancien ministère de la Reconstruction, du Bureau du Budget

(auparavant un organe du ministère des Finances) et du Bureau des Statistiques (ministère de l'Intérieur). Le CPE sera toujours en étroite collaboration avec les autres ministères à saveur économique et avec la Maison-Bleue (résidence du Président). En 1964, par l'importance déjà respectable du CPE, son directeur sera nommé vice-premier ministre. L'objectif du CPE ne sera pas seulement de planifier le développement économique mais aussi de l'affecter par ses pouvoirs discrétionnaires sur l'allocation des fonds, sur la coordination de l'aide étrangère, sur le contrôle des IDE et sur la viabilité de tout les projets (privés ou étatiques) requérant des fonds publiques.¹⁴ C'est aussi au CPE que reviendra la responsabilité d'énoncer les objectifs économiques de l'Etat dans le cadre des plans quinquennaux; objectifs touchant l'investissement, la consommation, l'épargne et bien sûr les exportations et les importations. Finalement le CPE aura des pouvoirs législatifs (sans l'approbation de l'Assemblée nationale) au niveau du taux de change, des tarifs à l'importation, des subventions, des prix à la consommation, des licences d'importation et d'investissement et il décidera même des augmentations salariales dans les entreprises privées...¹⁵ Une des caractéristiques majeures du CPE est la place importante laissée aux technocrates d'origine étrangère (surtout américaine).

D'autres institutions seront éventuellement élaborées et misent sur pied comme le ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) qui prendra beaucoup d'importance dans les années 1970

lorsque le régime entreprendra son programme d'industrialisation intensive basé sur l'industrie lourde et chimique. Ce programme tire son origine directement de la Maison-Bleue et le CPE s'y opposera et le MCI en prendra donc la direction. Nous y reviendrons en temps et lieu. Un ministère de la Construction verra aussi le jour et supervisera tout le développement des infrastructures de base de l'économie. Etant donné l'ampleur des travaux entrepris dans les années soixante et soixante-dix, le ministère de la Construction deviendra un centre important de décisions économiques.¹⁴

Ce ne sont pas seulement les structures étatiques qui se modifient ou sont créées par le CSRN. Celui-ci touche même dans ses réformes aux structures privées, que ce soit au niveau de l'organisation des entreprises privées ou celui des syndicats. Comme nous le verrons plus en détail dans la section portant sur l'hégémonie militaire la Junte démontre, en contrôlant les associations suivantes, sa volonté d'organiser la direction et le développement de l'économie.

Au niveau du secteur privé, le CSRN et ensuite le gouvernement Park de la 3ème République, donneront un statut "quasi-gouvernemental" aux organisations et associations d'entreprises privées. Dès 1961, le CSRN "ordonne" aux entreprises incorporées de joindre les rangs d'organisations ou d'associations d'entrepreneurs. Le gouvernement Park dans les années suivantes établira des organisations pour les petites

entreprises et pour les entreprises du même secteur (manufacturier par exemple).

En 1962 l'Etat militaire fonde le "KOTRA" ("Korean Trade Promotion Corporation") qui deviendra un instrument important dans la promotion des exportations. Le KOTRA aura un rôle domestique et international. Il est en contact étroit avec les ambassades coréennes à travers le monde et explore les marchés potentiels pour les produits coréens. En même temps il conseille les manufacturiers coréens sur les produits qui pourraient être développés et exportés. Aussi le KOTRA informe sur les règlements de chaque pays concernant les importations etc... Le KOTRA sera dirigé par le MCI.¹⁷

L'Etat sud-coréen prend le contrôle du KTA ("Korean Trader's Association") dès 1961. Le KTA fut fondé en 1946 et il regroupe essentiellement des entreprises exportatrices. Le CSRN impose au KTA un personnel d'origine bureaucratique, le plus souvent du MCI. Aussi à partir de cette date la Présidence du KTA reviendra à des personnages qui ont détenu d'autres postes importants dans l'Etat coréen (Gouverneur de la Banque de Corée, ministre du MCI, vice-premier ministre etc...). Les revenus du KTA proviendront d'une "taxe" perçue sur les importations. Le KTA regroupera près de 3000 membres en 1981 avec un budget de \$100 millions. Officiellement le KTA est un organisme à but non-lucratif indépendant du gouvernement mais en fait les postes de direction au sein du KTA sont comblés selon les exigences du MCI. Comme le démontre les coupures de personnel dans les années 1980 au sein

de la bureaucratie, le KTA est visiblement un organe de l'Etat puisque celui-ci est aussi affecté par ces coupures.

Sûrement la plus importante des associations d'entreprises privées est la "Fédération de l'Industrie Coréenne" (FIC) qui regroupe essentiellement les grosses entreprises telles que les chaebol. Elle est mise sur pied en 1961, sous l'encouragement du CSRN, pour participer au développement économique, plus spécifiquement à l'élaboration des plans quinquennaux. Sa direction et son membership sont restreints à un petit cercle des entrepreneurs les plus fortunés.¹⁶

D'autres associations telles que la "Chambre Coréenne de Commerce et de l'Industrie" (CCCI), les "Petites et Moyennes Coopératives Industrielles" (PMCI), "l'Association Coréenne des Employeurs" (ACE), la "Fédération Coréenne des Industries du Textiles (FCIT), sont toutes des organisations avec le potentiel de participer étroitement à la formulation des politiques de développement socio-économique. Toutefois toutes ces associations sont très susceptibles à la manipulation directe ou indirecte de l'Etat, même la très prestigieuse Fédération de l'Industrie Coréenne. En fait elles passent plus de temps à réagir aux diverses politiques étatiques que de promouvoir de nouvelles idées, un travail qui revient aux bureaucrates.¹⁷

Il faut noter que tous le processus décisionnel dans l'Etat sud-coréen est très volatile où souvent, au niveau des politiques économiques (incluant les politiques fiscales), on fonctionne sur une base individuelle. Une loi peut s'appliquer à un type

d'entreprises ou bien une entreprise (habituellement un chaebol) pourra se soustraire à une autre loi. Les associations ci-dessus joueront un rôle important pour soustraire ou pas leur membres aux lois émanant du CSRN ou des gouvernements ultérieurs. De plus, avec la faiblesse du législatif, la bureaucratie peut agir rapidement et si des résultats à court terme sont négatifs, les politiques seront modifiées. La caractéristique principale de la bureaucratie coréenne est sa domination du secteur privé par l'importance des statistiques de l'économie publiées sur une base mensuelle.²⁰ Comme le fait remarquer un journaliste coréen cité dans Jones et Sakong (1980),

"The Korean bureaucrats of economic affairs are undoubtedly geniuses of extemporization. They come up with new measures, institutions and regulations in dizzying speed only to change them almost daily afterwards. Korean bureaucrats deserve to be called actors of thinking while running. To be recognized as capable bureaucrats, they have to continuously come up with new ideas and new proposals for revisions. It is not unusual for them to formulate policies without thorough evaluation and preparation. Consequently, trial-and-error processes are repeated under the name of measures of modification and original ideas and sometimes basic directions are repeatedly changed only to confuse concerned parties. This is the reason why the economic bureaucrats can dominate the business world."²¹

En fait, dans une économie croissant à un tel rythme, l'inaction est plus coûteuse que l'action. Les changements structuraux apportés par un taux de croissance annuel de près de 10% rend désuètes, tôt après leur formulation, les politiques économiques ou fiscales. Les contacts étroits entre la classe

capitaliste et l'Etat suggèrent que les associations d'entreprises sont plus importantes pour l'Etat pour sonder le terrain et établir les relations avec les compagnies que pour promouvoir ou légitimer ses politiques économiques.²² Il semble que tout au long des années 1960 et 1970, les principaux chaebol qui ont un accès facile et régulier à la Maison-Bleue, auront toujours peu d'influence sur les décisions économiques comme le démontrent les actions unilatérales, sans le consentement des chaebol, de l'Etat dans l'établissement d'une industrie lourde et chimique. Les chaebol informent la Maison-Bleue de leur situation et ensuite la bureaucratie met en place les politiques requises.

Mais le plus important changement apporté à l'économie par le CSRN est la nationalisation des banques. Celle-ci s'est faite assez facilement puisqu'elles étaient toutes pour la plupart au bord de la faillite. Quelques mois après le coup d'Etat, le CSRN prend le contrôle (à plus de 95%) du système bancaire et financier et du même coup des sources de crédit des entreprises privées. Comme nous le verrons dans les prochaines pages, la nationalisation des banques jouera un rôle important dans l'autonomie de l'Etat envers la bourgeoisie. Avec le contrôle à la source du crédit, l'Etat aura la possibilité de terminer les activités de n'importe quelle entreprise, un privilège que l'Etat utilisera fréquemment, surtout dans les années 1970. Dans de telles occasions, une fois le crédit coupé, les entreprises concernées n'auront plus le choix que de déclarer faillite. L'Etat redistribuera alors les divers secteurs d'activité de

l'entreprise à d'autres compagnies selon ses priorités. Les entreprises mises en faillite seront habituellement celles qui n'auront pas atteint les objectifs du gouvernement ou celles qui refuseront de suivre les directives gouvernementales. Des entreprises seront aussi restructurées selon les plans de l'Etat pour atteindre une meilleure rentabilité et efficacité. Une filiale de la compagnie X pourra être redistribuée à une compagnie Z en meilleure position pour favoriser le développement de cette filiale. Etant donné que les chaebol sont hyper-endettés (elles sont en fait les entreprises les plus endettées au monde) ils leur sera difficile de s'opposer aux plans de restructuration de l'Etat.²³ Un des meilleurs exemples de la domination de l'Etat sur les chaebol par le contrôle étatique des banques est le cas des chaebol Yulsan et Jesse. Ces deux derniers sont fondés en 1975 par deux jeunes entrepreneurs libéraux (en comparaison aux dirigeants conservateurs des plus vieux chaebol) dans la trentaine. Très rapidement ces deux chaebol étendent leurs activités par l'achat et la fusion d'entreprises indépendantes et grâce à la disponibilité de crédits faciles. En 1979 ces deux groupes ont des chiffres d'affaire roulant dans les 200 à 300 millions de dollars. Malheureusement ces deux individus "flirt" avec l'opposant de Park dans les années 1970, Kim Dae Young, et le président ordonne donc aux banques de couper le crédit à Yulsan et à Jesse. La faillite des deux chaebol est immédiate et ils emportent dans leur chute plusieurs banques.²⁴ La nationalisation des banques sera aussi un moyen par l'Etat

d'éviter la spéculation à outrance et les fraudes fiscales commises par les chaebol des années cinquante. Il faut noter que les chaebol contrôlaient le système bancaire qui avait été dénationalisé par Syngman Rhee après la Guerre de Corée.

La principale politique économique instituée par le CSRN est nul doute le plan quinquennal. Le premier débute en 1962. La planification économique sera la priorité du CSRN et du gouvernement Park. La planification deviendra la feuille de route du développement économique, autant pour l'Etat que pour les chaebol qui en subiront autant les excès et les échecs que les succès. Comme nous le verrons dans les prochains chapitres, le secteur privé se développe en fonction des objectifs de l'Etat qui seront présentés à tous les cinq ans dans le cadre des plans quinquennaux.

La Junte prend le pouvoir avec comme priorité la planification économique comme le démontre les écrits du général Park datant de 1962,

"The over-all national development program may necessitate, for the rational operation of the economy, reluctantly imposed administrative controls over regional relocation of various industries and planning for investment."²⁸

Il faut noter aussi que l'idée de planification économique dans le cadre de plans quinquennaux n'apparaît pas en 1961 mais plutôt le CSRN s'inspire de la courte expérience du régime de Syngman Rhee en la matière. Un premier plan économique de trois ans est présenté au cabinet du président Rhee quelques jours avant la chute de la 1ère République. Aussi l'ONU avait présenté

en 1952 le plan de reconstruction nationale "Nathan" qui n'a jamais fonctionné. Cole et Nam nous rappellent que les leaders des années 1950,

"(...) rejected the idea of overall planning and were not interested in trying to define the longer-run economic objectives or an integrated set of policies. This probably reflected a belief on their part that they could retain more flexibility and achieve better results in negotiations with aid donors by proceeding on an ad hoc basis and avoiding the overall commitments and constraints of a plan. Clearly the Nathan Plan called for very forceful policy action by the Korean government and set ambitious targets of self-support which the Koreans were not prepared to accept. To have agreed to the plan would have exposed the government to serious political risks.²⁶

En nous référant à notre cadre théorique, on peut expliquer ce mépris pour la planification économique sur la fait que l'Etat possédait déjà sa base matérielle, l'aide américaine, et qu'une planification économique signifiait un rapprochement entre la classe capitaliste et l'Etat coréen. Dans les années 1950, l'Etat est la force prédominante dans la société et la fraction de la classe dominante au pouvoir n'a aucun intérêt à voir la classe capitaliste empiétée sur son pouvoir. Cette fraction (nationalistes de droite) se maintient au pouvoir grâce à l'aide américaine et impose sa volonté politique par la force. La classe capitaliste deviendrait une menace évidente pour cette fraction si elle parvenait à imposer son hégémonie sur la société. De plus vers la fin des années cinquante, la priorité est plus que jamais à la survie politique pour le régime de Syngman Rhee et non au développement économique.²⁷

La planification économique est instaurée de façon volontaire par le CSRN et poursuivie par le régime de Park. On peut alors se demander comment un simple coup d'Etat peut changer presque 15 ans de mépris pour la planification? En fait la planification économique est possible après le coup d'Etat essentiellement parce que la classe capitaliste est "réhabilitée" et que l'Etat se donne comme base matérielle les crédits étrangers et les revenus nationaux plutôt que l'aide américaine. Il faut aussi spécifier que la légitimation est différente sous Rhee que sous Park. Pour le premier le processus de légitimation est essentiellement non-marchand, c'est-à-dire qu'il passe par la répression des forces de gauche et la lutte anti-communiste. Il existe un "déficit de légitimation" et en conséquence on impose par la force les normes politiques et sociales. Dans les années 1960 et après, la légitimation passera avant tout par la croissance économique même si une répression violente continue d'exister. Cette répression cherche avant tout à imposer l'hégémonie militaire dans la société et non pas à éliminer les forces de gauches (c'est déjà fait) et légitimer ainsi le régime.

Aussi il faut remarquer que ce n'est que dans les années 1960 que dans les pays du Tiers-monde on commence à donner une priorité au développement économique. On passe des années 1950 où le développement économique est dans un optique très générale, vague et non-prioritaire aux années soixante où la priorité est donnée au développement économique dans lequel on fait les liens entre les diverses composantes de ce développement

(planification, réforme agraire, contrôle des ressources, accumulation de la croissance etc...)²⁸ Aussi à cette époque la disponibilité des crédits internationaux augmentera rapidement. Les importations mondiales passent de \$176 milliard en 1965 à \$536 milliard en 1973. Elles sont favorisées par le fait qu'il existe encore peu de barrières protectionnistes dans les pays industrialisés et que les FMN commencent la rélocalisation de leur production dans les PVD.²⁹

La planification est une priorité pour le CSRN, pas autant par principe idéologique que par nécessité. En fait, l'Etat coréen aurait bien pu rejeter la planification sur la base de son idéologie anti-communiste et sur le fait qu'elle est une politique habituellement associée au socialisme. De plus, comme le fait remarquer Johnson (1987), une élite dirigeante, engagée dans un développement rapide du pays, aurait pu craindre de la planification, corruption, bureaucratisme, sous-production etc...³⁰ Ainsi la volonté du gouvernement de se lancer dans des plans quinquennaux provient plutôt des déficiences du marché. Dans un pays du Tiers-monde comme la Corée du sud, le marché doit être tout simplement créé. A ce problème les militaires offrent un type de planification "rationnelle" (et non pas "idéologique") qui doit répondre aux déficiences du marché. L'Etat est engagé dans un développement capitaliste, il ne fait qu'accélérer ce développement d'où les politiques économiques portant sur la promotion des exportations, exemptions fiscales, assurances sur les crédits etc... favorisant les entreprises privées. L'Etat

n'augmente pas le risque des entrepreneurs mais au contraire les diminue.³¹

En plus de la planification, le CSRN institue une autre politique, plutôt informelle celle-là, mais qui sera particulièrement efficace pour maintenir les liens entre les gestionnaires de l'Etat et les chaebol, qui consiste en une rencontre mensuelle entre l'Exécutif, la bureaucratie et les dirigeants des chaebol. Ces "montly national trade promotion meetings" se dérouleront à la Maison-Bleue et on y retrouve le président Park, les ministres et haut-fonctionnaires concernés, les directeurs des associations d'entrepreneurs, des académiques, et enfin les PDG des plus importants chaebol. On y examine la progression planifiée de l'économie et plus particulièrement les résultats des firmes au niveau des exportations et ces discussions formeront les bases sur lesquelles seront établies les nouveaux objectifs.³²

iii- Les IDE et les prêts étrangers

En 1962, le CSRN modifie la "Loi sur la Promotion du Capital Etranger" adoptée par le gouvernement de John Chang. Les modifications apportées permettent l'admission du capital étranger de toutes les nations "amies" mais on laisse à 75% les parts étrangères dans la propriété des investissements, le reste doit être contrôlé par des firmes coréennes. En général les lois coréennes s'appliquent entièrement aux entreprises étrangères.

Eventuellement dans les années soixante les entreprises étrangères verront leurs privilèges étendus: Rapatriement à 100% des profits, propriété à 100%, lois spéciales pour gérer les malentendus ou disputes financières, exemptions fiscales et tarifères etc... Les Coréens mettront en place aussi le "Bureau pour la Promotion des Investissements" (BPI) qui aura comme objectifs d'encourager les IDE essentiellement.³³

Du côté du crédit, l'Etat entreprendra d'encourager les firmes coréennes d'emprunter à l'étranger et l'Etat sera le garant de ces prêts. Avec la création de la Banque Coréenne de Développement (BCD), l'Etat prendra le contrôle des crédits étrangers disponible aux entreprises. On assiste donc au phénomène où l'Etat contrôle toutes les sources de crédits tant domestiques qu'étrangères.

Le résultat général sera que, jusqu'à ce jour, les IDE ne constitueront qu'une faible portion du flux de capitaux étrangers. En fait, pour la période de 1962-1967, les IDE compteront pour 5.4% des investissements étrangers et 94.6% seront en prêts et crédits. Pour la période de 1967 à 1971, les pourcentages respectifs seront de 4.3 et 95.7.³⁴ Pourtant les conditions semblent plutôt avantageuses pour les investisseurs étrangers et les IDE représentent quand même une très faible portion du capital investie.

En approfondissant cet aspect de l'économie coréenne on remarque des caractéristiques uniques à la Corée et qui font depuis lors la puissance du pays et des chaebol. C'est-à-dire que

les IDE sont minimales tandis que le développement domestique de l'économie est plutôt confié aux entreprises coréennes.

L'aspect du capital étranger joue un rôle important dans les capacités d'un Etat d'un PVD à atteindre ses objectifs comme le démontre les analyses de Thomas Bamat Relative State Autonomy and Capitalism in Brazil and Peru (1982) et de Nora Hamilton sur le Mexique (1981 et 1986) et dont nous avons discuté dans le chapitre théorique. Dans ces analyses les auteurs démontrent que les actions autonomes des Etats sont particulièrement affectées par les intérêts du capital étranger. Dans le Pérou et le Brésil des années 1960, les militaires sont capables d'imposer, par leur forte autonomie à l'égard des classes sociales, un nouveau mode de production basé sur le capital monopoliste mais qu'un développement durable de l'économie est impossible par la position des économies péruviennes et brésiliennes à l'égard du capital étranger particulièrement fort dans ces pays. Au Mexique, une direction socialiste de l'économie est impossible essentiellement par le rôle prédominant du capital étranger. Après le départ des Japonais à peu près aucun intérêt est porté sur la Corée par les Américains ou les Européens et il n'existe aucune relation commerciale ou même diplomatique avec le Japon. Ainsi en Corée les IDE sont absents jusque dans les années 1960. L'Etat pourra donc travailler directement avec la classe capitaliste sur un développement nationaliste de l'économie puisqu'il n'existe pas, à la différence du Brésil, du Pérou ou du Mexique, une fraction capitaliste liée au capital étranger.

L'Etat sud-coréen pourra donc imposer ses propres règles sur les IDE quand le moment est venu de les accueillir.

Aussi, comme nous l'avons constaté dans le chapitre 2, le nationalisme coréen se divisait en deux tendances; le nationalisme socialiste et le nationalisme culturel de droite et qui avait comme modèle de développement socio-économique le libéralisme occidental. Ce mouvement nationaliste se concentrait sur la lutte contre la domination étrangère plutôt que sur la défense des droits du peuple. Cet aspect est resté ancré dans la mentalité sud-coréenne comme le démontre les troubles sociaux suivant la normalisation des relations avec le Japon en 1965. En fait, autant pour le CSRN que pour le régime de Park, ils ne peuvent ignorer ce sentiment anti-étranger qui fait des investissements étrangers l'objet de la haine populaire jusqu'à ce jour.³⁰ Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, l'Etat contrôlera sévèrement tous les IDE et fera en sorte que ces investissements profitent à long terme à la puissance industrielle du pays. Dans les années 1960, l'Etat coréen peut se permettre facilement ces politiques restrictives sur les IDE et protéger en même temps l'industrie domestique grâce à l'aide américaine qui continue de rentrer dans le pays. Entre 1960 et 1965, l'aide américaine totalise \$1,146 millions soit 53.4% du coût des importations coréennes à la même époque. Si on compare la Corée aux pays de l'Amérique du sud, elle évite ainsi de rentrer en dépendance vis-à-vis les FMN. En 1960, la Corée importe beaucoup plus de biens de capital que de biens de

consommation. Les importations de biens d'équipement et de transport vont compter pour près de 36% des importations totales en 1968. Quand l'aide économique américaine s'arrête complètement en 1971, la Corée a maintenant une base industrielle assez solide pour continuer à contrôler les IDE.³⁶

C- HEGEMONIE MILITAIRE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE AUTORITAIRE

1- Fonction du concept d'hégémonie politique

Dans les pages précédentes nous nous sommes penchés sur le coup d'Etat des militaires et les modifications apportées aux structures étatiques et aux relations entre l'Etat et la classe capitaliste. Les structures étatiques ont été modifiées dans l'optique précise de favoriser la croissance économique du pays. Ensuite la réhabilitation de la classe capitaliste, dans de strictes limites, permettait à l'Etat de se soustraire à la tâche d'accumulation du capital mais tout en gardant un certain contrôle sur la direction et l'ampleur des activités capitalistes. Toutefois ces actions réformistes des militaires n'ont aucun lien direct avec la croissance économique effective de la Corée du sud. Il n'est pas évident que de nouvelles structures étatiques et économiques vont effectivement engendrer une croissance économique aussi forte que celle de la Corée. La même constatation peut être faite dans le cas de la réhabilitation de la classe capitaliste. Le CSRN et le

gouvernement de Park Chung Hee reformulent et remettent en place des politiques et des structures économiques qu'on retrouvait, pour certaines, pendant le régime de Syngman Rhee et de John Chang qui n'avait pourtant pas réussi à sortir la Corée de son sous-développement. Aussi le degré d'autonomie relative de l'Etat ne change pas considérablement avant et après le coup d'Etat si on regarde au niveau des classes sociales et des structures internationales sauf peut-être pour les contestations populaires qui se calment considérablement après le coup d'Etat (mais les manifestations reprendront en 1964 quand le gouvernement de Park entreprend d'instaurer des relations diplomatiques avec le Japon).

Ainsi on peut donc supposer que le degré d'autonomie de l'Etat et les structures de l'Etat ont un effet indirect sur la croissance économique et encore moins évident à ce qui concerne, la concentration du capital. En fait on ne peut pas considérer le succès ou l'échec de politiques économiques en analysant que le degré d'autonomie d'un Etat à l'égard des classes sociales ou des structures internationales. Même si l'autonomie d'un Etat est un facteur important puisque,

"without a minimum degree of autonomy the state's contribution would therefore lose its unique character and fail to serve systemic needs of the capitalist political economy".³⁷

Il faut prendre compte de la question de l'hégémonie politique qui dans le cas sud-coréen ne concerne pas la classe dominante capitaliste mais plutôt les militaires.

2- L'origine de l'hégémonie militaire

Dans les années soixante l'hégémonie militaire peut être considérée comme la force politique principale derrière le succès économique de la Corée du sud. Cette hégémonie tire sa source dans le coup d'Etat, dans la place des militaires dans une société non-hégémonique et des intérêts spécifiques, à long terme et nationalistes des militaires.

Dans un premier temps, pour reprendre les mots de Gregory Henderson;

"Among Korean institutions, the military stands unique. No other cohesive and mature group approaches its size of some 600 000 men [...]. The army has been longest subjected to a consistent discipline and, since the Korean War, to a rational educational process. No civilian group or institution has come close to it in the development of a definite and comparatively fairly administered career service. It is the only Korean group on which Americans have succeeded in concentrating sufficient funds, training, advice, and attention over a long enough period to achieve effective influence. [...] The confidence thus created was at work in the military coup of 1961 and the establishment of military hegemony over government and politics."³⁸

Aussi le fait qu'aucun autre groupe ou classe sociale est capable d'imposer sa propre hégémonie facilite la tâche des militaires pour imposer la leur dès le coup d'Etat de 1961. En fait le coup d'Etat permet à l'hégémonie militaire de devenir l'hégémonie politique dominante.

Une des principales caractéristiques de l'hégémonie militaire est qu'elle se base sur la prédominance, imposée de

force, de ses idées et non pas sur quelques formes de postulats ou de normes sociales que les citoyens pourraient considérer comme "bonnes" et "normales" ou comme un ordre naturel de la tradition socio-politique coréenne. La "vision du monde" des militaires doit être imposée de façon autoritaire par la répression et le contrôle de la société et la présence de la Corée du nord légitime cette répression;

"Because theses states [Corée du sud, Taiwan, Hong Kong] have been artificially created or maintained against revolution - with regimes based heavily upon the support of refugees from socialism - there is a real reservoir of hothouse anti-communism which can be mobilized relatively effectively in support of repression."³⁷

Aussi comme le fait remarquer Ellen Kay Trimberger dans son analyse sur "les révolutions d'en haut" sur le Japon, la Turquie, l'Égypte et le Pérou, la réussite économique du Japon (et l'échec des autres cas) porte avant tout sur le fait que ce pays réussit à mobiliser les masses populaires dans l'effort national du développement économique. Les militaires vont faire participer la nation dans toutes sortes de programmes qui rappelleront les mobilisations populaires de Kim Il Sung en Corée du nord. Nous y reviendrons.

Aussi les circonstances du coup d'Etat et les intérêts des militaires favorisent la réussite d'objectifs étatiques au niveau économique. Nous avons vu que dans les pays latino-américains, les militaires ne pourront jamais atteindre le niveau de développement économique comme en Corée. Toutefois ce pays peut être comparé au Japon comme le démontre Trimberger sur le plan

économique. En fait les caractéristiques du coup d'Etat des militaires sud-coréens rappellent celles de la révolution de Meiji. Aussi le cas de la Corée peut être effectivement comparé au cas japonais de "révolution par en haut" puisque les conditions, telles que prescrites par Trimberger, concordent, sauf que dans le cas de la Corée du sud on ne peut pas parler de révolution puisqu'il n'y a pas de destruction de l'ancienne classe dominante; en 1961 les yangban ont depuis longtemps disparu. Si on revoit les 4 caractéristiques d'une révolution par en haut on reconnaît plusieurs ressemblances avec le cas coréen dont le fait qu'au Japon et en Corée, la Révolution de Meiji et le coup d'Etat imposent une coupure drastique avec l'idéologie dominante.

En premier lieu une révolution d'en haut demande que les individus derrières la prise du pouvoir amorcent des changements politiques, économiques et sociaux. Ces individus sont habituellement des militaires et des hauts bureaucrates.⁴⁰ Dans le cas de la Corée les militaires sont derrières le coup d'Etat et les réformes qui s'en suivent. Même si les bureaucrates ne participent pas directement à la prise du pouvoir comme telle, ils seront des participants de premier plan aux réformes entreprises par les militaires. En effet, le gouvernement militaire laissera une place importante aux civils et à la bureaucratie dans l'élaboration des nouvelles structures et politiques économiques entreprises par la Junte ou sous le gouvernement de l'ex-général Park.

Deuxièmement, dans une révolution d'en haut, il n'y a pas ou peu de participation des masses même si la prise du pouvoir peut se faire à la suite ou pendant des soulèvements populaires. Toutefois, note Trimberger, les belligérents entreprennent leurs actions indépendamment, ou même en opposition à ces soulèvements populaires.⁴¹ Encore ici on assiste aux manifestations étudiantes qui précipitent la chute de Syngman Rhee et qui se poursuivent durant l'éphémère deuxième République. Aussi les demandes des étudiants concernant la réunification ou du moins l'ouverture de pourparlers avec la Corée du nord seront rejetés par la Junte militaire et successivement par les nouveaux dirigeants de la troisième République.

Troisièmement, la prise du pouvoir et les changements apportés par les nouveaux dirigeants rencontrent habituellement peu de violence, d'émigration ou de contre-révolution.⁴² La Corée est relativement stable après le coup d'Etat et des forces oppositionnelles ne tenteront pas de contre-révolution.

Quatrièmement, les changements initiés à la suite de la révolution ne sont pas fait dans le cadre d'une idéologie radicale mais plutôt de façon pragmatique et graduelle. De plus ces changements sont apportés grâce à l'utilisation de l'appareil bureaucratique à des fins spécifiques et radicales.⁴³ En Corée la caractéristique majeure de la Junte et du régime Park est leur approche pragmatique au développement économique. Malgré une Corée du nord et son idéologie communiste omniprésente, le gouvernement de la Corée n'entreprend pas un développement

économique basé sur une idéologie de droite spécifique. Plutôt les dirigeants vont favoriser une intervention étatique poussée dans l'économie pour assurer une croissance économique rapide. De plus le dirigisme dont fait preuve l'Etat ne laisse pas de place à une idéologie néo-libérale telle que les politiques d'austérités que les Etats-Unis promouvaient sous le régime de Rhee.

Le quatrième point démontre toute l'importance de l'hégémonie politique des militaires qui peut être définie comme une approche idéologique de droite, moderne, pragmatique et autoritaire, aux problèmes tant socio-économiques et politiques que militaires et basée sur des principes et valeurs militaires de hiérarchie et de respect (incluant la "rigidité", "droiture" et le mépris des valeurs démocratiques). Au niveau plus spécifique du développement économique, l'hégémonie militaire s'inspire beaucoup de la période Meiji et du colonialisme japonais en Corée. Cette influence japonaise se retrouve autant dans la Constitution de 1948 que celle de 1972, dans l'établissement des chaebol, dans les relations Etat/capitalistes, dans les structures de l'Etat et dans le modèle d'accumulation du capital.

Les oeuvres du Général Park, qui deviendra l'homme fort du régime militaire et de la troisième et de la quatrième République, révèlent l'importance de la période Meiji et de ses réformes dans l'hégémonie militaire. Dans son livre The Country, the Revolution and I (1962), il compare la "révolution de mai 1961" [sic] à la Restauration de Meiji, à la Chine de Sun Yat-

Sen, à la Turquie de Kemal Pasha et à l'Egypte de Nasser. Il décrit les causes et le succès de l'industrialisation japonaise en terme de rapports entre l'Etat, les classes sociales et l'idéologie et non pas en terme de politiques. Ces causes sont;

- 1) La base idéologique de la Réforme de Meiji se retrouve dans un "patriotisme nationaliste" [sic];
- 2) La "japonisation" de la pensée étrangère;
- 3) L'élimination de la classe dominante féodale et la "connexion" directe entre l'Empereur et la classe moyenne permettent la création d'une atmosphère propice à la modernisation de la société japonaise;
- 4) La participation directe des "millionnaires" aux réformes politiques et économiques encourage le développement d'un capitalisme national.⁴⁴

Park soutient que cet exemple sera d'une grande utilité pour le succès de la Corée dans sa propre modernisation⁴⁵ et d'ailleurs on retrouvera régulièrement l'influence japonaise dans les écrits de Park et ce malgré 40 ans de colonisation nipponne. L'objectif premier de la "Révolution du 16 mai" est, d'après le Général, la modernisation de la Corée du sud⁴⁶ mais sa vision d'une Corée libérée de son passé colonial et féodal ne pourra pas être implantée sans la présence d'un Etat fortement autonome. L'organisation de l'Etat, par le CSRN, en prévision des élections de 1963, démontrera la volonté des militaires de réussir où les régimes précédents ont échoué. Aussi, l'imposition de la très autoritaire constitution Yushin et l'autoproclamation de Park

comme président à vie au début des années soixante-dix, démontrent la force de cette hégémonie militaire au sein de l'Etat mais aussi sa faiblesse au sein de la société dont sa contestation du régime ne fera qu'augmenter.

L'hégémonie militaire s'implantera durablement dans les appareils étatiques par le fait qu'ils sont souvent dirigés par des ex-militaires mais aussi par le rôle important de l'armée dans le développement économique. L'armée sud-coréenne entreprendra, dans les années 1960 principalement, des programmes d'éducation civique et technique et aussi une participation intensive de ses unités à la construction des infrastructures économiques. En 1980 l'armée aura formé 4 millions de techniciens et professionnels et entre 1962 et 1969 de 5 à 6 millions de militaires et officiers participeront aux grands travaux publics de l'époque. Ces militaires formeront un réservoir important de main-d'oeuvre qualifiée pour les années 1970 et 1980.⁴⁷

Finalement l'hégémonie politique ne pourra s'implanter durablement dans la société coréenne et demande donc une forme autoritaire de gouvernement. Dans les années 1970, avec la montée d'une opposition dépassant les bornes de la contestation étudiante, le gouvernement de Park impose la loi martiale. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, il imposera une nouvelle constitution dans laquelle il fait inscrire une clause concernant la volonté de l'Etat de poursuivre un développement axé sur la croissance rapide de l'économie. L'hégémonie militaire

peut se maintenir que par la force et une augmentation constante de la répression. Ce n'est que dans les années 1980 que les Coréens verront un relâchement et un retrait de l'Etat dans le développement économique. Alors la classe capitaliste aura fait sienne le modèle d'accumulation imposé dans les années 1960-70 par l'Etat. Nous y reviendrons en temps et lieu.

3- Hégémonie militaire et les chaebol

Nous avons expliqué que les structures étatiques, les relations Etat/classe capitaliste ont été mises en place par l'Etat sud-coréen. L'hégémonie militaire permettra la réussite de la croissance économique. Celle-ci est importante pour les militaires. Les intérêts spécifiques de ces derniers impliquent des liens directs avec la croissance économique. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, l'intervention militaire se fait dans l'optique de résoudre une crise politique et économique qui pourrait affecter la nation et le statut des militaires sud-coréens et pour eux il devient évident qu'il faut faire en sorte que l'économie se développe rapidement pour fournir une base matérielle et industrielle à la puissance militaire du pays. Le général Park lui-même déclarait que son objectif à long terme était de rendre la Corée si prospère que des négociations sur la réunification pourraient être conduites dans une position de force.⁴⁰

Ainsi ce n'est pas une simple coïncidence fortuite que l'autonomie relativement forte de l'Etat sud-coréen soit utilisée dans l'optique d'un développement économique rapide du pays. Des circonstances internationales et domestiques forcent l'Etat coréen à entreprendre des réformes majeures sur le plan politique et économique. Ces réformes avaient débuté, dans une faible mesure toutefois, sous le régime de Syngman Rhee mais les conditions de l'époque ne permettaient pas leurs réussites. Nous ne reviendrons pas là-dessus. Aussi que les chaebol soient l'unité économique derrière la croissance fulgurante de l'économie coréenne ne doit d'ailleurs pas surprendre. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, dans les années cinquante les chaebol entreprennent ce qu'on pourrait appeler leur première expansion basée sur une stratégie plus ou moins officielle de l'ISI. Les 10 dirigeants d'entreprises que le général Park convoque en 1961 pour établir de nouvelles relations entre l'Etat et la classe capitaliste sont principalement les leaders des principaux chaebol des années 1950 tels que Samsung, Sambo, Kaepong, Teahan, Lucky, Tongyang, etc...⁴⁷ Le général Park, dès le coup d'Etat, entrevoit la nécessité de coopérer avec le grand capital mais dans l'optique que l'Etat devrait assurer la direction de ces "entreprises géantes";

"One of the essential characteristics of a modern economy is its strong tendency towards centralization. Mammoth enterprise-considered indispensable at the moment to our economy - plays not only a decisive role in the economic development and elavation of living standards but further brings about changes in the structure of society and the

economy. Persons with tremendous wealth and an army of employees do not merely engage in business but wield great power and influence over other people. [...] Therefore the key problems facing a free economic policy are coordination and supervisory guidance by the state of mammoth economic strength."»

Et effectivement, le développement des chaebol correspondra particulièrement aux étapes du développement économique de la Corée du sud. C'est-à-dire que les chaebol vont se diversifier et croître en suivant les priorités économiques de l'Etat. Pour la majorité des chaebol leurs activités économiques passeront de la production de biens légers, à l'industrie lourde et chimique et éventuellement dans les années quatre-vingt à la production de haute-technologie. Cet essor des chaebol suit le développement général instauré par l'Etat.

Aussi, la priorité à l'exportation instituée par l'Etat fera en sorte que les chaebol vont croître plus avec les exportations que par la fourniture du marché domestique dans lequel la consommation est rigoureusement contrôlée. L'exportation deviendra rapidement l'idée fixe de l'Etat sud-coréen et plus spécialement du président Park. Même si dès 1961 la Junte désire augmenter les exportations du pays, cette volonté deviendra une "obsession" vers 1964-65 avec les succès de l'industrie du textile. Celle-ci reçoit des subventions importantes dès 1963 pour contrebalancer l'augmentation des coûts d'importation du coton, une conséquence des différentes dévaluations du taux de change du Won. L'aide gouvernementale sera bénéfique puisque la

Corée conquère les marchés mondiaux en l'espace de quelques années.

D'après Alice Amsden (1989), c'est le succès de l'industrie du textile, qui compte pour près de la moitié des exportations manufacturées en 1968, qui incite Park Chung Hee à faire de l'exportation la base de la croissance économique coréenne. Dans son "Message à la Nation" de janvier 1965, le président Park impose une nouvelle cible à la production industrielle;

"To go with increased production, the government has set as another major target-increased exports.... In a country which depends heavily on imported raw materials for its industries, export is the economic lifeline.... For many years, Korea exported only \$20 million to \$30 million worth of goods a year ... [mostly] tungsten. But in the past few years, the government and people awoke from sleep and strove. Exports began to expand rapidly.... Last year, our exports exceeded the \$120,000,000 mark. Although there is still a gap in the balance of payments, this much is true: that we have acquired the self-confidence that we, too, can successfully compete with others in the international export race."¹

Chaque entreprise, petite ou grande, devra exporter et le crédit sera disponible et basé essentiellement sur les réussites à l'exportation. En retour les entreprises coréennes pourront écouler leurs biens sur le marché domestique à un prix surélevé, souvent dans une position de monopole ou de duopole. Aussi les entreprises coréennes seront protégées contre la concurrence extérieure par toutes sortes de barrières protectionnistes.²

Pour les années 1960 il est difficile d'évaluer l'impact des politiques économiques de l'Etat sur la concentration du capital.

Peu de statistiques existent, avant 1970, à cet effet et les relations entre l'Etat et les chaebol restent imprécises. Il semble que l'Etat est encore à l'étape de s'assurer de la solidité et de la loyauté des chaebol envers les politiques économiques de l'Etat comme le démontre la liste des 10 plus importants chaebol en 1965 et en 1975. Seulement 3 se classent parmi les 10 premiers en 1975.⁹³ Toutefois on peut conclure que l'hégémonie militaire et les circonstances historiques ont permis la concentration du capital et l'essor des chaebol en Corée du sud. La puissance des chaebol ne tire pas son origine dans les lois "naturelles" du marché mais plutôt de la volonté des militaires de baser la croissance économique sur des entreprises capables de compétitionner, autant sur le marché des exportations que sur le marché domestique. Nous verrons, plus en détails, dans le prochain chapitre, les relations Etats/chaebol et comment l'autonomie de l'Etat favorise essentiellement la grande entreprise.

CONCLUSION

Les militaires ne tardent pas à instaurer de nouvelles structures et politiques économiques. Ils ne le font pas par hasard. Les militaires ont en tête les échecs de Syngman Rhee en matière de développement économique et l'instabilité sociale et militaire qui s'en suit. Ils vont agir rapidement. Ils sauront s'assurer par la force de la coopération des chaebol et leur

imposent une dirigisme étatique qui deviendra omniprésent pour les 25 prochaines années. L'hégémonie militaire prendra racine dans les appareils étatiques et dans la classe capitaliste, surtout avec les premiers succès économiques du pays. On peut déjà entrevoir que les chaebol deviendront l'élément central du développement économique et les événements des années 1970 le démontreront clairement. Il devient aussi évident qu'il se forme des intérêts compatibles entre l'Etat et les chaebol. Ceux-ci pourront accroître rapidement leur pouvoir économique et en retour l'Etat verra ses objectifs économiques atteints rapidement et efficacement. De plus comme nous le verrons ci-dessous, les gestionnaires de l'Etat et les chaebol auront des visions similaires au niveau du syndicalisme (les deux sont contre), la nécessité d'augmenter les exportations, le développement d'une industrie lourde et chimique (pas immédiatement toutefois) etc.. Cependant l'intensification du développement économique ne se fera pas sans contestation sociale et nous verrons maintenant que l'opposition grandissante de la population envers une industrialisation intensive de l'économie poussera le gouvernement de Park à accroître son autonomie à l'égard des classes sociales en instaurant un régime autoritaire comparable au régime colonial.

NOTES DE REFERENCE (chapitre troisième)

1. BLOCK, Fred, (1980), p. 233 [notre traduction].
2. Le CSRN doit toutefois se faire durement pousser dans le dos pour établir une date exacte d'échange des pouvoirs. D'un côté le CSRN doit faire face aux pressions des Etats-Unis et de l'ONU qui n'acceptent pas les réformes économiques jugées irréalistes (le 1er plan quinquennal est durement critiqué par les USA) et qui promettent de retirer l'aide civile et militaire si le pouvoir n'est pas remis tôt aux civils. D'un autre côté, le CSRN fait face à un chisme important au sein des militaires sur la possibilité que les militaires participent aux élections. Aussi la crédibilité du CSRN est salie par divers scandales typiques du régime précédent. Le général Park Chung Hee s'affirmera particulièrement en imposant la voie démocratique pour continuer les réformes entreprises par le CSRN. Voir à ce sujet; HAHN, Bae-ho, (1986), pp. 297-98 et 305 (note 9).
3. La "Korean Central Intelligence Agency" est fondée immédiatement après le coup d'Etat avec 3000 agents de la section du contre-espionnage de l'armée. La KCIA deviendra rapidement la plus imposante organisation de l'Etat avec, dès 1964, près de 370,000 employés. Elle sera sous la direction de Kim Jong-pil, le maître penseur derrière le coup d'Etat. Dans JOHNSON, Chalmers, (1987), p. 157.
4. HAHN, Bae-ho, (1986), p. 298.
5. HENDERSON, Gregory, (1968), pp. 186-187.
6. HANH, Sung-joo, (1986), pp. 117-118.
7. ALAM, M. Shahid, (1989), p. 246.
8. HENDERSON, Gregory, (1988), p. 31.
9. JONES, Leroy P. & Il. SAKONG, (1980), p. 281.
10. Ibid., pp. 69-70.
11. Ibid., pp. 281-282.
12. Voir à ce sujet; BAMAT, Thomas, (1977).
13. Il y aura quand même près de 2000 militaires dont 55 généraux qui seront purgés des rangs de l'Armée. Les participants au coup d'Etat se verront offrir rapidement des

promotions dans l'Armée ou des retraites anticipées comme députés, ministres, officiers de la KCIA, bureaucrates et dirigeants d'entreprises. HENDERSON, G., (1968), pp. 356-358.

14. MICHELL, Tony, (1988), pp. 60-61.
15. IRWAN, Alexander, (1987), p. 397.
16. MICHELL, Tony, (1988), p. 61.
17. Ibid., p. 64.
18. PARK, Moon Kyu, (1987), pp. 905-906.
19. Ibid., pp. 906-908.
20. Dans les années 1970, grâce à l'informatique, les données journalières sur les exportations seront disponibles au MCI avec seulement 24 heures de retard! Voir à ce sujet; RHEE, Y W., ROSS-LARSON, B. & PURSELL, G., (1984), p. 22.
21. JONES, Leroy & Il SAKONG, (1980), p. 63.
22. Au niveau du secteur professionnel d'autres associations et organisations seront instituées ou prises sous le contrôle de l'Etat. Elles concernent les enseignants, avocats, médecins, artistes, journalistes, éditeurs etc... et seront manipulées, plus ou moins, selon les priorités de l'Etat. Mais en général il n'existe pas de coopération avec l'Etat à niveau tel que pour les chaebol. Il se développe un "cycle de répression" dans lequel les professionnels s'organiseront dans des associations parallèles et non-officielles habituellement réprimées par l'Etat et ce dernier en retour intensifiera son intervention dans les associations officielles. Voir à ce sujet; PARK, Moon Kyu, (1987), pp. 908-910 et 917.
23. THE ECONOMIST (London, 8 juin 1991), p. 76. Le contrôle des banques par l'Etat favorise avant tout les chaebol puisque le gouvernement institue des taux préférentiels et un meilleur accès au crédit aux entreprises les plus en mesure d'exporter. Aussi, étant donné que la disponibilité des crédits est reliée aux exportations, les entreprises coréennes ne peuvent se permettre le risque de voir leurs exportations stagnées et entreprennent donc une expansion horizontale et verticale. Les chaebol seront les seuls en mesure de rester concurrentiels en diversifiant leurs activités. "The bigger, the better" deviendra la devise des chaebol. Voir à ce sujet; JONG, K. H., (1989), p. 20 et VON GLINOW, M. A. & CHUNG, B. J., (1989), p. 34. En 1972 Park Chung Hee associera une banque à chacun des plus importants chaebol pour faciliter la disponibilité du crédit.

24. CUMINGS, Bruce, (1987), p. 74 et dans MICHELL, Tony, (1988), p. 96. Les raisons politiques derrières la faillite de Yulsan et Jesse ne seront probablement jamais toutes connues. Entre autres le rôle joué par les présidents des plus gros chaebol comme Samsung, Daewoo et Hyundai. Ces derniers toléraient mal l'arrivée en force de jeunes entrepreneurs qui présentaient une image libérale surtout concernant les droits syndicaux des ouvriers.
25. PARK, Chung Hee, (1962), p. 214.
26. Cité dans; JONES, L. & Il SAKONG, (1980), p. 44.
27. Ibid., p. 45.
28. MIEDAL, (1988), p. 15.
29. KWACK, Sung Yeung, (1990), p. 71.
30. JOHNSON, Chalmers, (1987), p. 140.
31. Ibid., p. 141.
32. IRWAN, Alexander, (1987), p. 397.
33. STOEVEY, W.A., (1986), pp. 226-231.
34. Ibid., p. 228.
35. IRWAN, A., (1987). pp. 390-391.
36. Ibid., pp. 393-394.
37. RUESCHEMEYER, D. & Peter B. EVANS, (1985), pp. 60-61.
38. HENDERSON, G., (1968), p. 334.
39. HALLIDAY, Jon, (1980), p. 7. Comme nous l'avons vu, le CSRN avait pris le temps de placer "ses hommes" dans tout les postes clefs de l'Etat, de la bureaucratie, et du PRD; réprimé les partis et politiciens, écrit une nouvelle constitution etc... On ne revient pas la-dessus mais il faut noter que cela facilite aussi l'établissement d'un régime autoritaire au service de l'hégémonie militaire.
40. TRIMBERGER, Ellen Kay, p. 3.
41. Ibidem.
42. Ibidem.
43. Ibidem.

44. PARK, Chung Hee, (1962b), p. 120.
45. Ibidem.
46. PARK, Chung Hee, (1962a), p. 119.
47. CHANG, Do Young, (1986-87), p. 60.
48. RO, Kang H. (1989), pp. 315-16.
49. JUNG, Ku Hyun, (1989), pp. 14-15. Il intéressant de noter que plusieurs de ces chaebol n'existeront plus dans les années 1970. Ils seront tous fusionnés ou rachetés avec d'autres. Ce n'est qu'en 1975 environ que les chaebol seront durablement établis. Peu verrons le jour après 1970 sauf pour quelques remarquables exceptions sur lesquelles nous reviendrons dans le chapitre 4. L'Etat coréen jouera un rôle important dans cette sélection des plus forts chaebol.
50. PARK, Chung Hee, (1962a), pp. 217-218.
51. AMSDEN, Alice, (1990), pp. 68-69.
52. Les importations seront toujours étroitement surveillées par l'Etat. Des tarifs élevés seront imposés sur toutes les importations qui ne sont pas reliées à la production industrielle exportable. Dans plusieurs cas des biens importés seront carrément interdits d'importation jusqu'à se que les industries coréennes soient en mesure de les produire et éventuellement de les exporter (automobiles, réfrigérateurs, TV, etc...); voir à ce sujet; WESTPHAL, L.E., (1978), p. 367. Aussi l'exemple du four à micro-ondes, interdit par l'Etat puis produit par Samsung à un coût moins élevé que les Américains et les Japonais. La production passait de 12 unités/semaine en 1979 à 80,000/semaine en 1989. "The Globe and Mail Magazine", oct. 1989, pp. 108-109. Finalement les IDE sont strictement contrôlés comme nous l'avons déjà vu et quand ils seront permis, les Coréens s'assureront un certain contrôle dans la gestion de la compagnie étrangère et d'avoir accès à la technologie utilisée.
53. Seulement Samsung, Lucky et Ssangyong reste parmi les 10 premiers en 1975. Les autres auront complètement disparu sauf pour Hwashin, 10ème en 1965 et 45ème en 1975! D'après JUNG (1989), avant 1965, le régime de Park n'est pas encore fermement établi et ce n'est qu'à la fin des années soixante que le régime est en mesure de contrôler et d'identifier les chaebol les plus solides pour poursuivre les politiques économiques de l'Etat (pp. 16-17).

CHAPITRE 4 AUTORITARISME ET CONCENTRATION DU CAPITAL

INTRODUCTION

Nous avons vu dans le chapitre précédent que l'Etat instaure de nouvelles structures et politiques étatiques à caractère économique sous l'égide d'une hégémonie politique des militaires et dont les chaebol forment, au niveau de la structure économique, la composante principale et privilégiée. Dans les prochaines pages nous analyserons, plus empiriquement cette fois-ci, le processus politique de l'autonomie relative de l'Etat à l'égard des classes sociales et des limites structurelles du système-monde, un processus qui permettra à la Corée du sud de passer d'un PVD à un pays nouvellement industrialisé. En d'autres mots on aborde ici les actions directes de l'Etat dans l'économie. Dans le chapitre précédent nous avons vu que cet Etat possède les capacités politiques et organisationnelles pour entreprendre des changements drastiques à l'économie, nous avons vu aussi que l'hégémonie militaire permettra la réussite de ces actions étatiques. Ci-dessous nous verrons comment se font ces changements et comment l'Etat augmente son autonomie envers les classes sociales avec l'apparition de nouvelles contraintes internationales. Sa forte autonomie instrumentale permettra à l'Etat d'éviter les "pièges" de l'économie mondiale et des questions militaires internationales. Nous verrons finalement que les intérêts des chaebol et des gestionnaires de l'Etat concordent particulièrement bien dans les années 1970, la période

sur laquelle nous concentrons nos efforts, pendant que la répression sociale et politique se fait plus dure que jamais. En fait nous verrons ici les raisons pourquoi l'autonomie de l'Etat atteint son apogée pendant les années 1970.

Notre approche basée sur la lutte des classes et les exigences économiques et militaires internationales nous rappellent que l'analyse de l'autonomie relative de l'Etat doit prendre compte de ces variables. A cet effet nous allons présenter la situation sociale en Corée du sud et les exigences internationales auxquelles les gestionnaires de l'Etat doivent faire face pour satisfaire leurs intérêts à long terme et leurs liens avec l'autonomie relativement élevée de l'Etat des années 1970. Nous verrons finalement le processus politique et économique qui fait de l'économie coréenne la plus concentrée du monde.

A- REACTION AUTORITAIRE DE L'ETAT AUX PROBLEMES SOCIO-ECONOMIQUES ET MILITAIRES DE LA COREE

1- Contestations sociales du régime

Les premières manifestations contre le nouveau régime de la troisième République ne tardent pas à se faire entendre. Elles seront parmi les événements qui entraîneront l'instauration d'un régime autoritaire en 1972 par Park Chung Hee. Toutefois le discours radical (démocratie, réunification et fin des privilèges

des chaebol) de l'opposition étudiante des années 1950 et 1960 sera détourné par une opposition partisane qui offrira dans son programme électoral une solution économique essentiellement libérale à l'autoritarisme montant de Park Chung Hee. Sous le régime de ce dernier, comme sous les régimes de Syngman Rhee et de John Chang, les étudiants ne critiquent pas seulement les bases économiques corumpues (lire ici les liens entre les chaebol et l'Etat) du régime mais aussi l'irrespect des principes démocratiques par le gouvernement, la division idéologique de la Corée et la répression violente des masses. Malgré les affronts à la constitution perpétrés par Park depuis 1963, l'opposition partisane propose pour sa part, comme outil pour mettre fin à l'autoritarisme étatique, un retrait du gouvernement et la libéralisation de l'économie. Cette opposition conservera les principes de croissance économique rapide instaurés par les militaires mais dans une version libérale. Nous y reviendrons. Entretemps les étudiants, relativement calme depuis le coup d'Etat, sautent dans les rues en 1964 pour contester l'effort du président Park de renouer les liens diplomatiques et économiques avec le Japon. La normalisation des relations avec le Japon était une priorité stragégique et militaire tant pour Seoul que pour Washington.

Toutefois la signature de ce traité historique ne se fait pas sans contestations sociales et politiques. Des manifestations monstres auront lieu entre mai 1964 et septembre 1965, près de 3 millions de participants, en majorité des étudiants mais aussi

des professeurs, travailleurs et vieux nationalistes. Ils sont en principe contre la normalisation des relations avec le Japon mais comme le fait part leurs déclarations, ces manifestations se placent plutôt dans un cadre contestataire plus large qui inclut le régime et la situation politique et socio-économique de la Corée du sud. L'impérialisme japonais est encore présent dans la mémoire des plus vieilles générations mais aussi chez les plus jeunes qui ont été éduqués dans la haine de ces anciens envahisseurs (après la signature du traité, les références haineuses envers le Japon disparaissent des livres des écoliers...). Les étudiants craignent une nouvelle domination économique du grand capital japonais sur la Corée et par sa puissance financière, sa domination des affaires politiques du pays. Aussi le gouvernement Park est marqué par 4 grands scandales financiers impliquant les chaebol ce qui attisent la méfiance des étudiants, pas seulement envers le Traité mais aussi envers le gouvernement. Typique à leur conception de la politique, ils déclarent en mars 1964 lors d'une manifestation contre les négociations sur le Traité nippon-coréen;

"Present rulers, you give a clear account of numerous irregularities and corruptions committed, and apologize before the nation! ... Begin the severe punishment and confiscation of country-selling monopoly capitalists to cope with the people's disastrous destitution."¹

Visiblement les manifestations autour du Traité rentrent dans l'optique plus large d'une contestation de la nature de plus en plus autoritaire du régime. Dans cette optique les effets, très

inflationnistes, des politiques de croissance économique rapide basées sur les chaebol n'apaiseront pas les contestations sociales et politiques. Malgré des taux de croissance élevés, les revenus des paysans et de la population urbaine n'augmentent que très peu encore. Ce n'est que vers la fin des années soixante que les bénéfices de la croissance économique se feront sentir.

Les manifestations se poursuivent en 1969-1971. Le président Park impose en 1969 un amendement à la constitution coréenne qui limitait à deux termes sa réélection pour lui permettre de se représenter au scrutin de 1971 à la présidence de la République.

De plus Park centralise le pouvoir à la Maison-Bleue et les institutions démocratiques s'atrophient vis-à-vis l'importance que prend l'exécutif. L'opposition, par l'entreprise du Nouveau Parti Démocratique (NPD), viendra à faire le lien entre les programmes d'exportations du gouvernement de Park et l'essor d'un nouvel autoritarisme. Aux élections de 1971 le NPD avec son leader Kim Dae-jung reconnaissent la nécessité de la croissance économique mais liée toutefois à une redistribution sociale. Kim s'oppose directement à Park qui croit plutôt à une redistribution ultérieure et dépendante des résultats de la croissance économique.² Toutefois on ne peut considérer l'opposition parlementaire comme radicale puisqu'elle offre des solutions économiques libérales à l'autoritarisme sud-coréen. Il devient apparent qu'il n'existe plus d'oppositions radicales (sauf pour les étudiants), au sein des institutions législatives, au système autoritaire que met en place le président Park Chung Hee. On

semble croire que des changements de politiques économiques et fiscales empêcheront un dérapage complet du régime de Park vers l'autoritarisme. L'opposition ne conçoit pas toutes les implications qu'a eu l'imposition de l'hégémonie militaire dans la société coréenne et il n'est pas évident qu'un changement de personnel au niveau de l'exécutif pourrait entraîner des changements drastiques dans le modèle économique et politique de la Corée. La victoire de Park Chung Hee sur Kim à l'élection de 1971 sera due selon un observateur au fait que Kim n'aura pas su critiquer les affronts de Park à la constitution. A cet effet il est intéressant de voir le support que la population coréenne donne à Park sur la question du Vietnam. En 1964, l'Etat décide d'envoyer des troupes dans ce pays pour soutenir la lutte anti-communiste des Etats-Unis. Sur cet enjeu l'opposition sera essentiellement partisane. C'est-à-dire que l'opposition se dit en accord sur les principes moraux et idéologiques de l'interventionnisme sud-coréen au Vietnam; l'opposition comme le gouvernement considèrent le Vietnam comme faisant partie des plans d'expansion globale du communisme et que celui-ci devait être combattu. Aussi la majorité des Coréens accepte l'intervention américaine en Indochine.³ Le danger "communiste" fait en sorte que dans la population on accepte la direction autoritaire de Park, sans compter qu'à la fin des années 1960 les bénéfices de la croissance économique se font de plus en plus sentir avec l'augmentation du niveau de vie.

Aux élections présidentielles de 1971, Park Chung Hee sera surpris par la forte popularité de Kim Dae Jung auquel il retirera la victoire par une très faible marge et malgré des irrégularités électorales très visibles de la part de ses partisans. Les manifestations reprendront alors sur les campus jusqu'à l'imposition de la loi martiale en 1972 qui marque le début de la période noire de la Corée du sud. Entre 1972 et 1975, la dureté de la répression sera comparable à celle de la période coloniale.⁴

L'Etat répondra aux troubles sociaux par l'augmentation de la répression de l'opposition et le renforcement de l'exécutif au détriment de l'Assemblée nationale. Toutefois l'augmentation de l'autonomie relative de l'Etat dans les années 1970 n'est pas seulement la conséquence des luttes sociales mais aussi la conséquence des limites structurelles de l'Etat dans le système économique mondial et la sécurité militaire du pays. Nous passons maintenant à ces éléments.

2- Crise économique et militaire

Dans un premier temps, de nouvelles tendances se pointent à l'horizon économique mondial. Les barrières protectionnistes commencent à s'élever dans les pays industrialisés, surtout les Etats-Unis, le principal marché pour les exportations coréennes et ces barrières concernent principalement des produits légers comme le textile, les chaussures, le cuir etc... soit la majorité

des exportations coréennes. C'est en 1971 que les USA imposent les premiers tarifs sur le textile coréen.⁵ Aussi, la compétition internationale dans les secteurs des exportations traditionnelles de la Corée augmente considérablement avec des pays comme Hong Kong, Singapore, le Pakistan qui se lancent dans la production de biens légers. Finalement la crise du pétrole de 1973 viendra augmenter les coûts de production des entreprises coréennes.⁶ En 1970, les chaebol sont tous déjà énormément endettés et sur le bord de la faillite et leurs dirigeants réclament des taux d'intérêt et des taxes sur le revenu moins élevés et une coordination plus efficace de l'économie par le gouvernement.⁷

Aussi, la situation internationale militaro-stratégique en Asie fait craindre pour la sécurité de l'Etat coréen. Le retrait des Etats-Unis du Vietnam et la Doctrine Nixon, laquelle signifie le retrait des militaires américains de l'Asie dont 20,000 soldats basés en Corée du sud, s'imposent graduellement dans la politique étrangère américaine et fait croire que la sécurité de la Corée du sud ne serait plus assurée. Aussi la Corée du nord intensifie depuis la fin des années 1960 la propagande et les pressions militaires (modernisation intense de ses forces militaires, organisation de guérilla -100,000 hommes approximativement-, soi-disante construction de tunnels à la frontière conjointe des 2 pays etc...). Finalement le rapprochement sino-américain avec la visite de Nixon en Chine en février 1972 et le rapprochement sino-japonais qui s'en suit,

signifient des changements importants sur la scène asiatique qui troublent l'Etat sud-coréen.⁹

B- L'INSTAURATION D'UN REGIME AUTORITAIRE

Les troubles sociaux et l'opposition contre le régime de Park ne constituent pas vraiment un danger (militaire ou économique) pour la Corée du sud même s'ils représentent un danger pour le pouvoir personnel du président (dans le cadre d'un système démocratique). Mais associés à l'intensification des incidents avec la Corée du nord et la situation économique particulière, ils serviront de prétexte à Park pour imposer dans un premier temps l'état d'urgence en décembre 1971 puis la loi martiale en octobre 1972. Il impose une nouvelle constitution pour ce qui sera la quatrième République. Cette constitution autoritaire (nommée "Yushin", c'est-à-dire "Revitalisation") permettra une nouvelle croissance économique et l'expansion prodigieuse des chaebol mais aussi une répression violente de l'opposition politique.⁹ Dans cette constitution les pouvoirs législatifs et judiciaires deviennent purement symboliques vis-à-vis un exécutif exceptionnellement fort. Un collège électoral (nommé "Conférence Nationale pour la Réunification") est créé et assure passivement la réélection de Park à la Présidence de la République. Elle donne aussi le droit au président sud-coréen de décréter l'état d'urgence comme bon lui semble. Il utilisera ce pouvoir régulièrement pour interdire les manifestations,

oppositions ou toutes formes de critique du régime, fermer les universités, limiter les activités politiques, interdire les grèves etc...¹⁰ L'état d'urgence instauré en 1972 restera en vigueur jusqu'en 1981, presque deux ans après la mort de Park Chung Hee.

L'imposition de la constitution Yushin permettra à l'Etat d'intensifier son rôle interventionniste et dirigiste dans l'économie. En fait, Park institutionnalise la croissance économique dans la constitution Yushin!¹¹ Mais aussi l'imposition de cette constitution très autoritaire cherche, comme le fait remarquer lui-même Park, à répondre à la crise internationale qui secoue l'économie mondiale et sud-coréenne et le système stratégique des relations militaires, plus particulièrement en Asie.¹² Dans cette optique la répression des masses et l'autoritarisme étatique qu'inaugure la constitution Yushin ne forment que la réponse de l'Etat aux limites structurelles du système économique et du système militaire mondial. En se donnant une autonomie relativement forte sur les classes sociales, incluant la classe capitaliste, l'Etat réussit à se donner une autonomie plus large au niveau des limites structurelles du système-monde dans lequel l'Etat sud-coréen se meut. Un exemple est la répression des syndicats et le contrôle des ouvriers (souvent avec l'aide de la police et de la KCIA qui sont très actifs à ce chapitre) qui laisse la voie libre à une exploitation ouvrière sauvage de la part des chaebol. Les bas salaires, les longues semaines de travail (53.3 heures/semaine, la Corée est

tête sur ce point parmi les pays industrialisés et semi-industrialisés), le travail des enfants, etc... forment un des éléments derrière la puissance des chaebol sur le marché mondial.¹³ Nous verrons que sur ce point les intérêts des chaebol et des gestionnaires de l'Etat concordent particulièrement bien. Toutefois l'influence du grand capital dans la formulation des politiques économiques de l'Etat reste vague et imprécis mais on sait qu'en 1969 les chaebol demandent une plus grande intervention de l'Etat dans l'économie pour résoudre leurs problèmes financiers. Nous y reviendrons. En fait la répression des mouvements ouvriers favorise directement la compétitivité des chaebol sur le marché mondial. En fait l'Etat sud-coréen suit presque à la lettre le modèle théorique de Fred Block dans lequel l'auteur explique que les gestionnaires de l'Etat augmenteront leur autonomie à l'égard des classes sociales dans des périodes d'instabilité politique, militaire ou socio-économique pour renforcer leur position et celle du pays dans le monde et poursuivre leurs propres intérêts.¹⁴ Mais des limites existent à l'autonomie, même celle relativement forte de l'Etat sud-coréen et c'est avant tout la production d'un surplus par la classe capitaliste. Nous verrons ci-dessous que l'Etat coréen favorisera les chaebol à cet effet mais aussi que les exigences pour la production d'un surplus oblige l'Etat à favoriser la concentration du capital. L'autonomie de l'Etat peut être forte à l'égard des classes sociales mais il demeure que les exigences des structures économiques mondiales sont toujours présentes même

si elles sont atténuées par l'autonomie instrumentale de l'Etat à l'égard de sa population.¹⁰

Voyons maintenant en quoi consiste cette autonomie, très forte, de l'Etat sur les masses et plus particulièrement les ouvriers.

Avec l'instauration de la constitution Yushin, le président Park entreprendra ce qu'on peut nommer la "militarisation" de la société, en incluant le système de production. Gregory Henderson (1987) fait la liste des principaux mouvements d'indoctrination instaurés par le président Park et son successeur le président Chun dans les années 1980. Le plus important reste le "Mouvement Seamaul" (Nouveau Village) qui aura comme objectif le développement de l'économie rurale et associé au "Mouvement Seamaum" (Nouvelle Esprit) l'Etat coréen aura des contacts directs et autoritaires avec la population rurale. Ces programmes mettront l'emphasis autant sur la coopération et l'entraide communautaire que sur la loyauté au leadership local et surtout national. D'après Henderson ces programmes rappellent les efforts nord-coréens pour le contrôle des populations rurales. D'ailleurs, comme en Corée du nord, ces mouvements remplaceront le pouvoir local traditionnel.¹¹ Sous Park, les paliers provinciaux et locaux de gouvernement seront abolis.

D'autres programmes seront institués; ils verront à endoctriner autant les membres du parti au pouvoir, que les étudiants (le programme "Hwarang": fidélité et fierté au pouvoir militaire), les militaires ("Programme Spirituel des Forces

Armées": anti-communisme, loyauté. Le service militaire obligatoire fait en sorte que tous les jeunes hommes y sont contraints) et les fonctionnaires. Ces derniers reçoivent une formation intense sur la culture et l'histoire coréenne.¹⁷

L'intérêt sur le rôle de la culture et de l'histoire dans le contrôle des masses est fort dans l'Etat et toutes les organisations de propagande et d'endoctrination seront coordonnées directement des ministères, comme le ministère de l'Education, ministère de l'Intérieur ou par le ministère pour la Réunification. Dans les années 1980, les programmes d'endoctrination seront implantés dans les usines et les entreprises sous l'ordre du président Chun pour promouvoir encore une fois la loyauté à la nation, l'anti-communisme etc... Il compléteront d'autres programmes instaurés directement par les chaebol dont celui de Samsung. "L'entraînement spirituel" du chaebol Samsung implique autant des exercices matinaux sur les terrains des entreprises comme des retraites "spirituelles" dans lesquelles est enseigné le code japonais du samourai, le bushido, c'est-à-dire la loyauté à son maître.¹⁸

Toutefois les mouvements de propagande ne forment qu'un élément de cette "militarisation" de la société et de l'autoritarisme de l'Etat sud-coréen. Ce qui nous intéresse plus particulièrement c'est le contrôle des travailleurs et des salaires par l'Etat.

La nouvelle constitution Yushin (Article 29.3) interdit les grèves dans à peu près tous les secteurs de l'économie et du

gouvernement et dans les entreprises qui sont importantes pour l'économie nationale.¹⁷ Les syndicats sont ramenés sous tutelle gouvernementale et en 1973 un amendement à la législation du travail fait en sorte que les négociations syndicales devront auparavant être admises comme légales! L'Etat s'assure de la docilité des travailleurs. Les gains acquis depuis 1963 par ces derniers leur sont tous retirés par l'Etat.

Il est à peu près impossible de dissocier l'anti-syndicalisme étatique de la lutte contre les soi-disantes forces communistes en Corée du sud. Comme le fait remarquer Ogle (1990), toutes actions collectives des travailleurs étaient perçues par l'Etat comme faisant partie d'un complot communiste et à cet égard on utilisait pleinement la police et la KCIA pour surveiller et réprimer (et bien sûr légitimer) toutes tentatives d'unions et de grèves de la part des ouvriers. L'auteur fait part d'une de ses expériences avec la KCIA. Il est arrêté après avoir pris la parole en publique pour soutenir 8 dirigeants syndicaux arrêtés, soupçonnés d'être des agents communistes et condamnés à mort. Après 17 heures d'interrogation pour lui faire admettre qu'il était un communiste, il a droit à ce petit discours de la part d'un officier des services secrets coréens à propos de ces 8 "communistes";

"These men are our enemies, [...]. We have got to kill them. This is war. [...] If we don't kill them, they will kill us. We will kill them!

"If our government does not kill these men, I will go to the national cemetery and confess

before the grave of every dead soldier that our country has been sold to the communists. I will go to the United States and visit the graves of Americans killed in Korea and I will confess how they have shed their lives in vain. We've got to kill them! We will kill them!".²⁰

Dans les années 1980, même après les élections démocratiques de 1987, le lien entre syndicalisme et communisme persiste dans la pensée des dirigeants et au sein des chaebol. Même que la répression anti-syndicale (ou anti-communiste) augmentera avec le successeur de Park, le général Chun, qui met l'emphasis sur la lutte contre les salaires élevés des travailleurs pour combattre la crise économique de 1980-82.

Mais cet anti-syndicalisme n'est pas unique aux gestionnaires de l'Etat. Une des caractéristiques des chaebol est l'anti-syndicalisme dont ils font preuve depuis les années 1950. Les dirigeants fondateurs de Samsung, Hyundai ou Daewoo ont toujours considéré que les syndicats indépendants allaient à l'encontre de la philosophie de gestion des entreprises. Dans les années 1970, les chaebol auront peu de problèmes à ce sujet avec l'état d'urgence en vigueur et la répression du syndicalisme par la police et la KCIA. Parallèlement à cette répression, en 1975 l'Etat cherche à revitaliser la Fédération Coréenne des Syndicats (fondée par les USA en 1947, la FCS est essentiellement un outil de contrôle de l'Etat) en délocalisant des programmes comme l'assurance médicale, coopératives etc... mais en augmentant la répression des syndicats indépendants et des revendications qui n'auraient pas l'assentiment de l'Etat à travers la FCS.²¹ Mais

dans les années 1980, après la mort de Park et le sentiment collectif d'incertitude qui marque cette période, le mouvement ouvrier reprendra de l'ampleur surtout avec le retour à la démocratie en 1987. Les chaebol ne craindront pas alors de faire appelle à des groupes comme la Ligue Anti-Communiste et à des "commandos" pour mater les travailleurs. Lee Byung Chul, le fondateur de Samsung, résumait son anti-syndicalisme à ces mots: "Permettre un syndicat dans votre usine c'est comme ouvrir la porte à un voleur, mais dans le cas d'un syndicat, le voleur est un communiste".²²

Mais pour des raisons complexes les travailleurs verront quand même leur salaire réel augmenter dans les années 1970 de façon très rapide. Amsden fait remarquer que l'index des salaires réels augmente rapidement dans à peu près tout les pays semi-industrialisés mais de façon spectaculaire en Corée. L'index passe d'une base de 100 en 1970 à 238 en 1984. Mais il faut noter que les salaires des travailleurs sud-coréens étaient dans les années 1960 parmi les plus bas du monde.²³ Aussi, les salaires augmentent beaucoup plus rapidement dans les chaebol que dans les autres entreprises. Les chaebol recueillent ainsi les meilleurs travailleurs, ingénieurs et professionnels. Les entreprises fondées par les chaebol dans l'industrie lourde et chimique et dans l'électronique offrent des salaires beaucoup plus élevés que dans les industries traditionnelles comme le textile où les travailleurs sont encore payés, dans les années 1980, des salaires de subsistance.²⁴

C- AUTORITARISME ET EXPANSION DES CHAEBOL

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les militaires, dès le coup d'Etat de 1961, ont comme objectif l'indépendance économique et militaire de la Corée et cette stratégie de développement économique fait partie de cette approche nationaliste au développement économique. La déclaration de Park Chung Hee en 1972 à l'effet que l'"acier = puissance nationale"²⁰ symbolise cette volonté nationale de donner à la Corée du sud toute l'autonomie possible au niveau économique et en conséquence au niveau militaire. D'ailleurs l'industrie militaire coréenne débute son développement dans les années 1970 et en 1983 elle produira 70% des besoins militaires du pays. Dans les années 1980, il existera près de 50 contracteurs militaires en Corée du sud dont les 4 plus importants sont aussi les 4 plus gros chaebol; Samsung, Hyundai, Daewoo et Lucky-Goldstar.²⁴

Ce n'est donc pas un hasard si les années 1970 sont caractérisées par la formulation d'une nouvelle stratégie de développement économique. Celle-ci est orientée vers l'industrie lourde et chimique (ILC) et la production de biens de consommation durables. Pour acquérir une plus forte autonomie militaire et économique, l'Etat coréen cherchera à approfondir la structure industrielle du pays mais tout en contrôlant sévèrement la consommation des Coréens ce qui nécessitera une forte expansion des exportations. Celles-ci, tout comme leurs marchés, seront diversifiées (c'est-à-dire éviter la continuelle

dépendance envers le marché américain) et assureront l'entrée des devises étrangères pour le développement économique, tout particulièrement, des industries à forte intensité capitaliste. Les importations seront aussi rigoureusement contrôlées en s'assurant que la priorité sera donnée aux produits intermédiaires (biens d'équipement) et non pas aux produits de consommations durables ou non-durables. Les IDE seront aussi interdits dans le secteur de la consommation pour laisser le temps aux entreprises coréennes d'être en mesure de produire des biens de consommation de masse. Comme le fait remarquer Hamilton (1986) la Corée n'importe pas dans l'optique restreint et à court terme d'augmenter ses exportations mais dans l'optique beaucoup plus large d'être en mesure d'importer à nouveau, souvent des produits très sophistiqués, nécessaires pour développer en aval et en amont les structures industrielles de la Corée du sud et assurer ainsi une forte autonomie de l'Etat sur le plan militaire.²⁷ Le cas coréen démontre qu'il est à peu près impossible de soutenir que le développement économique du pays dans les années 1970 et 1980 était basé soit sur l'industrialisation par la substitution aux importations ou l'industrialisation par la substitution aux exportations. L'Etat sud-coréen utilisera ces deux stratégies selon ses priorités économiques et militaires et selon son autonomie à l'égard des classes sociales et des structures internationales du système capitalisme et du système militaire.

Mais les limites du marché local ne peuvent pas être dépassées. Il apparaît évident que toutes productions reliées à l'ILC et à la production de biens de consommation durables devaient contenir, pour sa rentabilité, un facteur d'exportation. C'est-à-dire que les Coréens ne pouvaient pas s'imaginer que le marché domestique pourrait absorber toute la production de l'ILC et ainsi l'exportation restait la priorité. Quoi qu'il en soit, l'Etat coréen "violait la rationalité de la DIT" d'après les conseillers américains du Conseil de Planification Economique; une petite économie ne pouvait espérer posséder une ILC sans un surplus de production qui empêcherait sa rentabilité. Les Coréens démontreront le contraire en développant des aciéries, la construction navale (Hyundai deviendra le plus grand constructeur au monde en 1980), des raffineries, une industrie automobile etc...²⁶ et comme avec l'industrie militaire, ces nouvelles industries ne fourniront pas seulement le marché domestique mais aussi les marchés internationaux. Pour simplifier, l'économie croît parce que les exportations augmentent et les exportations augmentent parce que l'économie croît!²⁷

Finalement, le développement économique que le président Park voulait instaurer ne pouvait se faire sans la participation privilégiée des chaebol. Il apparaît improbable, à première vue, que des PME pouvaient être à la base d'une stratégie de développement qui requerrait des investissements monstres, une faible rentabilité à court terme et un fort potentiel pour les exportations. Seuls les chaebol possèdent le savoir-faire, les

infrastructures, les capacités financières, le personnel, et des relations privilégiées avec l'Etat, pour soutenir ce dernier dans sa volonté d'un développement rapide de l'économie. Ainsi avec le développement de l'ILC, le président réitère sa volonté de favoriser la concentration du capital sur la concurrence comme il l'avait fait dans les années 1960.

TABLE 1. Participation des chaebol dans l'industrie lourde et chimique (ILC)

Chaebol	Nombre de <u>filiales</u> 1974/1978		Secteurs de l'ILC
Hyundai	9	31	auto, machinerie, fer & acier, construction navale, aluminium, pétro-chimie, machinerie lourde électrique
Samsung	24	33	construction navale, pétro-chimie, machinerie, systèmes électriques
Daewoo	10	35	machinerie, auto, construction navale
Lucky-Goldstar	17	43	pétro-chimie, huile, électronique
Hyosung	8	24	machinerie, équipements électriques lourds, pièces automobiles, pétro-chimie
Kukje	7	22	fer & acier, machinerie
Sunkyung	8	23	chimie, machinerie
Samhwa	10	30	machinerie, électricité
Ssangyong	17	20	ciment, machinerie lourde, construction navale, équipements électriques lourds
Kumho	15	22	fer & acier, pétro-chimie
Kolon	6	22	équipements électriques lourds et pétro-chimie

Source: Woo, Jung-en, (1991), p. 168.

Aussi, une des priorités de l'Etat est le développement national de l'économie, c'est-à-dire que les Coréens veulent éviter la dépendance du pays sur les FMN et les IDE et l'expérience sud-américaine à ce chapitre. Encore ici les chaebol sont seuls en mesure de participer à des "joint-ventures" ou à des investissements domestiques qui pourraient favoriser la nationalisation de l'économie. En fait, la faible autonomie d'un pays du Tiers-monde tel que la Corée du sud dans les structures de la NDIT, pourra être contournée, tant au niveau des exportations que des FMN et des IDE, en permettant une forte concentration du capital domestique. Comme nous en avons fait la mention plutôt, les limites structurelles du capitalisme imposent à l'Etat le choix des chaebol pour poursuivre l'industrialisation de l'économie.

Dans les années soixante l'aide étrangère permettra toutefois à l'Etat de garder à son strict minimum les IDE et les FMN tout en assurant le développement d'une base industrielle. Mais en 1970, avec l'épuisement de cette source monétaire, l'Etat doit donc se tourner vers les prêts étrangers pour financer son développement puisque l'épargne domestique est insuffisante. Les chaebol seront les premiers à se réjouir de l'arrivée de milliards de dollars en prêts étrangers. L'Etat verra à la distribution des fonds et la priorité ira aux entreprises dans l'ILC, dans l'électronique et dans l'exportation de biens de consommation durables. Seulement les chaebol sont dans ces champs d'activité. Ces groupes deviendront les

entreprises les plus endettées du monde. La Corée elle-même accumulera une des plus importantes dettes extérieures du monde. Celle-ci passe de \$2.3 milliard en 1970 à \$46.8 milliard en 1985. Mais le service de la dette n'a jamais été un fardeau trop pesant à porter pour la Corée étant donné les capacités d'exportation des chaebol. Le service de la dette comme pourcentage des exportations est en moyenne de 18% depuis 1970 et est relativement stable.³⁰ D'ailleurs la dette extérieure de la Corée, en chiffres absolus, diminuait pour la première fois en 1986 et la République coréenne passera de débiteur à créateur net sur le marché mondial dès 1993 ou 1994. Bref les chaebol profiteront pleinement de la croissance économique de la Corée et des faveurs de l'Etat. En 1974, les ventes combinées des 10 plus importants chaebol comptent pour 15.1% du PNB coréen. Ce pourcentage passera en 1984 à 67.4. De plus une concentration se fera au sein de cette concentration ou se démarquera 4 chaebol, Samsung, Hyundai, Daewoo et Lucky-Goldstar, qui représentent en 1988 près de 44% du PNB.

Nous allons maintenant approfondir diverses politiques de l'Etat en matière de développement économique et analyser comment elles profitent avant tout aux chaebol. Nous verrons que la forte autonomie instrumentale (envers les classes sociales et le capital étranger) de l'Etat permettra à celui-ci de favoriser les chaebol et atteindre en même temps ses objectifs économiques et militaires. Nous verrons aussi que l'Etat, en soutenant la concentration du capital, peut ainsi éviter les "pièges" de la

NDIT qui gardent les pays nouvellement industrialisés dans une certaine dépendance financière et technologique envers les pays riches. Les chaebol ont réussi à s'accaparer le contrôle de l'économie domestique et une part du commerce mondiale essentiellement grâce à des politiques étatiques qui promouvaient la concentration du capital comme base à la croissance économique. Les politiques reliées aux exportations, aux IDE et prêts étrangers et à la consommation seront analysées ci-dessous.

1- Les exportations

Les exportations s'avèrent être pour la Corée le lien entre l'approfondissement de la structure économique du pays et le besoin grandissant de nouvelles technologies, d'importations de biens intermédiaires et de devises étrangères. A cet effet l'Etat veut s'assurer dans les années 1970 de l'expansion des exportations en diversifiant leur nature et leurs marchés et tout en restant compétitif. A cet effet l'Etat crée les "Compagnies de Commerce International ou CCI (en anglais "General Trading Companies") en s'inspirant des grandes CCI japonaises de l'Ere Meiji et qui ont tant contribué à la croissance économique du Japon jusqu'en 1945.³¹ Ces compagnies auront comme tâches de commercialiser les exportations des firmes coréennes sur le marché mondial. C'est en 1974-75 que l'Etat présente les conditions nécessaires pour qu'une compagnie coréenne puisse demander le statut de CCI. Ces conditions sont: Une compagnie

doit posséder des exportations annuelles de \$50 millions comprenant un minimum de 7 produits d'une valeur individuelle de \$500,000. Aussi une compagnie applicante doit posséder au moins 10 bureaux à l'étranger ³² avec des exportations dans 10 pays d'au moins \$1 million pour chacun.³²

Les seules compagnies en mesure de réclamer le statut privilégié de CCI seront effectivement les chaebol. Aussi pour garder à moins de 10 leur nombres (pour maximiser leur puissance mondiale) le gouvernement relèvera le montant minimal qu'une compagnie doit exporter pour garder ou demander le statut de CCI. Il était de \$50 millions en 1975, il passe à \$100 millions en 1976, à \$150 millions en 1977 puis à 2% des exportations totales de la Corée en 1978. Celles-ci étaient d'une valeur de \$12.7 milliards en 1978, \$23.1 milliards en 1983 et \$44.5 milliards en 1987!³³ Ainsi un chaebol doit présentement exporter pour une valeur de plus de \$800 millions pour préserver son statut de CCI.

Les CCI favoriseront encore plus la concentration du capital en Corée et elles feront partie des empires de Samsung, Daewoo, Hyundai, Lucky-Goldstar, Ssangyong, Hyosung, Kukje et Sunkyong en 1985. Elles contrôlent en 1983 plus de 50% des exportations coréennes (tous les chaebol pour leur part exportent 70% de toutes les exportations coréennes).³⁴

Ce statut signifiait pour les chaebol "un pas de géant" dans leur expansion tout azimuts. Les avantages accordées par l'Etat aux CCI font en sorte que les chaebol peuvent se détacher des autres plus petit chaebol qui n'ont pas de CCI dans leur

organisation. Ces avantages vont du financement à taux préférentiel, à des lignes de crédit accordées automatiquement, à des tarifs à l'importations moins élevés et même que les CCI vont se voir offrir un siège sur le Conseil de Planification Economique. Les chaebol feront en sorte que ces avantages accordés aux CCI soient étendus aux autres filiales du groupe ce qui fera en sorte que les plus gros chaebol se démarqueront encore plus des autres entreprises coréennes.³⁵

Toutefois, à l'opposé des anciennes CCI japonaises, les CCI coréennes ne s'occuperont guère des importations, soit seulement 8% (1983) des importations totales. En fait, l'Etat prohibe ou contrôle sévèrement l'entrée des biens de consommation et les importations de biens intermédiaires sont majoritaires et souvent très spécialisées et peu avantageux pour les CCI de les manipuler. Elles se feront directement par les entreprises.³⁶

2- Les IDE

Les IDE sont en Corée d'une faible importance par rapport au flux de capitaux étrangers:

TABLE 2 Flux de capitaux étrangers (100%)

<u>ANNEE / %</u>	<u>PRETS</u>	<u>IDE</u>
1962-66	94.6	5.4
1967-71	95.7	4.3
1972	92.3	7.7
1973	84.5	15.5
1974	85.9	14.1
1975	94.9	5.1
1976	93.6	6.4
1977	94.8	5.2
1978	96.5	3.5
1979	95.6	4.5
1980	96.6	3.5

Source: Stoever (1986), p. 228

Ces chiffres sont révélateurs de l'importance de l'autonomie de l'Etat quand ils sont comparés avec d'autres pays comme le Brésil, le Mexique ou la Thaïlande dans lesquels les IDE comptent respectivement pour 33.8%, 36.6%, 26.1% du flux total de capitaux étrangers (période allant de 1967 à 1971).³⁷ Aussi les IDE compteront toujours pour moins de 1% du PNB, même dans les années 1980 où ils augmentent plus rapidement avec la libéralisation de certains secteurs de l'économie.³⁸ L'Etat coréen est fortement autonome à l'égard de la classe capitaliste, surtout par le contrôle des banques et des prêts étrangers, ainsi il peut se permettre de contrôler les IDE tout en s'assurant que des chaebol verront à investir dans les secteurs importants pour le développement économique de la Corée. A cet effet l'ILC est le meilleur exemple. Même qu'avec l'ILC les contrôles seront renforcés sur les IDE pour favoriser que ceux qui rentrent dans

les priorités de l'Etat et où il est impossible pour une firme coréenne de développer un projet sans l'aide technologique étrangère. Les IDE augmenteront quand même considérablement en 1973 et 1974 essentiellement sous l'effet des nouveaux projets reliés à l'ILC. Les IDE dans l'ILC ne rentreront jamais en compétition avec des firmes coréennes, comme dans tous les secteurs de l'économie d'ailleurs.

Pour accélérer le développement de l'ILC et l'industrie de haute technologie dans les années 1970, le gouvernement coréen facilite l'entrée des IDE qui sont primordiaux à l'économie. Mais avec des modifications à la "Foreign Capital Inducement Act", l'Etat favorise les "joint-ventures" qui feront en sorte qu'un transfert de technologie sera effectivement fait entre la firme étrangère et la firme coréenne.³⁹ C'est ici que ces politiques sur les IDE favoriseront à nouveau les chaebol. Etant donné l'ampleur des projets, seulement les plus importants chaebol pourront participer aux "joint-ventures" et l'Etat s'assurera que la firme coréenne pourra éventuellement prendre le contrôle des finances et de l'opération courante des projets. En plus du transfert de technologies, l'Etat impose aux firmes étrangères l'assurance d'un approvisionnement en matières premières et ainsi que le transfert éventuel des parts de la firme étrangère au partenaire coréen.⁴⁰ Les efforts à ce sens seront bénéfiques; les firmes contrôlées majoritairement par des étrangers passeront de 21% (1972) à 13.3% en 1985.⁴¹ Dans plusieurs cas, les chaebol prendront le contrôle de secteurs complets de l'économie

développée avec l'aide des IDE. L'exemple de la pétro-chimie reflète ce phénomène.

En 1962 l'industrie pétro-chimique est inexistante et le président Park propose dans les années 1960, puis dans les années 1970, le développement de cette industrie de base. Ceci se fera essentiellement dans le cadre de joint-ventures; entre Gulf Oil et Sunkyong avec 50% des parts distribuées entre les deux partenaires. En 1980, à la suite de troubles financiers aux Etats-Unis, Gulf se retire du projet et avec l'aide financière de l'Etat, Sunkyong prend le contrôle à 100% de l'entreprise. Dans un autre projet, Ssangyong et National Iranian Oil forment un "joint-venture" dans la pétro-chimie. La NIO se retire en 1983 après la chute du Shah d'Iran et encore avec l'aide financière de l'Etat, Ssangyong prend le contrôle du projet. Aussi, l'entreprise pétro-chimique Kyong In est formée dans le cadre d'un partenariat entre Lucky-Goldstar et Union Oil of California. Ce dernier se retire en 1983 et Kyong In deviendra à 100% coréen. Il ne reste plus maintenant que la "joint-venture" entre Caltex (USA) et Lucky-Goldstar instauré en 1962 et la raffinerie de Kukdong et de British Petroleum fondée en 1986. Dans cette "joint-venture" BP est un partenaire minoritaire et Kukdong possède déjà le contrôle financier et opérationnel de l'usine.

Dès la fin des années 1970, les chaebol coréens possèdent toute l'expertise dans ce domaine et ils ont commencé l'exploration et l'exploitation de gisements de pétrole à travers le monde. Malgré l'absence de ressources pétrolifères en Corée,

le pays exporte des produits dérivés du pétrole. En 1990, Samsung et Hyundai ont investi chacun \$2 milliards dans la construction de nouvelles usines pétro-chimiques.⁴²

Finalement les politiques étatiques en matière d'IDE favorisent à long terme la concentration du capital par le fait que dans tout les cas connus le partenaire sud-coréen est un chaebol. Dans la pétro-chimie, les règlements concernant les joint-ventures, ont permis à certain chaebol de se tailler une place importante parmi les 10 premiers comme Sunkyong et Ssangyong.

3- Consommation

Comme nous venons de le voir, les politiques de l'Etat à l'égard des exportations et des IDE font qu'à long terme l'industrialisation intensive profite avant tout aux chaebol. Le même phénomène se passe dans le cas des politiques étatiques pour contrôler la consommation et développer l'ILC et la haute technologie. Le développement et l'approfondissement de l'économie iront de pair avec le contrôle de la consommation, c'est-à-dire avec le contrôle des ressources disponibles pour les projets prioritaires et dans le cas de l'Etat, le développement d'une demande effective domestique n'est pas une priorité. Ainsi la consommation de masse sera toujours fortement réprimée, surtout si elle implique une augmentation des importations. Autant dans les années 1970 que 1980, les ressources seront

dirigées vers la production de biens intermédiaires (machinerie, électronique, outils de construction etc...) et la production de biens de consommation durables seulement s'ils peuvent être exportés. Dans cette optique les IDE seront interdits dans le secteur industriel des biens de consommation pour laisser le temps aux chaebol de développer eux-mêmes leur capacités de production tout en ayant la possibilité de l'exporter. Le cas des télévisions et de l'automobile démontre bien cette volonté de l'Etat d'assurer une production nationale des biens de consommation.⁴³ Ceci a fait dire à Gallez et Troupin (1981) que l'Etat ne considère pas le travailleur coréen "comme une source de demande effective mais bien uniquement comme un coût" d'où la répression des syndicats, les contrôles des salaires par le CPE et le contrôle des investissements dans le secteur de la consommation. De plus, quand cela est reconnu comme nécessaire, le gouvernement contrôle sévèrement la croissance de la demande intérieure comme en 1979 avec le deuxième choc pétrolier;

"In 1979, the government was determined to constrain domestic demand seeing it as a disturbing influence on the stability of the economy and diverting resources from exports."⁴⁴

Ce qui est curieux toutefois est que cette volonté de retenir les coréens de consommer est encore présente dans les années 1980. Des campagnes à cet effet se verront doter de slogans tels que: "Indulging in pleasure-seeking will bring disease to our society" et "You may be free to spend your own money, but it is evil to spend too much". En 1985, le contrôle des importations était si

important pour les gestionnaires de l'Etat que même le ministère de l'Education s'en mêlait; des directives auraient été données aux écoles pour qu'elles avertissent les écoliers de dire à leurs parents qu'il ne faut pas importer cette année!⁴⁰ Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, les chaebol contesteront de plus en plus ce rôle de l'Etat dans la planification des ressources disponibles au développement économique. Mais pour l'Etat la balance des paiements reste la priorité, une augmentation des importations reliées à la consommation impose un fardeau supplémentaire dans le paiement de la dette étrangère entre autres.

Les restrictions à la consommation avantageront les chaebol à long terme puisque la compétition étrangère ne pourra s'établir en Corée ou exporter dans ce pays. Entretemps, les entreprises coréennes ont le temps pour développer des produits de consommation qui peuvent être vendus dans des situations de monopole ou d'oligopole et évidemment être exportés sur le marché mondial.

Un des exemple intéressant à ce sujet est le secteur de l'électronique. Dès 1962 le CSRN interdit l'importation de radio pour protéger le chaebol Goldstar qui servait le marché domestique. En 1969, l'Etat introduit une loi portant sur la promotion de l'industrie électronique ("Electronics Industry Promotion Law) qui reconnaissait ce secteur comme stratégique à l'industrie de l'exportation. De plus un plan de développement de l'industrie de 8 ans est instauré et inclut une organisation avec

des bureaux au Japon, en Allemagne et aux Etats-Unis dans le but de sonder les marchés, de trouver de nouvelles technologies et des possibilités de "joint-ventures" avec des firmes coréennes. Depuis, les divers plan quinquennaux ont toujours réitéré l'intérêt gouvernemental pour l'électronique par l'établissement d'objectifs précis sur le type de production, les objectifs à l'exportation etc... Comme par exemple, le 4ème Plan incluait l'électronique comme le deuxième plus important secteur de l'économie après la machinerie et 56 items étaient sélectionnés pour être développés ou exportés comme les semi-conducteurs, ordinateurs etc... Comme dans l'industrie pétrolière, des "joint-ventures" seront instituées pour favoriser les transferts de technologie. Etant donné l'ampleur financière et technologique des investissements, les plus importants chaebol comme Samsung, Hyundai, Lucky-Goldstar et Hyundai seront favorisés pour développer l'industrie électronique. Les restrictions sur les fours micro-ondes et les télévisions par exemple laisseront le temps à une compagnie comme Samsung de développer des modèles compétitifs sur le marché mondial. Comme par exemple, quand le gouvernement lève les restrictions sur la vente de TV en couleur en décembre 1980, près 544,000 unités sont vendues en quelques mois, essentiellement des modèles coréens!⁴⁴

Présentement les 4 chaebol cités ci-dessus comptent pour près de 50% de la production électronique dans un pays qui se place maintenant en 6ème position mondiale au niveau de la production électronique (\$24.1 milliards) très près derrière la

France 5ème et la Grande Bretagne 4ème avec des ventes de 26.1 milliards chacun (le Canada se place au 12ème rang avec une production d'une valeur de \$7.8 milliards). Ces 4 chaebol produisent de tout, de simples téléphones à des semi-conducteurs en passant par les ordinateurs et les cassettes vidéo.⁴⁷

A court terme il aurait été profitable pour les chaebol et surtout les plus petites entreprises, généralement plus proches de leur marché, de voir les restrictions à la consommation disparaître. Toutefois l'Etat propose au contraire des restrictions pour qu'à long terme ces mêmes chaebol puissent prendre le contrôle du marché domestique et ensuite exporter leur production. La concurrence étrangère est donc éliminée ou affaiblie.

CONCLUSION

Les années soixante-dix sont pour la Corée du sud des années noires sur le plan social et politique. Elles sont marquées par l'instauration d'un régime autoritaire et la répression des droits civils. L'autonomie de l'Etat atteint son apogée comme nous l'avons soutenu dans notre 3ème hypothèse de recherche. Mais cet autoritarisme tire sa raison d'être des difficultés auxquelles l'Etat sud-coréen doit faire face autant sur le plan stratégique et militaire que sur le plan économique avec la crise du pétrole, la montée du protectionnisme etc... C'est-à-dire les limites structurelles auxquelles il est à peu près impossible

d'en sortir. Ainsi l'Etat sud-coréen, par son autoritarisme et la répression civile, et toujours marqué par l'hégémonie politique des militaires, entreprend des politiques rationnelles de développement économique qui pourront faire sortir la Corée des structures contraignantes de la NDIT et du capitalisme dépendant. L'Etat impose un modèle de développement aux chaebol qui à long terme les avantages considérablement. En fait les intérêts à long terme concordent entre l'Etat et le grand capital. C'est à court terme que l'autonomie de l'Etat sur les chaebol rapporte en leur imposant des restrictions sur leurs activités ou en leur imposant des projets industriels pas toujours rentables. Aussi l'Etat doit s'assurer toutefois que les activités des chaebol soient rentables à long terme. La pouvoir des gestionnaires de l'Etat en dépend. C'est une des raisons pourquoi les chaebol peuvent profiter des CCI, des "joint-ventures", de marges de crédit automatiques etc... Quand Hyundai se lance dans la construction navale, l'Etat lui assure le monopole des structures d'acier pour lui assurer une certaine forme de rentabilité pour ensuite obliger les compagnies de transport de pétrole, fournissant la Corée, d'utiliser des pétroliers construits par Hyundai!⁴⁰

Toutefois, l'Etat base le développement économique sur le grand capital qui verra sa puissance économique augmenter à un point tel qu'il pourra dans les années 1980 prendre sa position de fraction hégémonique autant au sein de la classe capitaliste que du reste de la société. C'est sur ce point que nous nous tournons maintenant dans le prochain et dernier chapitre.

NOTES DE REFERENCE (chapitre quatrième)

1. KIM, Kwan Bong, (1971), p. 105.
2. HAGGARD, S. & Chung-In MOON, (1983), pp. 144-145. Dans son livre Mass-Participatory Economy (1985), Kim Dae Jung, l'opposant de Park Chung Hee aux élections présidentielles de 1971, présente son "alternative démocratique" à la croissance économique rapide de Park, telle qu'il la concevait dès 1971. Jung suggère une approche essentiellement économique aux problèmes de l'autoritarisme sud-coréen. Son programme peut être qualifié de libéral dans le sens qu'il propose un retrait du gouvernement de l'économie, la concurrence sans intervention étatique, distribution équitable des revenus, des syndicats modérés et le rôle d'arbitre pour le gouvernement dans les disputes entre les travailleurs et les entrepreneurs. (pp. 3-6) Kim s'oppose particulièrement aux chaebol dont la présence prédominante dans l'économie est la conséquence directe des politiques anti-syndicats et des salaires bas du gouvernement et de la collaboration entre les pouvoirs économiques et politiques. L'inflation et l'endettement international de la Corée proviennent de cette collaboration. Son programme, d'après lui, permettrait la rupture des relations privilégiées des chaebol avec l'Etat et la fin d'une politique de croissance économique rapide. (p. 39) Kim présente d'intéressantes statistiques sur les chaebol pour les années 1980. Le développement horizontal et vertical des chaebol font en sorte que seulement 18% des PME coréennes reçoivent des contrats des chaebol et que seulement 24% des firmes exportatrices sont des PME. En 1983, 62.5% des marchés des oligopoles et des monopoles étaient protégés par des restrictions à l'importation pour une moyenne de 19.6% pour l'ensemble du marché coréen (pp. 40-41).
3. KIM, Se Jin, (1970). L'intérêt de Park Chung Hee pour le Vietnam n'est pas seulement idéologique mais aussi économique. Les revenus tirés des activités militaires et économiques de la Corée en Indochine représentaient en 1968 près de 16% des devises étrangères et 3% du PNB. Les chaebol entreprendront leur première importante activité économique au Vietnam tout particulièrement dans la construction, un secteur important pour les chaebol comme Hyundai qui recevra par la suite près de \$7 milliards de contrats de construction au Moyen-Orient dans les années 1970.
4. HENDERSON, Gregory, (1988), p. 33.

5. HAGGARD, Stephan & Tun-jen CHENG, (1987), p. 124. Le protectionnisme américain à l'égard du textile sud-coréen sera compensé par de nouveaux prêts mais force tout de même les Coréens à repenser tout au long des années 1970 leur stratégie industrielle. Au début des années 1970, le textile constitue un tiers de la production manufacturière sud-coréenne, 38% des exportations totales et emploi 32% des travailleurs manufacturiers. Le protectionnisme américain, en plus d'inciter la Corée à diversifier son économie, l'incitera aussi à moderniser à la fine pointe technologique son industrie du textile. Voir à ce sujet; WOO, Jung-en, (1991), pp. 126-127.
6. COLE, D. & Y.C. PARK, (1983), p. 276.
7. OGLE, George E., (1990), pp. 42-43.
8. KIHIL, Young Whan, (1984), pp. 55 et 61.
9. Selon OGLE, G. E., (1990), p. 67, Park emprunte le terme "Yushin" à l'histoire japonaise; le passage de la Maison de Meiji au statut de famille Impériale en 1868 est connu sous le terme Yushin et marque le début de l'expansionnisme militaire et économique du Japon. Comme nous l'avons fait remarquer dans le chapitre précédent, Park connaissait visiblement bien l'histoire japonaise et devait connaître aussi le rôle des zaibatsu dans l'expansionnisme japonais. Nous verrons qu'il s'inspire des zaibatsu pour instaurer des Compagnies de Commerce International (CCI).
10. GRAHAM, Norman A., (1991), p. 118 et HENDERSON, Gregory, (1987), p. 104. Il y aura même 8 condamnations à mort (et plusieurs centaines d'arrestations) pour des individus ayant critiqué le régime et la constitution! Voir à ce sujet; KIHIL, Y.W., (1984), p. 63.
11. HINTON, Harold C., (1983), pp. 72-73. Voir les Articles 121, 122 et 123 plus particulièrement.
12. KIHIL, Young Whan, (1984), p. 61.
13. AMSDEN, Alice, (1989), p. 205.
14. Voir BLOCK, F., (1980), pp. 230 et suivantes.
15. Le lecteur peut se référer sur ce point à notre section du chapitre théorique portant sur l'opérationnalisation du concept d'autonomie de l'Etat où les auteurs mettent l'emphasis sur l'autonomie structurelle de l'Etat envers les structures internationales du capitalisme et de la DIT.
16. HENDERSON, Gregory, (1987), pp. 112-113.

17. Ibidem. Sur ce dernier point Kim Kwang-ok (1988) démontre que sous le régime de Park Chung Hee se fait une "réinvention" de la culture traditionnelle coréenne dans l'objectif de renforcer son pouvoir sur les masses. Les programmes d'endoctrination ci-dessus rentrent dans le cadre de cette lutte pour le renforcement du pouvoir d'Etat sur les masses. Par exemple, Park favorisera la loyauté à la nation en critiquant la piété filiale caractéristique aux yangban mais en sacrant héros nationaux des figures légendaires ayant fait passer les intérêts stratégiques de la nation avant l'intérêt familiale (pp. 5-7).
18. OGLE, George E., (1990), p. 126.
19. HINTON, Harold C., (1983), pp. 58-59.
20. OGLE, George E., (1990), p. 52.
21. DEYO, Frederic C., (1987), pp. 188-189.
22. OGLE, George E., (1990), p. 127 [notre traduction].
23. AMSDEN, Alice H., (1989), p. 189 et suivantes.
24. AMSDEN, Alice H., (1989), p. 195 et suivantes. Et HINTON, Harold C. (1983), pp. 58-59.
25. CUMINGS, Bruce, (1987), p. 75.
26. GOOSE, Stepphen D., (1987), p. 64. Dans les années 1970 la Corée se lance dans la production d'armements pour son armée terrestre et navale; Char d'assault, munitions, missiles, équipements de communication, mines etc.. et aussi des frégates, sous-marins. Dans les années 1980 la Corée débute la construction d'avions de combat (F-5E) et l'assemblage d'hélicoptères (Hughes 500) (Ibid., pp. 64-65). Entre 1970 et 1983, la Corée du sud aura dépensé près de \$30.5 milliards et depuis garde un budget annuel d'environ \$5 milliards, soit 10 fois plus qu'en 1970 (Ibid., p. 59).
27. HAMILTON, Clive, (1986), p. 126. L'auteur fait aussi la judicieuse remarque que cette approche à l'industrialisation coréenne rend obsolète la notion que la Corée poursuit son développement économique basé sur ses "avantages comparatifs" puisque l'Etat coréen cherche avant tout à développer une base industrielle nationale, indépendante des IDE, c'est-à-dire en protégeant ses industrie locales.
28. CUMINGS, Bruce, (1987), pp. 75-76.
29. KUZNETS, Paul W., (1985), p.65.

30. STEINBERG, David I., (1989), p. 140.
31. CHO, Dong-sung, (1987), p. 58.
32. Ibid., p. 54.
33. BANQUE MONDIALE, (1984), p. 45 et RHEE, H.Y., (1988), p. 208.
34. CHO, Dong-sung, (1987), p. 17 et RHEE, H.Y., (1988), p. 206.
35. OGLE, G.E., (1990), p. 40.
36. CHO, D-s., (1987), p. 54.
37. MARDON, Russell, (1990), p. 121.
38. AMSDEN, Alice H., (1989), p. 76.
39. STOEVEY, William A., (1986), pp. 230 à 237.
40. MARDON, Russell, (1990), p. 126.
41. Ibid., p. 129.
42. MARDON, Russell, (1990), pp. 131-132 et dans Far Eastern Economic Review, 23 janvier 1992, pp. 50-53 et 19 sept. 1991, pp. 64-65.
43. La production automobile débute tardivement en Corée et à cet effet les taxes, dans les années 1970, seront très élevées, surtout sur les grosses voitures; tarifs de 250% à l'importation, taxe sur les produits manufacturés de 40 à 60%, taxe d'achat de 15% etc... Dans MASON, E. et al., (1980), p. 290.
44. MICHELL, T., (1981), p. 65.
45. Dans le Far Eastern Economic Review, 26 sept. 1991 et 24 oct. 1985.
46. Ces restrictions sont levées sous la pression des manufacturiers coréens qui devaient se contenter de vendre des TV en noir et blanc. Le gouvernement craignait que les dépenses des consommateurs nuirait à l'épargne si importante.
47. Dans le Far Eastern Economic Review, 31 oct. 1991, p. 66.
48. AMSDEM, Alice, (1989), p. 273.

CHAPITRE 5 L'AUTONOMIE RELATIVE DE L'ETAT ET LES CHAEBOL DANS LES ANNEES 1980: Fin de l'hégémonie militaire?

INTRODUCTION

Comme nous venons de le voir dans les pages précédentes, la concentration du capital se fait très rapidement à la faveur de quelques chaebol et sous l'impulsion des politiques économiques de l'Etat sud-coréen. Dans les années 1970, les principaux chaebol s'établissent durablement mais demeurent quand même les partenaires juniors de l'Etat et de sa planification économique. Il est rare que les chaebol entreprennent des initiatives industrielles sans que l'Etat ait auparavant établi les politiques et les directions que les entreprises coréennes devront suivre. Mais les chaebol développent une puissance formidable basée non seulement sur leur position monopoliste et oligopoliste mais aussi sur leur position prédominante dans les investissements (domestiques puis mondiaux dans les années 1980), la R & D et dans leur position sociale (concentration d'employés hyper-élevés, contrôle des logements etc...). Aussi les chaebol sont les firmes les plus endettées du monde et la faillite d'un chaebol comme Samsung avec un chiffre d'affaire de \$40 milliards et une dette de \$28 milliards (1990) serait une catastrophe nationale que la Corée pourrait difficilement assumer. Il n'est donc pas surprenant que dans les années 1980 les chaebol contestent l'ingérence de l'Etat dans l'économie et dans la

gestion de leurs entreprises surtout en face des essais manqués de l'Etat pour restructurer et diminuer le pouvoir des chaebol depuis 1980.

Dans cette section nous allons donc nous pencher sur les relations Etat/chaebol dans les années 1980 et examiner si l'autonomie relative de l'Etat se modifie avec la création de titans économiques comme les chaebol. Nous verrons que malgré des changements politiques et sociaux importants, les intérêts des chaebol et de l'Etat vont quand même dans la même direction et que même dans les années 1980, la pierre angulaire du développement économique restera la puissance nationale et internationale des chaebol.

A- LA CONCENTRATION DU CAPITAL DANS LES ANNEES 1980

La Corée du sud est maintenant l'économie la plus concentrée du monde capitaliste et 4 chaebol, Samsung, Hyundai, Lucky-Goldstar, et Daewoo, représentent à eux-seuls 44% du PNB et 32% des exportations de la Corée. Leur expansion se poursuit rapidement, en 1988 leur actifs augmentaient de 21.1%!

Samsung est le plus important des quatre avec 48 filiales (elles étaient 25 en 1986), un chiffre d'affaire de \$39.13 milliards en 1990 et près de 177 000 employés. Dans le Fortune 500 Samsung se place à la 20ème position parmi les plus grosses compagnies du monde (en incluant les compagnies américaines). Ses activités commerciales et industrielles comprennent les produits

électroniques de masse, la pétro-chimie, la publicité, le textile, les pâtes et papiers, la presse, hôpitaux, génie-conseil, la vente au détail, infrastructures touristiques etc.... Le groupe possède maintenant 11 usines (Mexique, Malaisie, Turquie, USA, etc...) et plusieurs dizaines de bureaux à travers le monde. Samsung investit des sommes énormes dans la R & D et fait parti d'une groupe select mondial capable de produire des semi-conducteurs de très haute performance. Finalement l'entreprise est fortement endettée, soit près de \$28 milliards en 1991.

Le chaebol Hyundai est le deuxième en importance avec des ventes de \$31.8 milliards, 42 compagnies, une dette de \$26.6 milliards et 167,000 employés dont 80,000 concentrés dans une ville, Ulsan, d'une population totale de 500,000! En plus de la construction navale et l'automobile, on retrouve Hyundai dans les assurances, la pétro-chimie, l'aluminium, l'électronique, la construction de machineries, dans le transport maritime etc...Le groupe possède de plus en plus d'investissements à l'étranger dont le mieux connu, celui de sa filiale Hyundai Motor CO au Québec.

Lucky-Goldstar est le plus diversifié des chaebol avec 62 compagnies, 100,000 employés et des ventes de \$22.8 milliards en 1990. Ses activités touchent aux produits pharmaceutiques et cosmétiques, produits électriques et électroniques, l'équipement de télécommunication, raffineries de pétrole, les assurances, la finance et les investissements, automobiles et chimie. Le groupe

a maintenant débuté son expansion dans les fibre-optiques et les semi-conducteurs et planifie même la construction de satellites de communication. Lucky-Goldstar possède aussi une dette énorme de \$21.1 milliards.

Enfin, le quatrième en importance, fondé tardivement, soit en 1968, avec un capital initial de \$6000, le groupe Daewoo possède des ventes de \$15.8 milliards, plus de 25 filiales et 100,000 employés. En plus du secteur de l'informatique qui représente 46% de ses revenus, Daewoo est actif dans l'industrie automobile (produit le modèle "Le Mans" pour GM) en incluant aussi les autobus, camions et leurs composantes, l'aérospatiale, produits électroniques, produits chimiques, raffineries de pétrole, la finance, le transport maritime, le textile etc... Comme toutes les autres entreprises le chaebol Daewoo possède une dette impressionnante de \$22.2 milliards.

Derrière ces 4 chaebol on retrouve 6 autres importants groupes: Sunkyung (\$10.6 milliards de ventes), Ssangyong (\$7.2 milliards). Ce chaebol possède même une université et une école secondaire en plus de ses activités dans le ciment, la construction, l'assurance, l'électronique etc... Le groupe KIA (\$6.1 milliards), le groupe Lotte (\$4.9 milliards), Korea Explosive (\$4 milliards), le groupe Hanjin (\$3.8 milliards). De plus si on reprend les 30 plus gros chaebol, ils représentent 76% du PNB avec des ventes cumulatives de \$180 milliards.¹

L'expansion des chaebol et de la concentration du capital seront relativement affectées par les changements politiques que

vit la Corée du sud dans les années quatre-vingt; ils ne seront plus à la remorque des gestionnaires de l'Etat dans leurs stratégies de développement. En effet leurs stratégies passent de l'expansion basée sur la création de nouvelles filiales dans les années 1970 à une stratégie basée sur les acquisitions des entreprises indépendantes ou des plus faibles chaebol dans les années 1980. Nous reviendrons sur ce point car il implique que l'Etat est impuissant dans ce domaine à contrôler les acquisitions. Pour l'instant revoyons les changements politiques qui affectent la scène coréenne.

B- LES CHANGEMENTS POLITIQUES

En 1979 le président Park est assassiné par son propre directeur de la KCIA, Kim Jae-kyu. Des différents importants entre les deux hommes sur l'autoritarisme et la gestion de l'économie ont créé cette atmosphère mortelle. Le décès du président Park a l'effet d'une bombe dans la société sud-coréenne et il se crée un vide important dans le pouvoir politique. Park avait centralisé tout les pouvoirs au sein de la Maison-Bleue et était disparu sans laisser de mécanismes constitutionnels pour désigner son successeur. C'est le début d'une courte mais intense période d'instabilité socio-politique et économique. Au sein de l'armée les diverses factions s'affrontent pour prendre la direction de l'Etat en même temps que les groupes d'opposition,

dans la clandestinité depuis 1972, refont surface et manifestent bruyamment leur présence.

Après une dure lutte interne pour le pouvoir, le général Chun Doo Hwan est nommé président par le Collège Electoral que Park avait instauré en 1972 pour assurer sa réélection à vie comme chef d'Etat. Une nouvelle constitution est écrite et la cinquième République est alors fondée. Toutefois le nouveau régime ressemble étrangement à celui de la 4ème République même si les articles les plus autoritaires de la constitution Yushin ne sont plus présents dans la nouvelle constitution. En effet, comme le démontre l'incident de Kwangju, le Président Chun n'hésitera pas à utiliser les forces armées pour réprimer les mouvements de contestation sociale. A Kwangju, des manifestations étudiantes seront rapidement réprimées en faisant, selon le gouvernement, 183 morts et plusieurs blessés (des sources non-gouvernementales parleront plutôt de 2000 morts et blessés). Aussi, une campagne de "purification", qui rappelle celle conduite par le CSRN en 1961-63, inclut le congédiement de 8000 employés de l'Etat, l'arrestation et la "rééducation" de 40,000 "hooligans", l'interdiction à 587 politiciens de participer au processus politique (dont Kim Dae-jung, l'opposant de Park Chung Hee, revenu d'exil. Il sera emprisonné et jugé), la fermeture de 172 périodiques et le contrôle par la KCIA de 6000 journalistes etc...²

Toutefois le Président Chun sera quand même plus progressif que son prédécesseur au niveau des libertés politiques et

éventuellement des élections parlementaires libres auront lieu en 1985 pour élire les députés à l'Assemblée nationale. Ce n'est qu'après maintes négociations avec l'opposition politique et sous les pressions populaires que le Président Chun acceptera que le futur président de la 6ème République soit élu au suffrage universel en décembre 1987. En 1985, une "vague" coalition se forme derrière Kim Dae-jung comprenant les étudiants, les activistes des Eglises Protestantes et Catholiques (celles-ci sont devenues particulièrement actives dans les années 1970 quand toutes formes d'opposition étaient interdites), les syndicalistes et les travailleurs. De nombreuses manifestations, comme celle d'Inchon en 1986 et celle de Seoul, "la révolution de Juin" 1987 telle qu'on l'a surnommée, laissent une faible marge de manoeuvre à Chun et il doit accepter que des élections présidentielles aient lieu avant les Jeux Olympiques (Chun désirait reporter les élections après que ceux-ci soient terminés).

Le Président Chun et son "Parti de la Justice Démocratique" (PJD) nommera l'ancien général Roh Tae Woo comme candidat. Celui-ci sera élu, surtout grâce à la division de l'opposition en deux partis; le "Parti de la Réunification Démocratique" (PRD) dirigé par Kim Young Sam et Kim Dae Jung et le "Parti Démocratique de la Nouvelle Corée" (PDNC) dirigé par un dissident du PRD, Lee Min Woo.

L'élection de Roh Tae Woo assurera la continuité des politiques économiques instaurées par Park et Chun. Aussi la présidence de Roh assure qu'il n'y aura pas d'épuration de la

bureaucratie des gestionnaires de l'Etat à leur poste depuis Park. Nous passons maintenant à l'objectif principal de cette section qui cherche à analyser les relations Etats/chaebol dans les années 1980 dans le cadre de l'autonomie de l'Etat. Nous passerons librement de la période Chun à la période Roh étant donné qu'une continuité visible se fait au niveau de la direction politique de l'économie.³ Dans le cours de la prochaine discussion, une analyse plus approfondie sera faite sur la nature de l'autonomie de l'Etat en 1980 et ses implications sur le développement économique, plus particulièrement la croissance des chaebol et le développement d'une classe capitaliste indépendante financièrement de l'Etat.

C- LES RELATIONS ETATS/CHAEBOL DANS LES ANNEES 1980

Les troubles socio-politiques que vit la Corée à partir de 1979 affecteront particulièrement l'économie du pays. De plus cette instabilité s'associe à une économie surchauffée par des investissements démesurés dans l'ILC et affectée profondément par le deuxième choc pétrolier de 1979 et la récession mondiale qui s'en suit.

On assiste en 1979 à ce que les économistes nomme un "goulot d'étranglement" dans le secteur de l'ILC, c'est-à-dire que les investissements entrepris dans ce secteur ne trouvent plus de débouchés. Le taux de croissance du PNB, aussi affecté par la récession mondiale, est de seulement 6.5% en 1979 et de -5.2% en

1980, une situation relativement catastrophique pour la Corée moderne qui est habituée à des taux dépassant en moyenne le 9% depuis 1964. Mais ce qui a fait chuter le taux de croissance du PNB est essentiellement la baisse dans les investissements, soit près de 24% par rapport à l'année précédente. Les exportations augmentent quand même de 9.7% en 1980 (elles avaient diminuées de 3.8% l'année auparavant). En 1981 le PNB augmentera à nouveau de 6.2%. Les chiffres démontrent facilement les causes du marasme économique. Les politiques de l'Etat en matière de développement favorisaient le plus possible les investissements dans l'ILC dans un période où la production mondiale était à la baisse. En 1977, malgré les avertissements répétés du CPE, Park décidait d'une augmentation drastique des investissements dans ce secteur (qui atteignent 80% de tous les investissements dans l'industrie) et ce n'est que quelques mois avant sa mort qu'il viendra à considérer un plan de stabilisation économique mais il sera déjà trop tard, les événements subséquents viendront mettre un frein aux réformes tardives du président sud-coréen.*

Le grand capital est particulièrement affecté par l'instabilité socio-politique, surtout que les mouvements de contestation associent depuis longtemps les chaebol à l'autoritarisme de Park puis du nouveau président Chun. Aussi ce dernier mettra en place des programmes de stabilisation et de restructuration économique basés sur les politiques monétaristes en vogue à l'époque et qui impliquent un contrôle de l'inflation, c'est-à-dire des salaires et de la consommation. Mais aussi, pour

se distancer de l'autoritarisme de Park et pour se chercher une forme de légitimation à sa prise du pouvoir, Chun s'attaquera durement aux chaebol et à leur position monopoliste. Toutefois, malgré ses déclarations sur la libéralisation de l'économie selon lesquelles il laisserait plus de place aux forces du marché et aux PME, les politiques économiques de l'Etat auront des effets positifs, directs ou indirects, sur la concentration du capital. Il n'est donc pas surprenant que l'expansion des chaebol se poursuit rapidement mais il faut se poser la question si dans cette expansion les chaebol suivent les politiques et les directives de l'Etat ou qu'ils y vont de plein gré selon leurs intérêts capitalistes. En fait la seule façon d'analyser l'autonomie relative de l'Etat à l'égard du grand capital est de voir s'il croît avec ou sans l'aide de l'Etat et avec ou sans la "bénédiction" de l'Etat. Est-ce que l'Etat a tout simplement fermé les yeux ou a émis des décrets contre la concentration du capital et les chaebol ne les auraient tout simplement pas respectés? Nous remarquerons que l'Etat perd beaucoup de son autonomie à l'égard des chaebol essentiellement par le fait qu'ils sont devenus un facteur si important dans l'économie sud-coréenne qu'il est devenu à peu près impossible pour l'Etat d'agir à l'encontre des intérêts des chaebol. Nous y reviendrons.

Il semble qu'à première vue, l'Etat aurait fait le lien entre les problèmes économiques de la Corée à partir de 1979, la grosseur et l'endettement des chaebol et la planification étatique des années 1970 favorisant des investissements démesurés

dans l'ILC par plusieurs chaebol. Diverses lois seront instaurées à ce chapitre mais n'auront jamais les effets voulus étant donné qu'elles ne seront jamais prises au sérieux.⁶

Une des priorités de l'Etat est la libéralisation du marché pour diminuer le rôle de l'Etat et la prédominance des chaebol dans l'économie. En s'inspirant de la législation anti-trust américaine, l'Etat met donc sur pied le "Monopoly Regulation Fair Trade Act" puis présente un plan de privatisation des banques commerciales à partir de 1982. Ces deux mesures permettront d'éviter que des situations de monopoles et d'oligopoles se reproduisent et que les plus importants chaebol, proches du pouvoir, et les plus puissants, reçoivent la majorité des crédits accordés par l'Etat. L'Etat désire fortement que les chaebol soient capables de se maintenir sans l'aide financière de l'Etat et à cet effet désire que les groupes industriels améliorent leurs structures financières en laissant de côté les filiales qui n'ont que peu d'intérêt. A cet égard le directeur du CPE disait en 1985;

"Big business in Korea has grown out of bank credit. Now is the time for big business to stand on their own feet. Big business should depart from its dependence on the government and inefficient investments. [...] Before it demands any additional bank credit, it should get rid of redundant subsidiaries and improve corporate financial structures".⁷

L'Etat entreprendra aussi des mesures importantes pour que les chaebol entreprennent une restructuration de leur holding pour repayer leurs dettes et aussi pour assurer une meilleure

productivité et rentabilité en concentrant leurs activités dans les secteurs où ils sont le plus puissant.

Ces mesures semblent aller à l'encontre des intérêts des chaebol qui devront dans un premier temps subir la concurrence de nouvelles entreprises dont des PME et dans un deuxième temps ils devront négocier les taux d'emprunt selon les conditions du marché.

Toutefois les événements feront en sorte que les chaebol pourront quand même poursuivre leur expansion sans trop de problème. Dans un premier temps la loi anti-trust ne sera à toute fin utile que très rarement appliquée. Entre 1981, l'année d'entrée en vigueur de la loi, et 1987, des 1172 demandes "d'intégration corporative" seulement 2 seront refusées.² Les années 1980 seront marquées par une épidémie de fusions et de rachats dirigée par les plus gros chaebol au détriment des plus petites entreprises. Les chaebol changent de tactique. Au lieu d'établir, à partir de zéro, de nouvelles filiales (avec des crédits abondants et à bon marché), ils prennent le contrôle de plusieurs centaines de petites entreprises pour diversifier leurs activités dans de nouveaux secteurs de l'économie. Le gouvernement laisse ces séries de fusions et d'acquisitions se poursuivre parce qu'en fait la reprise économique mondiale et les taux de croissance élevés que la Corée expérimente à nouveau font disparaître les inquiétudes que les dirigeants politiques avaient sur la force internationale de l'économie coréenne. La solution de 1980 d'augmenter la compétition sur le plan domestique pour

faire croître l'économie est laissée de côté pour l'ancien modèle basé sur la concentration du capital et la compétitivité des chaebol sur le marché mondial. Plutôt, l'Etat se concentre sur la restructuration des chaebol pour leur assurer une base financière plus solide même si cela implique une augmentation de la concentration du capital. Nous verrons ci-dessous comment cela se fait.

Dans un deuxième temps, les chaebol prennent le contrôle des banques commerciales même si le processus de privatisation comporte une clause limitant à 10% les parts d'une firme dans une entreprise bancaire. On se rappelle qu'en 1972 le président Park avait adjoint une banque à chacun des plus importants chaebol. Ces derniers s'assureront de leur contrôle par des opérations boursières et juridiques très complexes. Les détails sont des plus rares à ce sujet mais selon des sources de 1982 qui se basent sur des données très conservatrices, Daewoo aurait déjà à l'époque 27% des actifs de la "Korea First Bank", Hyundai aurait 11% de la "Bank of Seoul Trust", 10% de la "Hanil Bank" et 7% de la "Korea First Bank". Samsung pour sa part aurait 10% de la "Commercial Bank of Korea".⁷ Amsden (1989) et Mitchell (1988) écrivent maintenant qu'il a été impossible pour l'Etat d'empêcher les chaebol de prendre le contrôle majoritaire des banques commerciales.¹⁰ Des défaillances dans la loi sur la privatisation des banques auraient permis à des chaebol de s'accorder des parts majoritaires dans le système bancaire par l'achat par plusieurs filiales du même groupe (et par des membres de la famille

contrôlant le chaebol) des actions d'une ou plusieurs banques. Pierre Grou (1988) associe aux plus importants chaebol une banque mais toutefois sans donner d'information sur le contrôle effectif de ces banques par ces groupes.¹¹ La privatisation des banques ne saura pas empêcher qu'en 1983 les 30 premiers chaebol recevront 48% des crédits bancaires et les 5 plus gros, 24%!.¹² Le niveau d'endettement présent des chaebol laisse croire que cela a peu changé.

Ce laisser-aller de l'Etat dans l'implantation de ses politiques économiques anti-trust sera accompagné d'une volonté de restructurer les chaebol qui intensifie éventuellement la concentration du capital en Corée.

Dans l'optique de renforcer les assises financières des chaebol et d'éviter les investissements dans le même secteur industriel par deux chaebol et plus, l'Etat décide qu'il devra y avoir qu'un chaebol par secteur industriel, surtout dans l'ILC dans lequel les principaux chaebol ont tous investi. Comme par exemple l'Etat forcera la fusion obligatoire des filiales de l'équipement lourd de trois chaebol (Hyosung, Kolon et Ssangyong). Hyundai Motor CO sera forcé de fusionner avec Saehan Motor Company, filiale de Daewoo et dont GM était le principal partenaire. L'Etat voulait ainsi par cette fusion créer une industrie automobile assez forte pour être concurrentielle sur le marché mondial. Toutefois cette fusion n'empêchera pas le groupe Daewoo de continuer la production automobile. Un autre exemple dans lequel la loi anti-trust est lâchement employée; en 1980

l'Etat ordonne aux chaebol de vendre leurs actifs dans l'immobilier pour repayer leurs dettes. Plusieurs dizaines de milliards de dollars de propriétés foncières seront vendues dans les 2 années suivantes mais 8 fois plus seront rachetées par les même compagnies!¹³ Environ 26 chaebol seront enjoins de se défaire, volontairement, de 166 filiales spécifiques mais sans trop de succès sur ce point (toutefois selon Jung [1989] il y aura 140 fusions ou changements de propriétaire de filiales des 20 premiers chaebol mais en retour ceux-ci vont créer 99 nouvelles entreprises).¹⁴ D'ailleurs ces filiales dont les chaebol se séparent seront habituellement petites et s'étaient associées volontairement aux chaebol pour des meilleurs avantages fiscaux. En 1990 et 1991 le gouvernement de Roh Tae Woo reviendra à la charge et forcera à nouveau les chaebol de vendre leurs actifs dans l'immobilier pour payer leurs dettes. Aussi, les chaebol devront localiser les 3 plus importantes filiales qui recevront des crédits à taux préférentiel pour ainsi favoriser la spécialisation des chaebol. Mais selon le Far Eastern Economic Review, ces deux dernières offensives du gouvernement sur les chaebol ont échoué.

Ce laisser-aller dans l'application des lois qui pourraient diminuer la concentration du capital démontre que l'Etat sud-coréen, malgré sa volonté de lutter contre le pouvoir économique disproportionné des chaebol, ne fera rien pour l'empêcher. La reprise économique a sûrement avantagé les groupes sur ce point. Aussi le président Chun avait d'ailleurs peu d'intérêts à ce que

les chaebol perdent de leur pouvoir économique étant donné que le développement de nouveaux secteurs de haute-technologie dépendait d'eux. En fait ce n'est pas seulement parce que l'Etat a une autonomie plus faible qu'il laisse les chaebol continuer leur expansion mais aussi parce que les intérêts à long terme de l'Etat sur le plan de la compétitivité internationale concordent avec ceux des chaebol.

L'Etat ne laissera pas toutefois les chaebol prendre le contrôle et la direction du développement économique. Les déclarations du président Chun au chapitre du dirigisme dont faisait preuve l'Etat depuis 20 ans et que celui-ci devrait abandonner, pour une croissance plus saine de l'économie, ne deviendront jamais réalité. Au contraire, l'Etat sud-coréen intensifie, dans les années 1980, ses interventions dans l'économie dans le cadre de ses plans quinquennaux qui affectent autant le développement de nouvelles branches industrielles que l'augmentation des salaires dans la société coréenne.

En fait les structures économiques de la Corée imposent des limites sévères sur le plan de la libéralisation de l'économie que le président et les gestionnaires de l'Etat voulaient implanter. La faiblesse du marché domestique, l'importance du facteur de l'exportation dans le PNB et en conséquence la nécessité d'élargir et diversifier les exportations et l'industrie coréenne, limitent l'Etat dans ses politiques économiques. De plus, nous avons vu ci-dessus que idéologiquement le régime du Président Chun se rapproche beaucoup de celui de

Park Chung Hee et ainsi la volonté de développer une économie indépendante en mesure de soutenir l'industrie militaire demeure une priorité de l'Etat. Les implications pour les chaebol sont importantes et sur ce point ces derniers garderont leur position monopoliste dans l'économie. Toutefois, à cause de leur endettement excessif, les gestionnaires de l'Etat s'impliqueront directement dans leur gestion. Ainsi, à défaut d'être capable de diminuer leur pouvoir économique, l'Etat s'assurera que leur croissance soit associée à leur performance au niveau des bénéfices. Une approche différente de l'ancien régime qui préférait s'assurer de la puissance industrielle et commerciale sur le marché mondial des chaebol plus que de leur situation financière. Dans cette optique l'Etat reviendra régulièrement à la rescousse des chaebol, même des plus gros, pour les sauver de la faillite. A cet effet les gestionnaires de l'Etat imposeront des plans de restructuration aux chaebol en difficulté financière et ce qui impliquait habituellement la vente des filiales inutiles à la survie et à la rentabilité des chaebol en question.

Une des priorités de l'Etat porte sur l'amélioration de la situation financière des chaebol. Quand le groupe Kukje-ICC, 6ème chaebol en importance, réclame l'aide financière de l'Etat pour résoudre ses problèmes de liquidités, la Maison-Bleue laissera Kukje-ICC faire faillite pour servir d'exemple aux autres chaebol sur-endettés. Il faut noter que pour ce dernier cas l'Etat agit différemment qu'avec Yulsan et Jesse. Ces deux chaebol, en pleine expansion, n'avaient aucun problème financier tel que Kukje-ICC.

Les raisons derrières leur faillites étaient purement politiques tandis que le chaebol Kukje-ICC ne pouvait plus poursuivre ses opérations quotidiennes sans un nouvel approvisionnement en crédit à bon marché de l'Etat. Toutefois il était impossible pour l'Etat d'agir de même avec les autres chaebol réticents à contrôler leur endettement et leur expansion. Ainsi on ne reverra plus de telles actions et l'Etat se fera le garant de la stabilité financière des chaebol. A cet effet, en 1985 la loi régissant les activités de la Banque de Corée est amendée pour lui permettre d'offrir des prêts à des taux préférentiels de 3% aux compagnies en trouble financier. En 1986 il y aura près de 56 firmes en phase de restructuration sous l'égide de l'Etat.¹⁵ Dans plusieurs de ces cas, une restructuration signifiait qu'un chaebol devrait se départir des filiales inutiles qui étaient par la suite transférées à des chaebol concurrents. Par exemple, dans les années 1980, le nombre de compagnies dans le transport de marchandises passe de 60 à 15 seulement.¹⁶ Plus récemment, en 1991, le gouvernement a été obligé de sauver de la banqueroute le chaebol Daewoo, le quatrième en importance! Avec une dette de \$20 milliard Daewoo aurait amené dans sa chute plusieurs banques et probablement des dizaines de fournisseurs.¹⁷ En 1987, la Korea Shipbuilding and Engineering Corporation (KSEC) est mise à la faillite par l'Etat et ses actifs passent à Hyundai. Pourtant la KSEC, privatisée en 1968, était devenue le 38ème chaebol en importance avec plusieurs filiales reliées à la construction et au transport maritime. Le gouvernement refuse d'aider la KSEC

principalement à cause de sa petite taille et même si le chaebol est le quatrième constructeur maritime de la Corée. Quelques années après, Daewoo, le troisième constructeur maritime, aussi en difficulté économique, comme tout le reste de la compagnie d'ailleurs, profitera quand même du sauvetage de l'Etat.

L'Etat échouera dans ses tentatives de diminuer le pouvoir des chaebol en laissant tomber les plus petits et en concentrant ses ressources financières pour aider les plus importants chaebol. Ainsi dans un premier temps l'Etat est incapable et a aussi peu d'intérêts à diminuer ou même à stabiliser l'expansion des chaebol. Dans un deuxième temps l'Etat se concentre sur leur restructuration financière et laissant tomber les chaebol les plus faibles et dans un troisième temps fait en sorte que des secteurs industriels complets soient contrôlés par un ou quelques chaebol.

D- L'ANALYSE DE L'AUTONOMIE RELATIVE DE L'ETAT

1- La classe capitaliste

Dans notre chapitre théorique nous avons cité Perry Anderson qui disait que,

"no class in history immediately comprehends the logic of its own historical situation, in epochs of transition: a long period of disorientation and confusion may be necessary for it to learn the necessary rules of its own sovereignty".¹⁰

Cette explication est appropriée pour la classe capitaliste sud-coréenne qui n'a jamais revendiqué le pouvoir politique ni une position de leadership moral ou philosophique dans un système capitaliste imposé par les Japonais puis par les Américains dans le cadre de la division idéologique de la péninsule coréenne. Comme dans le contexte du Bonapartisme, la classe capitaliste laisse à d'autres (les nationalistes de droite puis les militaires) le soin de diriger les affaires de l'Etat. "L'échec hégémonique" de la bourgeoisie laissera aux militaires les pleins pouvoirs sur le plan économique dans les années 1960 et 1970. Toutefois dans les années 1980, les chaebol sont devenus la fraction hégémonique de la classe capitaliste et c'est l'autonomie relative de l'Etat qui en est la cause principale.

Toutefois, le dirigisme même de l'Etat sud-coréen impliquait la formation de géants industriels qui permet à une fraction de la bourgeoisie de dominer la société sur le plan économique. Comme le faisait remarquer un Coréen;

"[...] Koreans cannot live without the chaebol. As soon as we get up, we wash with soap and toothbrush made by Lucky chaebol, wear clothes made by Samsung chaebol, go to work by a bus made by Shinjun chaebol, work in a office built by Hyundai chaebol (but built with cement made by Ssangyang chaebol), take an elavator made by Lucky chaebol, use a telephone set made by Lucky chaebol, eat food made by Samsung etc...¹⁷"

L'autonomie relativement forte de l'Etat à l'égard des classes sociales et son acharnement à créer une société industrielle moderne basée sur la puissance nationale des chaebol, ont permis la formation d'un premier groupe en mesure d'investir les sphères

du pouvoir étatique. Les intérêts, généralement concordants, des chaebol et des gestionnaires de l'Etat ont permis aux chaebol de participer au processus politique puis de l'influencer à leur faveur pour créer ainsi une économie contrôlée par quelques individus. Les années 1980 ont démontré que les plus grands chaebol ont fait de leurs intérêts ceux de la nation puisque l'Etat ne voyait rien de positif, autant pour la puissance du pays que la puissance des gestionnaires de l'Etat, à arrêter l'expansion du grand capital.

Comme nous venons de le voir pour les années 1980, les chaebol ne sont plus à l'écoute autant des gestionnaires de l'Etat qu'ils l'étaient auparavant, surtout pour les 4 grands; Samsung, Hyundai, Lucky-Goldstar et Daewoo. Ils n'ont plus à craindre des situations comme avec le cas de Yulsan et de Jesse puisque leur position prédominante dans l'économie et leur endettement élevé les mettent à l'abri des interventions drastiques (comme la faillite forcée) de l'Etat. Sauf peut-être pour des restructurations qui n'impliquent pas toutefois la puissance à long terme des chaebol. Les gestionnaires de l'Etat peuvent toujours imposer leur volonté sur les plus petits chaebol mais restent impuissants quand il s'agit de contrôler l'élite capitaliste du pays, c'est-à-dire les 10 premiers chaebol qui représentent près de 65% du PNB, s'ils refusent l'intervention étatique.

Nora Hamilton faisait remarquer dans son article Mexico: The Limits of State Autonomy (1986) que l'autonomie relative de

l'Etat mexicain semble analogue à celle des pays capitalistes avancés; le maintien des conditions de production capitaliste et la gestion des contradictions inhérentes à un tel système mais en incluant en surplus sa dépendance envers le capital étranger.²⁰ En Corée on retrouve le même phénomène mais sous une forme différente. L'Etat perd de son autonomie parce que les chaebol sont devenus difficilement contrôlable que se soit par leur niveau d'endettement ou par leur monopole de plusieurs secteurs de l'économie. Le gouvernement n'a toutefois pas à craindre une fuite de capitaux, comme au Mexique, de la part des chaebol ou des FMN. La classe capitaliste est fortement nationaliste et d'ailleurs l'Etat sud-coréen encourage les investissements étrangers des firmes coréennes. Pour les FMN, elles ne sont pas assez importantes pour créer une dépendance de l'Etat envers celles-ci.

Si on retient donc l'idée que l'autonomie relative de l'Etat dans son essence ou sa nature rejoint celle des pays industrialisés on peut donc retourner à la théorie de Poulantzas sur l'origine de la relativité de l'autonomie de l'Etat pour expliquer la nouvelle autonomie relative de l'Etat sud-coréen. Dans notre chapitre théorique nous soutenons que l'autonomie de l'Etat est relative par le fait qu'il lui revient la tâche d'organiser et d'unifier la classe capitaliste derrière la fraction hégémonique de la bourgeoisie. Les descriptions ci-dessus rappellent effectivement cette situation. Dans une économie monopoliste l'Etat sud-coréen tire son autonomie de sa

tâche d'assurer le leadership économique du grand capital. Malgré les plan quinquennaux et le dirigisme étatique, l'Etat n'a plus la possibilité d'affecter la nature même du mode monopoliste de production. Le développement économique ou de nouvelles industries proviennent de plus en plus des chaebol directement sans l'influence des gestionnaires de l'Etat; par exemple le refus de l'Etat de soutenir Samsung dans sa recherche pour développer et produire des "semi-conducteurs". Samsung est maintenant le 3ème producteur mondial! Aussi l'Etat s'assure de la prédominance des chaebol, en veillant à leur rentabilité sous la forme de restructurations de leurs activités quand cela s'avère plus rentable et plus productif pour l'économie nationale. Les plus petits chaebol sont laissés de côté pour assurer la rentabilité des plus gros chaebol; des champs d'activité sont en fait réservés à quelque compagnies. Visiblement l'Etat possède encore une autonomie à l'égard des chaebol, probablement encore plus importante que dans bien d'autres pays mais il n'est plus en mesure de modifier la caractéristique majeure de l'économie coréenne, sa concentration du capital.

Les objectifs de l'Etat ont été atteint en matière d'indépendance économique et militaire. Le résultat est une concentration hyper-élevée de l'économie. Maintenant les capacités de l'Etat de modifier ce mode centralisé de production sont minimes. Le degré d'autonomie de l'Etat a effectivement diminué à l'égard des chaebol, tout comme son rôle dans

l'économie. Il est donc prévisible de voir encore l'Etat essayer d'imposer son dirigisme et de voir les chaebol s'y opposer de plus en plus. Aussi la perte d'autonomie de l'Etat se fait aussi, mais une moindre mesure, par rapport aux classes subordonnées. La montée d'une opposition populaire pourrait aussi affecter la puissance des chaebol.

2- Les classes subordonnées

Dans la première moitié des années quatre-vingts le régime du président Chun n'est plus aussi autonome à l'égard des classes subordonnées que pouvait l'être le régime de Park Chung Hee. A son époque, sauf pour les étudiants et une faible classe capitaliste, personne est en mesure de contester l'autoritarisme de Park. Toutefois le développement intensif de l'économie a aussi comme conséquence l'apparition d'une société capitaliste moderne avec ses classes sociales consacrées. La lutte des travailleurs qui s'intensifie dans les années 1980 et les manifestations contre le régime qui unient souvent travailleurs et étudiants démontrent que ce n'est pas seulement la classe capitaliste qui découvre sa souveraineté et sa conscience de classe mais aussi la classe ouvrière au sens large du terme. D'ailleurs le président Chun rétablit le système démocratique sous l'impulsion des manifestations énormes auxquelles il doit faire face (et aussi sous l'influence des Etats-Unis mais dans une moindre mesure). En fait la société sud-coréenne des années

1980 est complètement l'anti-thèse de la société des années 1960. Les implications pour l'autonomie relative de l'Etat sont importantes. Comme le fait remarquer Rueschemeyer et Evans (1985), c'est le succès même de l'Etat dans son rôle dirigiste qui affectera éventuellement son abilité à s'isoler, à rester autonome des classe sociales. Mais avec la montée en puissance de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, l'Etat devient un "aréna" de luttes sociales dans le sens poulantzasiens du terme.²¹ Mais cet état de fait n'est pas encore atteint. L'Etat sud-coréen est encore isolé des classes subordonnée par le fait que c'est un ancien général et son parti politique qui furent élu démocratiquement en 1987 et comme le démontre aussi l'insouciance de l'Etat vis-à-vis la violence employée par les dirigeants des chaebol pour mater les élans de protestation des ouvriers de Hyundai ou de Daewoo depuis 1987. Mais avec le retour du système démocratique, on assistera au développement de ce type d'autonomie où les rapports de force présents dans la société sont représentés dans les appareils étatiques. A ce niveau la classe capitaliste est de plus en plus souvent en affrontement avec les gestionnaires de l'Etat comme le démontre les actions de Hyundai et de son président-fondateur, Chung Ju Hyung, qui refuse en 1991 de participer au plan de l'Etat de développer un TGV entre Seoul et Pusan au coût de \$10 milliards. Et avec les liens que Chung entretient avec Kim Young Sam, l'ancien opposant de Roh Tae Woo à la présidence de la République, l'Etat imposera donc une taxe spéciale \$180 millions à Hyundai que Chung refuse de

payer. Une "punition" plutôt insignifiante comparée au cas de Yulsan et de Jesse. Aussi plus récemment, après une visite en Chine et en Corée du nord par Chung Ju Hyung, ce dernier refuse de rencontrer le président Roh pour l'informer de ses négociations avec entre autres Kim Il Sung. Une pratique habituelle des dirigeants capitalistes qui vont à l'étranger est d'échanger avec la Maison-Bleue les informations recueillies pendant le voyage.²²

Aussi avec l'union réussie des partis d'opposition pour les élections de janvier 1993 derrière Kim Dae Jung (une première dans l'histoire contemporaine de la Corée du sud) on peut entrevoir les structures d'une société moderne avec des classes sociales en mesure d'imposer ses intérêts comme représentatifs de la nation.

En fait la classe capitaliste avec à sa tête les chaebol est en voie de devenir la force hégémonique dans la société sud-coréenne déplaçant la domination depuis 1961 de l'hégémonie militaire et de son autoritarisme. Nous assisterons à une montée des revendications des classes subordonnées et probablement à la fin du dirigisme autoritaire de l'Etat. L'action économique et rationnelle de l'Etat sera beaucoup plus le résultat des intérêts conflictuels des gestionnaires de l'Etat, de la classe capitaliste et de la classe ouvrière comme le fait remarquer Fred Block pour les pays industrialisés de l'Ouest.

CONCLUSION

Les structures sociales de la Corée du sud ont visiblement changé depuis 1960. Les classes sociales, tout particulièrement la classe capitaliste, s'affirment de plus en plus et obligent l'Etat à réajuster sa position d'acteur principal dans l'économie. Cette position se rapproche beaucoup plus du rôle de l'Etat dans la reproduction du capital tel que décrit par Poulantzas. Dans un système démocratique, la relativité de l'Etat sud-coréen se fait de plus en plus par rapport aux divisions au sein de la classe capitaliste. Les années 1980 démontrent que l'Etat assure au grand capital sa position hégémonique au sein de la bourgeoisie étant donné son impossibilité de diminuer sa puissance. Les intérêts des gestionnaires de l'Etat et des chaebol concordent encore beaucoup, ces derniers étant lesquels sur qui reposent l'accumulation du capital et la puissance de la nation. Il reste à voir si les gestionnaires de l'Etat accepteront une perte de leur influence, de leur pouvoir et éventuellement de leur capacités d'intervention et de contrôle envers les classes sociales et les structures économiques. Cette perte d'autonomie affectera nécessairement et éventuellement l'autonomie structurelle de l'Etat sud-coréen envers l'économie mondiale. La tâche de rester compétitif sur le marché mondial reviendra aux chaebol avant tout mais avec la baisse des tensions militaires avec la Corée du nord et la Chine il est probable que le lien entre puissance économique et puissance militaire

s'atténuera dans la pensée des gestionnaires de l'Etat. Les exigences internationales n'affecteront plus autant les décisions politiques de l'Etat en matière économique. D'ailleurs ce dernier n'aurait probablement plus les capacités autonomes pour intervenir dans l'économie en fonction des exigences militaires et économiques internationales.

NOTES DE REFERENCE (chapitre cinquième)

1. Toutes les informations ci-dessus sur les chaebol ont été tirées des sources suivantes: AMSDEN, A. H., (1989); SAVARY, J., & SHIN, Y.K., (1989); OGLE, G.E., (1990); GROU, P., (1988); MICHELL, T., (1988); LEE, Sang M., (1989); The Economist (divers numéros), Far Eastern Economic Review, (divers numéros), The Citizen (08/12/1991).
2. KIHIL, Young Whan, (1984), pp. 75 et suivantes.
3. Les informations portant sur les changements politiques intervenus depuis la mort de Park Chung Hee sont tirées des sources suivantes; SHORROCK, T., (1988) pp. 95 à 103; BILLET, B.L., (1990), pp. 330-307.
4. HAGGARD, S. & MOON, C.-I., (1990), p. 217.
5. Il faut noter que le président Park, au contraire de Syngman Rhee, ne se maintenait pas au pouvoir par des fonds électoraux provenant des chaebol. Il s'était plutôt retourné dans les années 1960 vers l'organisation d'un parti politique et vers ensuite la répression directe des opposants. Comme nous en avons déjà fait la remarque, les gestionnaires de l'Etat dépendaient des chaebol par le fait que ceux-ci contrôlaient et produisaient l'accumulation du capital. Les revenus de l'Etat dépendaient du niveau d'activité capitaliste.
6. HAGGARD, S. & MOON, C.-I., (1990), p. 219.
7. Ibid., pp. 226-227.
8. AMSDEN, A.H., (1989), p. 133.

9. Dans le Far Eastern Economic Review, 22 oct. 1982.
10. AMSDEN, A.H., (1989), p. 135 et MICHELL, T., (1988), p. 68. Ils ne donnent toutefois aucune données.
11. GROU, Pierre (1988), p. 75-76-77.
12. STEINBERG, David I., (1989), p. 155.
13. AMSDEN, A.H., (1989), p. 132; HAGGARD, S. & MOON, C.-I., (1990), p. 220; MICHELL, T., (1988), pp. 95-97; JUNG, K.H., (1989), p. 17.
14. AMSDEN, A.H., (1989), p. 132 et JUNG, Ku Hyun, (1989), p. 17.
15. AMSDEN, A.H., (1989), p. 135.
16. Ibid., p. 132.
17. Dans le Far Eastern Economic Review, 20 février 1992, p. 48.
18. ANDERSON, P., cité dans Miliband, R., (1983), p. 55.
19. Cité dans OGLE, G.E., (1990), p. 44.
20. HAMILTON, N., (1986), pp. 96-97.
21. RUESCHEMEYER, Dietrich & Peter B. EVANS, (1985), p. 49.
22. Dans le Far Eastern Economic Review (28 nov. 1991 et 30 janvier 1992). Toutefois les compagnies plus "coopératives" recevront des privilèges comme Daewoo qui est un des rares chaebol à pouvoir entretenir des relations commerciales avec la Corée du nord. Dans Business Week (08/06/1992).

CONCLUSION

La Corée est passée en moins de 25 ans d'une économie en voie de développement à une économie nouvellement industrialisée. Cette économie et son développement ont été et sont encore aujourd'hui caractérisés par une concentration hyper-élevée du capital et un dirigisme autoritaire de l'Etat. Dans le cadre de cette thèse nous avons élaboré un cadre théorique qui serait en mesure de nous offrir les outils nécessaires pour analyser la relation et les rapports entre la concentration du capital et le dirigisme étatique. A cet effet le concept de l'autonomie relative de l'Etat s'est avéré efficace. Malgré le fait que les théories de l'autonomie relative de l'Etat aient été élaborées dans le cadre des pays capitalistes avancés, elles contenaient les éléments de base pour l'analyse du cas sud-coréen.

Dans un premier temps, en se référant à notre hypothèse principale, on remarque qu'effectivement l'Etat sud-coréen, par sa forte autonomie relative, facilite une concentration élevée du capital et qu'elle a comme résultat une forte croissance économique. On se rappelle aussi que cela se fait dans un contexte particulier; 1) l'autoritarisme de l'Etat. Dans les chapitre 3 et 4 nous avons vu à cet effet que l'autonomie relativement forte de l'Etat à l'égard des classes sociales permet aux gestionnaires de l'Etat d'entreprendre des politiques économiques indépendamment des intérêts de la société mais plutôt

par rapport à ses propres intérêts; l'indépendance économique et militaire de la Corée du sud; 2) les exigences militaires et économiques internationales. Tout au long de cette recherche, l'Etat est constamment influencé par les relations extérieures autant sur le plan militaire qu'économique et instaure des politiques sociales et économiques qui verront à atténuer les effets internationaux des relations extérieures. Par exemple la promotion d'une forte concentration du capital vise à éviter la dépendance envers les FMM, à soutenir le développement économique, à faire en sorte que la Corée puisse posséder des entreprises capables de concurrencer les firmes étrangères sur les marchés mondiaux et enfin à instaurer une base industrielle en mesure de soutenir une industrie militaire; 3) le contrôle des classes subordonnées. Nous avons vu tout particulièrement dans le chapitre 4 comment l'Etat augmente sa répression envers les classes sociales pour éviter une contestation du régime et du mode d'accumulation et pour donner aux chaebol un atout important dans leur développement; le contrôle des travailleurs et des syndicats. Finalement nous avons vu que les capacités de l'Etat d'atteindre ses objectifs politiques, militaires et économiques sont en relation directe avec sa forte autonomie par rapport aux structures sociales de la Corée du sud et par rapport au capital étranger.

Nous allons revoir maintenant nos trois hypothèses de recherche et faire un résumé des développements théoriques et empiriques qui leur sont associés. Nous reverrons ainsi les liens

entre le cadre théorique de l'autonomie relative de l'Etat et les discussions empiriques sur la Corée du sud.

Notre première hypothèse se lisait comme telle; il existe à long terme une compatibilité entre les intérêts de l'Etat et ceux de la fraction du grand capital (les chaebol) de la bourgeoisie sud-coréenne.

Tout au long de cette thèse ce qui ressort le plus des rapports entre l'Etat et les chaebol est le peu de divergences importantes entre ces deux groupes. On peut retirer quelques conclusions à cet effet; premièrement le fait que dans la société sud-coréenne des années 1950 aucune classe sociale peut être considérée comme hégémonique, que la classe capitaliste, malgré la présence d'une économie capitaliste, ne peut imposer ses intérêts comme représentatifs de la société sud-coréenne. Nous ne reviendrons pas sur ces conditions historiques de la structure des classes sociales que nous avons abordé dans le chapitre historique. Toutefois il faut se rappeler que le régime de Syngman Rhee est peu porté sur le développement économique et que la classe capitaliste, dont les chaebol, est relativement jeune. Le grand capital est incapable, malgré ses liens avec l'Etat, de se lancer dans un développement industriel de l'économie, se contentant au contraire d'activités non-productives (spéculation, importation de biens de luxe, opérations financières etc...). Les chaebol des années 1950 peuvent être considérés comme immatures et inexpérimentés.

Quand les militaires prennent le pouvoir ils ont en tête un modèle de développement économique à long terme, avec des objectifs et des intérêts très spécifiques. Ils réveillent en quelque sorte le grand capital, ils le réhabilitent en lui donnant un rôle prédominant dans le développement économique et militaire de la Corée du sud. Entretemps l'hégémonie militaire devient tellement omniprésente que les chaebol ne font que suivre les directives politiques et la planification économique de l'Etat. Les succès de l'industrie légère et des exportations dans les années 1960 doivent sûrement réassurer le grand capital à l'égard des capacités de l'Etat en matière de direction économique, surtout que les chaebol ont un accès facile à la Maison-Bleue et aux autres ministères à saveur économique. Ils recoivent aussi les meilleures conditions fiscales et financières pour développer leurs entreprises. Dans les années 1960 les grands capitalistes sont comme des haut-fonctionnaires de l'Etat sans se rendre compte que comme classe sociale ils peuvent décider eux-même de leurs intérêts économiques. La classe capitaliste n'est tout simplement pas encore hégémonique au contraire de son homologue des pays capitalistes avancés. Aussi ce qui fait que la classe capitaliste a des intérêts compatibles avec ceux de l'Etat provient du fait qu'autant les militaires que le grand capital sont idéologiquement à droite. Il n'est donc pas surprenant de voir Park Chung Hee, le personnage politique le plus prédominant depuis 1945, s'inspirer de l'Ere Meiji du Japon pour élaborer ses politiques économiques et le président du

chaebol Samsung, Lee Byung Chul, un des capitalistes les plus puissant de la Corée, s'inspirer des zaibatsu dans l'instauration de son chaebol. L'influence du Japon fasciste se fait encore sentir dans la transformation de la Corée d'une économie en voie de développement à une économie nouvellement industrialisée. Les intérêts concordants des militaires et des chaebol sont aussi évident dans la lutte anti-communiste, un euphémisme pour l'anti-syndicalisme dont les militaires autant que les chaebol profitent. Les premiers pour renforcer et isoler leur capacité de décisions économiques et les seconds pour augmenter leur pouvoir économique qui profite à long terme à la Corée.

A cet effet l'approche de Poulantzas nous a été de peu d'utilité puisque des auteurs comme Nora Hamilton et Thomas Bamat ont démontré dans le cas de l'Amérique du sud que l'échec hégémonique de la classe capitaliste a atténué son rôle dans le développement économique, un rôle repris pas l'Etat et modifiant considérablement les rapports de pouvoir entre l'Etat et la classe capitaliste. Dans la Corée des années 1960 et 1970 on ne peut pas parler de condensation des rapports de force au sein des appareils étatiques, pas seulement à cause de l'échec hégémonique de la classe capitaliste mais aussi à cause de l'autoritarisme de l'Etat envers les classes subordonnées. On remarque plutôt, comme Block nous l'avait signifié, que dans une période exceptionnelle, le coup d'Etat et l'instabilité socio-politique du début des années soixante, les gestionnaires de l'Etat s'accaparent une plus grande marge de manoeuvre dans les décisions économiques.

Avec leur puissante hégémonie, ils modifient les rapports de force entre l'Etat et les chaebol pour faire des dirigeants de ces derniers que des "haut-fonctionnaires". Toutefois, dans les années 1980, les chaebol deviennent tellement puissant et avec le développement d'une société de plus en plus caractérisée par les divisions de classe, le modèle théorique de Poulantzas réapparaît très utile. De plus en plus on voit apparaître un Etat . caractérisé par une lutte des classes au sein de ses appareils. Les intérêts de l'Etat et des chaebol devront de plus en plus diverger surtout par le fait qu'il y aura une transmission du pouvoir de l'Etat aux chaebol au niveau de la direction du développement économique. On peut parler de rapports de force entre l'Etat, les chaebol et la classe ouvrière avec l'apparition de conflits sur des points comme les services sociaux et la justification des dépenses militaires dans le cadre de la baisse des tensions Nord-Sud.

Notre deuxième hypothèse; l'expansion économique de la Corée du sud est fondée, depuis 1961, sur la puissance nationale et mondiale des chaebol.

Les militaires ont des intérêts spécifiques et dans un contexte historique marqué par le colonialisme japonais et la division idéologique de la Corée, ils cherchent avant tout à développer une économie forte et indépendante pour soutenir la machine militaire du pays. Déjà en 1961 Park Chung Hee désire mettre à contribution les chaebol, influencé était-il par l'histoire japonaise et ses puissants zaibatsu. Il n'est pas

évident toutefois que les chaebol, s'ils avaient échoué, qu'ils auraient bien pu rester le principal partenaire de l'Etat dans le développement économique. La structure familiale des chaebol auraient pu être démenteler par l'Etat. Cela est encore discutable, mais il semble qu'à première vue les objectifs des militaires pouvaient être beaucoup plus rapidement atteint en basant le développement économique sur les chaebol que sur la concurrence et le laisser-faire comme le démontre d'ailleurs les succès des chaebol depuis lors. Premièrement, les militaires désirent un contrôle national de l'économie, donc peu d'influence de FMN. Les chaebol offrent cette possibilité puisqu'ils n'ont pas de liens avec le capital étranger et sont les seuls en Corée à posséder les capacités pour développer une économie indépendante comme le démontre leurs expériences dans les cas des "joint-ventures". Deuxièmement, un contrôle national de l'économie et une forte croissance économique impliquaient pour un pauvre pays comme la Corée le dépassement des limites du capitalisme dépendant et le développement de groupes industriels capables de concurrencer et de remplacer le rôle traditionnel des FMN dans les PVD. L'Etat devait voir à la création de groupes capables autant de développer et d'utiliser de nouvelles technologies que de participer à des "joint-ventures", d'exporter des produits manufacturés et diversifier leurs produits pour éviter une forme quelconque de dépendance sur un produit en particulier. Les militaires ne connaissaient sûrement pas toutes ces implications liées à leurs objectifs mais au cours des années soixante cela

leur devient évident au fur et à mesure qu'ils prennent connaissance des exigences du développement économique et des avantages qu'offrent les chaebol.

A ce sujet Skocpol et Block démontrent dans leur analyse que les intérêts spécifiques d'un Etat ne sont pas seulement conditionnés par les exigences de reproduction du capital. Nous avons vu que Skocpol parle des exigences militaires et économiques mondiales. Des exigences qui peuvent faire que l'Etat peut agir à l'encontre des intérêts de la classe dominante. Les conditions historiques de la Corée font que les intérêts de l'Etat vont bénéficier aux chaebol, toutefois l'importance de la position militaire de la Corée du sud reste primordial depuis 1961 et conditionne le développement économique. Le développement de l'industrie lourde et chimique a sa raison d'être, entre autres, dans la volonté des militaires de posséder leur propre industrie militaire. L'indépendance militaire désirée par l'Etat profite aux chaebol. Les 4 plus importants producteurs d'armements sont aussi les 4 plus importants chaebol et ils sont en mesure maintenant de soutenir l'armée sud-coréenne dans la majorité de ses besoins militaires. Skocpol met l'emphasis sur le fait que les intérêts de l'Etat peuvent être divergeants de ceux de la classe dominante. Dans le cas de la Corée du sud, que l'Etat fonde la puissance économique du pays sur les chaebol, ne signifie pas obligatoirement que les deux groupes possèdent les mêmes intérêts. Les conditions historiques de la Corée ont fait en sorte que ces intérêts puissent concorder.

Notre troisième hypothèse; l'autonomie de l'Etat a atteint son apogée dans les années 1970.

Cette hypothèse est le résultat des deux premières. A la fin des années soixante la croissance économique du pays et des chaebol, et l'autoritarisme croissant de Park Chung Hee, ont placé les gestionnaires de l'Etat et les chaebol dans une position ambiguë. Avec la montée des critiques du régime et des problèmes financiers des chaebol, Park Chung Hee devait soit se retirer de son poste présidentiel en vertu des lois constitutionnelles, soit modifier la constitution et les règles régissant le pouvoir politique. La deuxième solution a été choisie. L'instauration de la constitution Yushin permettait à l'Etat de continuer ses plans de développement économique et militaire et de renforcer la position financière des chaebol. Nous ne reviendrons pas sur les raisons qui poussent Park Chung Hee à instaurer un régime autoritaire. On s'aperçoit dans les années 1970 que l'hégémonie militaire, malgré sa force au sein des appareils étatiques et au sein du grand capital, n'est pas très bien enracinée parmi les classes subordonnées. Une situation plutôt normale avec la montée de la classe ouvrière et d'une opposition politique mieux structurée qui n'avait aucune place dans cette hégémonie militaire. Le résultat sera une accélération du processus de concentration du capital, une forte croissance économique et aussi une forte autonomie de l'Etat à l'égard des classes subordonnées.

Ceci démontre que l'autonomie de l'Etat sud-coréen dans les années 1970 est relatif, beaucoup plus par rapport aux structures de la NDIT ou du capitalisme dépendant que par rapport aux classes sociales. La classe capitaliste, malgré son pouvoir économique, demeure encore dépendante de l'Etat surtout par le fait que ce dernier contrôle tout les crédits bancaires. Il est évident que l'autonomie de l'Etat envers le grand capital est encore forte comme le démontre le cas des chaebol Yulsan et Jesse. Comme nous l'avons vu avec les analyses des auteurs ayant opérationalisé le concept d'autonomie relative de l'Etat pour des PVD, les limites instrumentales, c'est-à-dire les limites de l'Etat à l'égard des classes sociales, peuvent être modifiées beaucoup plus facilement que les limites structurelles d'un Etat d'un PVD. Ainsi l'autonomie de l'Etat sud-coréen est relativement faible à l'égard des structures internationales. La nécessité de d'augmenter les exportations pour approfondir en amont et en aval les structures industrielles du pays oblige l'Etat à augmenter le pouvoir des chaebol, comme par exemple avec la création des Compagnies de Commerce International ou en contrôlant la consommation et les salaires etc...

Pour terminer, nous avons soutenu tout au long de cette recherche que la Corée du sud avait réussi à dépasser les limites structurelles du capitalisme dépendant. Avec un revenu per capita de près de \$6000, la 10ème position au niveau de la production industrielle dans le monde, des secteurs à la fine pointe

technologique et une économie diversifiée, la Corée du sud démontre son indépendance à l'égard de la NDIT qui souvent garde les PVD dans un cercle vicieux de dépendance technologique, alimentaire ou financière. Toutefois l'économie sud-coréenne est intégrée plus que jamais dans l'économie mondiale et est obligée de maintenir des taux de croissance élevée pour améliorer sa position économique dans le monde. Il est évident que les bases économiques de la Corée du sud, c'est-à-dire les chaebol, sont fragiles comme le démontre leur niveau d'endettement. Depuis quelques années on parle de démanteler les structures de gestion familiale des chaebol considérées comme archaïques et inaptes pour les remplacer par des structures proches des keiretsu japonais, la version moderne des zaibatsu. Chaque filiale d'un keiretsu est gérée par des unités de gestion indépendantes et cotées à la bourse. Dans cette optique la Corée du sud pourrait diminuer considérablement le pouvoir de quelques individus contrôlant presque les trois quart de l'économie et renforcer les structures industrielles de l'économie trop sujettes à la volonté de quelques hommes mais sans affecter la puissance de l'économie nationale.

BIBLIOGRAPHIE

ALAM, M. Shahid, "The South Korean "Miracle": Examining the Mix of Government and Markets", The Journal of Developing Areas, 1989, vol. 23, no. 2, pp. 233-258.

AMSDEN, Alice, Asia's Next Giant: South Korea and Late Industrialization, New York, Oxford University Press, 1989.

BALAIZE, Claude et al., La Corée, Paris, P.U.F., 1991.

BAMAT, Thomas, "Relative State Autonomy and Capitalism in Brazil and Peru" The Insurgent Sociologist, 1977, vol. 7, no. 2, pp. 74-84.

BANQUE MONDIALE, Korea: Development in a Global Context, Washington D.C., 1984.

BILLET, Bret L., "South Korea at the Crossroad: An Evolving Democracy or Authoritarianism Revisted", Asian Survey, 1990, vol. 30, no. 3, pp. 300-311.

BLOCK, Fred, "Beyond Relative Autonomy: State Managers as Historical Subjects", dans The Socialist Register, sous la dir. de R. MILIBAND & J. SAVILLE, London, Merlin Press, 1980.

BLOCK, Fred, "The Rulling Class Does Not Rule: Notes on the Marxist Theory of the State", dans, Revising State Theory: Essays in Politics and Postindustrialism, sous la dir. de F. BLOCK, Philadelphia, Temple University Press, 1987.

BOCOCK, Robert, Hegemony, Sussex, Ellis Horward LTD., 1986.

CAMACK, Paul, "Bringing the State Back In?", British Journal of Political Science, 1989, vol. 19, no. 2, pp. 261-290.

CARNOY, Martin, The State and Political Theory, Princeton, Princeton University Press, 1984.

CHANG, Do Young, "The Republic of Korea Army and Its Role in National Development", Asian Affairs: An American Review, 1986-87, vol. 13, no. 4, pp. 56-68.

CHO, Dong-sung, The General Trading Company: Concept and Strategy, Lexington, D.C. Heath & Company, 1987.

COX, Robert, "Production and Hegemony: Toward a Political Economy of World Order", dans, The Emerging International Economic Order: Dynamic Processes, Constraints and Opportunities, sous la dir. de H.K. JACOBSON & D. SIDJANSKI, Beverly Hills, Sage Publications, 1982.

COX, Robert, "Gramsci, Hegemony and International Relations: An Essay in Method", Millennium, 1983, vol. 12, no. 2, pp. 162-175.

COX, Robert, Production, Power and World Order: Social Forces in the Making of History, New York, Columbia University Press, 1987.

CUMINGS, Bruce, The Origins of the Korean War: Liberation and the Emergence of Separate Regimes, 1945-1947, Princeton, Princeton University Press, 1981.

CUMINGS, Bruce, "The Origins and Development of Northeast Asian Political Economy: Industrial Sectors, Product Cycles, and Political Consequences", dans, The Political Economy of the New Asian Industrialism, sous la dir. de F.C. DEYO, Ithaca, Cornell University Press, 1987.

DEYO, Frederic C., "State and Labor: Modes of Political Exclusion in East Asian Development", dans, The Political Economy of the New Asian Industrialism, sous la dir. de F.C. DEYO, Ithaca, Cornell University Press, 1987.

EVANS, Peter, Dependant Development: The Alliance of Multinationals, State and Local Capital in Brazil, Princeton, Princeton University Press, 1979.

GALLEZ, Agnès, "Les signes d'essoufflement du "miracle" économique coréen", Mondes en Développement, 1981, Tome 9, no. 34, pp. 89-105.

GOOSE, Stephan D., "The Military Situation in the Korean Peninsula", dans, Two Koreas - One Future?, sous la dir. de J. SULLIVAN & R. FOSS, Landham, University Press of America, 1987.

GRAHAM, Norman A., "The Role of the Military in the Political and Economic Development of the Republic of Korea", dans, Civil Military Interaction in Asia and Africa, sous la dir. de C.H. KENNEDAY & D.J. LOUSCHER, Leiden, E.J. Brill, 1991.

GROU, Pierre, L'Emergence des Géants du Tiers-monde, Paris, Publisud, 1988.

GULAP, Haldun, "Capital Accumulation, Classes and the Relative Autonomy of the State", Science and Society, 1987, vol. 51, no. 3, pp. 287-313.

HAGGARD, Stephan & Chung-in MOON, "The South Korean State in the International Economy: Liberal, Dependant or Mercantile?", dans, The Antinomies of Interdependence: National Welfare and the International Division of Labour, sous la dir. de J.G. RUGGIE, New York, Columbia University Press, 1983.

HAGGARD, Stephan & Chung-in MOON, "Institutions and Economic Policy: Theory and a [South] Korean Case Study", World Politics, 1990, vol. 42, no. 2, pp. 210-237.

HAGGARD, Stephan & Tun-jen CHENG, "State and Foreign Capital in the East Asian NIC's", dans, The Political Economy of the New Asian Industrialism, sous la dir. de F.C. DEYO, Ithaca, Cornell University Press, 1987.

HAMILTON, Clive, Capitalist Industrialization in Korea, Boulder, Westview Press, 1986.

HAMILTON, Gary G. & Marco ORRU, "Organizational Structure of East Asian Companies", dans, Korean Managerial Dynamics, sous la dir. de K.H. CHUNG & H.C. LEE, New York, Praeger, 1989.

HAMILTON, Nora, "State Autonomy and Dependant Capitalism in Latin America", British Journal of Sociology, 1981, vol. 32, no. 3, pp. 305-329.

HAMILTON, Nora, "Mexico: The Limits of State Autonomy", dans, Modern Mexico: State, Economy and Social Conflict, sous la dir. de N. HAMILTON & T.F. HARDING, Beverly Hills, Sage, 1986.

HAN, Sung-joo, "Student Activism: A Comparison Between the 1960 Uprising and the 1971 Protest Movement", dans, Political Participation in Korea: Democracy, Mobilization and Stability, sous la dir. de C.L. KIM, Santa Barbara, Clio Books, 1980, pp. 143-161.

HAN, Sung-joo, "Political Institutionalization in South Korea: 1961-1984", dans, Asian Political Institutionalization, sous la dir. de R.A. SCALAPINO et al., Berkely, University of California Press, 1986, pp. 116-137.

HAHN, Bae-ho, "The Role of the State in Development: The Korean Case", China Report, 1986, vol. 22, no. 3, pp. 289-306.

HALLIDAY, Jon, "Capitalism and Socialism in East Asia", New Left Review, 1980, no. 124, pp. 3-24.

HENDERSON, Gregory, Korea: The Politics of the Vortex, Cambridge, Harvard University Press, 1968.

HENDERSON, Gregory, "The Politic of Korea", dans, Two Koreas - One Future?, sous la dir. de J. SULLIVAN & R. FOSS, Landham, University Press of America, 1987.

HENDERSON, Gregory, "Constitutional Changes from the First to the Sixth Republic: 1948 to 1987", dans, Political Change in South Korea, sous la dir. de I.J. KIM & Y.W. KIHIL, New York, Paragon House, 1988.

HUER, Jon, Marching Order: The Role of the Military in South Korea "Economic Miracle": 1961-1971, New York, Greenwood Press, 1989.

IRWAN, Alexander, "Real Wages and Class Struggles in South Korea", Journal of Contemporary Asia, 1987, vol. 17, no. 4, pp. 385-408.

JESSOP, Bob, The Capitalist State: Marxist Theories and Methods, New-York, New York University Press, 1982.

JOHNSON, Chalmers, "Political Institutions and Economic Performance: The Government-Business Relationship in Japan, South Korea, and Taiwan", dans, The Political Economy of the New Asian Industrialism, sous la dir. de F.C. DEYO, Ithaca, Cornell University Press, 1987.

JONES, Leroy P. & IL SAKONG, Government, Business and Entrepreneurship in Economic Development: The Korean Case, Cambridges, Harvard University Press, 1980.

JUNG, Ku Hyun, "Business-Government Relations in Korea", dans, Korean Managerial Dynamics, sous la dir. de K.H. CHUNG & H.C. LEE, New York, Praeger, 1989, pp. 11-26.

KIHIL, Young Whan, Politics and Policies in Divided Korea: Regimes in Contest, Boulder, Westview Press, 1984.

KIM, C.I. Eugene & Han-kyo KIM, Korea and the Politics of Imperialism: 1876-1910, Berkely, University Of California Press, 1968.

KIM, Dae-jung, Mass Participatory Economy: A Democratic Alternative for Korea, Lanham, University Press of America, 1985.

KIM, Kwan Bong, The Korea-Japan Treaty Crisis and the Instability of the Korean Political System, New York, Praeger, 1971.

KIM, Kwang-ok, "A Study on the Political Manipulation of Elite Culture: A Confucian Culture in Local Level Politics", Korea Journal, 1988, vol. 28, no. 12, pp. 4-16.

KIM, Kyong-dong, "Political Factors in the Formation of the Entrepreneurial Elite in South Korea", Asian Survey, 1989, vol. 25, no. 5, pp. 465-477.

KIM, Quee-young, The Fall of Syngman Rhee, Berkely, Institute of East Asian Studies, University of California Press, 1983.

KIM, Se Jin, "South Korea's Involment in Viet-Nam and Its Economic and Political Impacts", Asian Survey, 1970, vol. 10, no. 6, pp. 519-532.

KIM, Se Jin, The Politics of the Military Revolution in Korea, Chapel Hill, The University of California Press, 1971.

KUZNETS, Paul W., "Government and Economic Strategy in Contemporary South Korea", Pacific Affairs, 1985, vol. 58, no. 1, pp. 44-67.

KWACK, Sung Yeung, "The Economic Development of the Republic of Korea: 1965-1981", dans, Models of Development: A Comparative Study of Economic Growth in South Korea and Taiwan, sous la dir de L.J. LAU, San Francisco, ICS Press, 1990.

LEE, Sang M., "Management Styles of Korean Chaebols", dans, Korean Managerial Dynamics, sous la dir. de K.H. CHUNG & H.C. LEE, New York, Praeger, 1989.

LIM, Hyun-chin & Woon-seun PEAK, "State Autonomy in Modern Korea: Instrumental Possibilities and Structural Limits", Korea Journal, 1987, vol. 27, no. 11, pp. 19-32.

MacDONALD, Donald S., The Koreans: Contemporary Politics and Society, Boulder, Westview Press, 1990.

MacNAMARA, Dennis L., "The Keisho and the Korean Business Elite", The Journal of Asian Studies, 1989, vol. 48, no. 2, pp. 310-323.

MacNAMARA, Dennis L., The Colonial Origins of the Korean Enterprise: 1919-1945, New York, Cambridge University Press, 1990.

MASON, Edward et al. The Economic and Social Modernization of the Republic of Korea, Cambridge, Harvard University Press, 1980.

MARDON, Russell, "The State and the Effective Control of Foreign Capital: The Case of South Korea", World Politics, 1990, vol. 43, no. 1, pp. 111-138.

MARX, Karl, Oeuvres Choiesies, Tome 1, Moscou, Editions du Progrès, 1974.

MICHELL, Tony, "What Happens to Economic Growth when Neo-classical Policy Replaces Keynesian? The Case of South Korea", IDS Bulletin, 1981, vol. 13, no. 1, pp. 60-67.

MICHELL, Tony, From a Developing to a Newly Industrialized Country: The Republic of Korea, 1962-82, Geneva, International Labour Office, no. 6, 1988.

MIGDAL, Joel S., Strong Societies and Weak State: State-Society Relations and State Capabilities in the Third World, Princeton, Princeton University Press, 1988.

MILIBAND, Ralph, "State Power and Class Interests", New Left Review, 1983a, no. 138, pp. 57-68.

MILIBAND, Ralph, "Political Forms and Historical Materialism", dans, Class Power and State Power, sous la dir. de R. MILIBAND, London, Verso, 1983b.

OGLE, George E., South Korea: Dissent Within the Economic Miracle, London, ZED, 1990.

OH, Byung-hun, "Students and Politics", dans, Korean Politics in Transition, sous la dir. de E.W. WRIGHT, Seattle, University of Washington Press, 1975, pp. 111-152.

PARK, Chung Hee, Our Nation's Path: Ideology and Social Reconstruction, Seoul, Hollym Corporations Publishers, 1962a.

PARK, Chung Hee, The Country, the Revolution and I, Seoul, Hollym Corporations Publishers, 1962b.

PARK, Chung Hee, Toward Peaceful Unification: Selected Speeches, Seoul, Kwang Myong Publishing Company, 1976.

PARK, Moon Kyu, "Interest Representation in South Korea: The Limits of Corporatist Control", Asian Survey, 1987, vol. 27, no. 8, pp. 903-917.

POULANTZAS, Nicos, Les Classes Sociales dans le Capitalisme Aujourd'hui, Paris, Editions du Seuil, 1974.

POULANTZAS, Nicos, L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme, Paris, Quadriga/PUF, 1978.

RHEE, Hang Yul, "The Economic Problems of the Korean Political Economy", dans, Political Change in South Korea, sous la dir. de I.J. KIM & Y.W. KIH, New York, Paragon House, 1988.

RHEE, Y.W., B. ROSS-LARSON & G. PURSELL, Korea's Competitive Edge: Managing the Entry into World Markets, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1984.

RO, Kwang H., "The Characteristics of the Preatorian Military in South Korea: 1961-1979", Asian Profile, 1989, vol. 17, no. 4, pp. 311-326.

ROBINSON, Michael Epton, Cultural Nationalism in Colonial Korea: 1920-1925, Seattle, University of Washington Press, 1988.

RUESCHEMEYER, Dietrich & Peter B. EVANS, "The State and Economic Transformation: Toward an Analysis of the Conditions Underlying Effective Intervention", dans, Bringing the State Back In, sous la dir. de P.B. EVANS, D. RUESCHEMEYER & T. SKOCPOL, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

SAVARY, J. & Y.K. SHIN, "La Croissance Internationale des Groupes Coréens", Revue Tiers Monde, 1989, vol. 30, no. 120, pp. 927-947.

SITTON, John F., Marx's Theory of the Transcendence of the State: A Reconstruction, New York, Peter Lang Publishing, 1989.

SHORROCK, Tim, "South Korea: Chun, the Kims and the Constitutional Struggle", Third World Quarterly, 1988, vol. 10, no. 1, pp. 96-110.

SKOCPOL, Theda, States and Social Revolution: A Comparative Analysis of France, Russia and China, Cambridge, Cambridge University Press, 1979.

SKOCPOL, Theda, "Bringing the State Back In: Strategies of Analysis in Current Research", dans, Bringing the State Back In, sous la dir. de P.B. EVANS, D. RUESCHEMEYER & T. SKOCPOL, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

STALLINGS, Barbara, "International Lending and the Relative Autonomy of the State: A Case Study of Twentieth-Century Peru", Politics and Society, 1985, vol. 14, no. 3, pp. 257-288.

STEERS, Richard et al., The Chaebols: Korea's New Industrial Might, New York, Harper & Row, 1989.

STEINBERG, David I., The Republic of Korea: Economic Transformation and Social Change, Boulder, Westview Press, 1989.

STOEVEER, David I., "Foreign Investment as an Aid in Moving from Least Developed to Newly Industrializing: A Study in Korea", The Journal of Developing Areas, 1986, vol. 20, no. 2, pp. 223-248.

TRIMBERGER, Ellen Kay, Revolution from Above: Military Bureaucrats and Development in Japan, Turkey, Egypt and Peru, New Brunswick, N.J., Transaction Books, 1979.

VIPAN, Chandra, Imperialism, Resistance, and Reform in Late Nineteenth Century Korea, Berkely, University of California Press, 1988.

VON GLINOW, Mary Ann & Byung Jae CHUNG, "Korean Chaebols and the Changing Business Environment", dans, Korean Managerial Dynamics, sous la dir. de K.H. CHUNG & H.C. LEE, New York, Praeger, 1989.

WESTPHAL, Larry E., "The Republic of Korea's Experience with Export Led Industrial Development", World Development, 1978, vol. 6, no. 3, pp. 347-382.

WOO, Jung-en, Race to the Swift: State and Finance in Korean Industrialization, New York, Columbia University Press, 1991.

ANNEXE A: Dette extérieure et service de la dette (1963-89)

<u>ANNEE</u>	<u>DETTE ETRAN- GERE TOTALE (\$US million)</u>	<u>TOTAL DE LA DETTE P/R AU % DU PNB</u>	<u>SERVICE DE LA DETTE EN % DES EXPORT.^a</u>	<u>SERVICE DE LA DETTE % DU PNB</u>
1963	157	4.06	2.30	0.05
1964	177	5.29	4.17	0.15
1965	206	6.81	8.00	0.46
1966	392	10.26	5.20	0.34
1967	645	13.62	10.15	0.72
1968	1,199	20.07	9.47	0.77
1969	1,800	24.07	13.68	1.20
1970	2,245	25.48	28.34	2.84
1971	2,922	30.06	28.16	3.28
1972	3,589	33.95	24.40	3.87
1973	4,260	31.55	17.87	4.35
1974	5,937	22.01	13.33	3.25
1975	8,456	40.55	14.01	3.38
1976	10,533	36.73	12.85	3.50
1977	12,648	33.79	13.33	3.58
1978	14,871	29.71	16.38	4.16
1979	20,500	31.75	17.68	4.03
1980	27,365	44.68	17.13	4.81
1981	32,490	48.34	17.98	5.53
1982	37,295	52.65	21.15	6.23
1983	40,094	53.23	20.07	6.18
1984	43,100	53.16	20.75	6.74
1985	-----	-----	-----	-----
1986	45,500	-----	25.90	-----
1987	40,000	30.00	30.70	-----
1988	40,500	-----	17.50	-----
1989	29,400	13.90	11.40	-----

Sources: AMSDEN, A., (1990) pour les années 1963-1984.
L'ETAT DU MONDE (divers numéro) pour les autres années.

a. Exportation de marchandises

ANNEXE B: Décomposition du taux d'augmentation du PNB (1962-1990)

<u>ANNEE</u>	<u>PNB</u>	<u>C</u>	<u>I</u>	<u>G</u>	<u>X</u>	<u>M</u>
1962	2.2	5.7	6.9	0.9	12.5	32.0
1963	9.1	3.3	76.0	4.8	7.4	27.4
1964	9.6	5.6	-16.7	-3.6	23.6	-25.6
1965	5.8	7.8	3.6	6.8	40.7	13.1
1966	12.7	7.2	75.0	11.5	52.3	57.7
1967	6.6	9.3	16.6	10.2	35.7	34.8
1968	11.3	11.4	42.4	13.1	41.6	45.9
1969	13.8	11.0	31.2	12.2	31.9	24.7
1970	7.6	11.1	0.9	6.7	22.9	10.0
1971	8.8	10.4	6.3	10.7	20.5	20.4
1972	5.7	5.1	-10.2	2.9	36.6	0.9
1973	14.1	9.2	31.5	1.7	55.3	36.7
1974	7.7	7.6	29.9	10.1	-2.8	16.9
1975	6.9	5.6	1.7	4.3	15.9	0.1
1976	14.1	8.3	16.3	5.9	41.6	27.0
1977	12.7	6.8	23.2	9.1	22.6	23.4
1978	9.7	9.9	22.8	13.0	19.9	29.0
1979	6.5	8.0	19.7	0.1	-3.8	8.6
1980	-5.2	-0.8	-23.7	6.8	9.7	-7.3
1981	6.2	3.4	2.2	2.2	17.3	5.3
1982	5.6	4.6	5.0	2.2	6.2	2.3
1983	9.5	6.6	13.7	4.7	13.8	11.1
1984	7.6	5.7	11.9	2.3	8.1	6.8
1985	7.0	---	----	---	----	----
1986	12.9	---	----	---	28.2	12.3
1987	13.0	---	----	---	36.4	29.9
1988	12.4	---	----	---	29.0	24.9
1989	6.8	---	----	---	27.9	17.8
1990	9.0	---	----	---	----	----

Source: AMSDEN, A., (1989) pour les années 1962-1984 et KOREA ANNUAL (1990) pour 1985 et après.

C: Consommation
 I: Investissement
 G: Dépenses gouvernementales
 X: Exportations
 M: Importations

ANNEXE C: Investissement Direct Etranger (1962-1965)

<u>ANNEE</u>	<u>Projet (n)</u>	<u>Montant (\$US ,000)</u>	<u>% DU PNB</u>
1962	1	575	----
1963	1	304	----
1964	2	333	----
1965	5	20,671	0.73
1966	6	1,116	----
1967	12	9,296	----
1968	20	8,361	----
1969	25	15,581	----
1970	50	13,642	0.16
1971	57	25,793	----
1972	107	93,072	----
1973	194	156,606	----
1974	85	74,003	----
1975	29	169,393	0.81
1976	35	72,160	0.25
1977	37	65,915	0.18
1978	41	128,438	----
1979	42	107,312	0.17
1980	36	140,751	0.25
1981	41	145,327	0.23
1982	55	187,791	0.28
1983	75	267,753	0.36
1984	---	419,049	0.52
1985	---	531,720	0.65

Source: AMSDEN, A., (1989) et STOEVER, D., (1986).

n = nombre de projet
\$US : courant

ANNEXE D: Survol économique

	<u>1962</u>	<u>1987</u>	<u>1991</u>
PNB (\$milliard, courant)	2.3	118.6	226.0
PNB per capita (\$ cour.)	87	2,826	5,100
Exportation (\$milliard)	0.05	47.3	76.7
Importation (\$milliard)	0.39	41.0	73.3

Source: Economic Planning Board (Corée du sud)

ANNEXE E: Les ventes nettes et combinées des 10 premiers chaebol en pourcentage du PNB (1974-1984)

<u>Groupes</u>	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1	4.9	4.3	4.7	7.9	6.9	8.3	8.3	10.5	10.4	11.8	12.0
2	7.2	7.5	8.1	12.5	12.9	12.8	16.3	19.1	19.0	21.2	24.0
3	9.0	9.8	11.3	16.0	16.9	17.6	23.9	27.6	27.4	30.5	35.8
4	10.3	11.4	12.9	18.2	20.7	22.1	30.1	35.2	35.6	38.7	44.3
5	11.6	12.8	14.5	19.8	22.9	24.6	35.0	41.3	42.2	46.7	52.4
6	12.7	14.1	16.1	21.3	24.7	26.6	38.2	44.9	46.0	51.0	56.2
7	13.5	15.3	17.5	22.8	26.4	28.5	41.0	48.0	49.2	54.2	59.4
8	14.3	16.2	18.4	24.0	27.7	30.3	43.6	50.9	52.2	57.1	62.1
9	14.7	16.7	19.3	25.2	28.9	31.6	46.0	53.3	55.1	59.8	64.8
10	15.1	17.1	19.8	26.0	30.1	32.8	48.1	55.7	57.6	62.4	67.4

Source: AMSDEN, A., (1989)

ANNEXE F: Les dix premiers chaebol en 1965, 1975, 1985 et 1990

	<u>1965</u>	<u>1975</u>	<u>1985</u>	<u>1990</u>
1	Samsung	Samsung	Samsung	Samsung
2	L-Goldstar	L-Goldstar	Hyundai	Hyundai
3	Ssangyong	Hyundai	L-Goldstar	L-Goldstar
4	Panbon	Hanjin	Daewoo	Daewoo
5	Sambo	Hyonsung	Sunkyung	Sunkyung
6	Samyangsa	Ssangyong	Ssangyong	Ssangyong
7	Tongyang	Daewoo	Hangin	KIA
8	Taehan	Doosan	K. Explosive	Lotte
9	Kaepong	Dong-A	Daelim	Korea Explosive
10	Hwashin	Shin Dong-A	Hyosong	Hangin

Source: JUNG, K.H., (1989) pour les années 1965 à 1985.
Références diverses pour 1990.

ANNEXE G: Description des 10 principaux chaebol

<u>Rang</u>	<u>Groupe</u>	<u>C.</u> (a)	<u>A.</u> (b)	<u>F.</u> (c)	<u>Produits</u>
1	Samsung	40	1938	Lee	Electronique, textiles, assurance, industries alimentaires
2	Hyundai	32	1958	Chung	Auto, machineries industrielles, construction navale
3	Lucky-Goldstar	24	1947	Koo	Electronique et produits chimiques
4	Daewoo	16	1967	Kim, W.C.	Ordinateurs, autos, construction navale, finance
5	Sunkyung	11	1953	Choi	Textiles, pétrole, cassettes vidéo et audio
6	Ssangyong	7	1958	Kim, S.W.	Ciment, auto, pétrole
7	KIA	6	1944	Min	Auto, camions, machineries
8	Lotte	5	1967	Shin	Hotel, restaurant, textiles
9	Korea Explosive	4	1952	Kim, S.Y.	Explosifs, produits agraires, machineries industrielles
10	Hangin	4	1945	Cho	Transport, services financiers, construction

Sources: LEE, S.M., (1989); STEERS, R. et al. (1989).

a. = chiffre d'affaires en \$US milliard

b. = année de fondation du groupe

c. = famille dirigeante

ANNEXE H: Les principales filiales du chaebol Samsung

<u>Filiale</u>	<u>Type d'activités</u>
Samsung Co., Ltd.	Commerce international (CCI)
Samsung Electronics Co., Ltd.	Industrie électronique
Samsung Electron Devices Co., Ltd.	Idem
Samsung Electro-Mechanics	Idem
Samsung Corning Co., Ltd.	Idem
Samsung Semiconductor & Telecommunications Co., Ltd.	Idem
Korea Telecommunications Co., Ltd.	Idem
Samsung Shipbuilding & Heavy Industries Co., Ltd.	Industrie lourde et chimique
Samsung Petrochemical Co., Ltd.	Idem
Samsung Construction Co., Ltd.	Idem
Joong-ang Development Co., Ltd.	Idem
Korea Engineering Co., Ltd.	Idem
Chonju Paper Manufacturing Co., Ltd.	Idem
Samsung Aerospace Industries, Ltd.	Haute-technologie
Samsung Watch Co., Ltd.	Idem
Cheil Sugar & Co., Ltd.	Nourritures et textiles
Cheil Wool Textile Co., Ltd.	Idem
Cheil Synthetic Textiles Co., Ltd.	Idem
Dongbang Life Insurance Co., Ltd.	Services
Aukuk Fire & Marine Insurance Co., Ltd.	Idem
Hotel Shilla Co., Ltd.	Idem
Shinsegae Department Store Ltd.	Idem
Anyang Country Club	Idem
Dongnae Country Club	Idem
Korea General Hospital	Idem
Samsung Foundation of Art and Culture	Idem
Joong-ang Daily News Co., Ltd	Presse

Sources: STEERS, R. et al., (1989) et MICHELL, T., (1988).

ANNEXE I: Les principales filiales du chaebol Hyundai

<u>Filiale</u>	<u>Type d'activités</u>
Hyundai Co.	Commerce international (CCI)
Hyundai Heavy Industries CO., Ltd.	Const. navale et ind. lourde
Hyundai Mipo Dockyard Co., Ltd.	Idem
Hyundai Engineering & Construction Co., Ltd.	Génie et construction
Halla Construction Co., Ltd.	Idem
Hyundai Engineering Co., Ltd.	Idem
Korea Urban Development Co., Ltd.	Idem
Hankook Pavement Construction Ltd.	Idem
Hyundai Offshore & Engineering Co., Ltd.	Idem
Hyundai Motor Company	Véhicules et trains
Hyundai Rolling Stock Co., Ltd.	Idem
Hyundai Motor Service Co., Ltd.	Idem
Hyundai Electrical Engineering Co., Ltd.	Equipements électriques
Hyundai Electronics Industries Co., Ltd.	Equipements électroniques
Hyundai Engine & Machinery Co.	Machinerie, acier et métal
Inchon Iron & Steel Co., Ltd.	Idem
Hyundai Precision & Industry Co.	Idem
Hyundai Pipe Co., Ltd.	Idem
Korea Flange Co., Ltd.	Idem
Aluminium of Korea, Ltd.	Idem
Seohan Development Co., Ltd.	Idem
Hyundai Cement Co., Ltd.	Construction
Hyundai Wood Industries Co., Ltd.	Idem
Dongsu Industrial Co., Ltd.	Idem
Keumkang, Ltd.	Idem
Korea Chemical Co., Ltd.	Idem
Keumkang Development Industrial Co., Ltd.	Nourriture et hotels
Hyundai Merchant Marine Co., Ltd.	Transport maritime

Source: STEERS, R. et al., (1989).

ANNEXE J: Les principales filiales du chaebol Lucky-Goldstar

<u>Filiale</u>	<u>Type d'activités</u>
Lucky-Goldstar International Co.	Commerce international (CCI)
Lucky, Ltd.	Pétro-chimie et ressources
Honam Oil Refinery Co., Ltd.	Idem
Lucky Advanced Material, Inc.	Idem
Korea Mining & Smelting Co., Ltd.	Idem
Goldstar Co., Ltd.	Electrique/électronique
Goldstar Semiconductor, Ltd.	Idem
Goldstar Electronics Co., Ltd.	Idem
Goldstar Telecommunication Co. Ltd.	Idem
Goldstar Electric Co., Ltd.	Idem
Goldstar Alps Electronics Co., Ltd.	Idem
Goldstar Precision Co., Ltd.	Idem
Goldstar Software Co., Ltd.	Idem
Goldstar Vending Machine Co., Ltd.	Idem
Goldstar Industrial Systems Co., Ltd.	Idem
Goldstar Instrument & Electric Co., Ltd.	Idem
Goldstar Electric Machinery Co., Ltd.	Idem
Goldstar Honeywell Co., Ltd.	Idem
Goldstar Cable Co., Ltd.	Idem
Goldstar Medical System Co., Ltd.	Idem
Goldstar Micronics Co., Ltd.	Idem
Goldstar Poster Co., Ltd.	Idem
Lucky Securities	Service et finance
Pan Korea Insurance Co., Ltd.	Idem
Goldstar Investment & Finance Corp.	Idem
Pusan Investment & Finance Corp.	Idem
Lucky Development Co., Ltd.	Idem
Lucky Engineering Co., Ltd.	Idem
Hee Sung Co., Ltd.	Idem
LG Ad, Inc.	Idem
Lucky-Goldstar Sports	Services publics et sport
Yonam Foundation	Idem
Yonam Junior College of Engineering	Idem
Yonam Junior College of Livestock and Horticulture	Idem

Source: STEERS, R. et al., (1989).

ANNEXE K: Les principales filiales du chaebol Daewoo

<u>Filiale</u>	<u>Type d'activités</u>
Daewoo Corporation	Commerce international (CCI)
Keangnam Enterprises, Ltd.	Construction
Kyungnam Metal Co., Ltd.	Idem
Daewoo Engineering Co.	Idem
Daewoo Heavy Industries, Ltd.	Machinerie
Daewoo-Sikorsky Aerospace, Ltd.	Idem
Daewoo Precision Industries	Idem
Daewoo Electronics Co., Ltd.	Electronique/électrique
Daewoo Carrier Corporation	Idem
Daewoo Electric Motor Industries, Ltd.	Idem
Orion Electric Co., Ltd.	Idem
Daewoo Electronic Components Co., Ltd.	Idem
Daewoo Telecom Co., Ltd.	Télécommunication
Daewoo Motors Co., Ltd.	Construction automobile
Daewoo Automotive Components, Ltd.	Idem
Daewoo HMS Industries, Ltd.	Idem
Koram Plastics Co., Ltd.	Idem
Dongheung Electric Co., Ltd.	Idem
Daewoo Shipbuilding & Heavy Machinery, Ltd.	Construction navale
Shina Shipbuilding Co., Ltd.	Idem
Daewoo-ITT Engineering Products, Ltd.	Idem
Korea Steel Chemical Co., Ltd.	Pétro-chimie
Pungkuk Oil Co., Ltd.	Idem
Daewoo Securities Co., Ltd.	Service et finance
Daewoo Research Institute	Idem
Daewoo Investment & Finance Co.	Idem
Dongwoo Development Co., Ltd.	Autre
Sorak Development Co., Ltd.	Autre
Daewoo Foundation	Autre

Source: STEERS, R. et al., (1989)

ANNEXE L: Comparaison des chaebol coréens aux groupes du Japon et de Taiwan (1983)^a.

	<u>Japon</u>	<u>Corée</u>	<u>Taiwan</u>
Ventes totales	\$871 milliard	\$68 milliard	\$16 milliard
Pourcentage du PNB	82.0	93.8	31,7
# de travailleurs	2,841,000	896,101	330,000
# de firmes	1,001	552	124
Travailleurs/firme	2,838	1,623	444
Pourcentage de la force de travail	9.5	6.1	4.7
Ventes/travailleur	\$306,600	\$76,200	\$50,500

Source: HAMILTON, G.G & ORRU, M., (1989).

a. Japon: les 16 premiers groupes.

Corée: les 50 premiers groupes.

Taiwan: les 96 premiers groupes.